

**les textes du
parti communiste international**

2

PARTI ET CLASSE

- **thèses de l'Internationale sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne (1920)**
- **parti et classe (1921)**
- **parti et action de classe (1921)**
- **le principe démocratique (1922)**
- **dictature prolétarienne et parti de classe (1951)**

éditions programme communiste

PARTI ET CLASSE

*Les textes du
Parti Communiste International*

PARTI ET CLASSE

Editions Programme Communiste

TRADUCTIONS

Les textes de ce recueil ont également été publiés et sont disponibles :

- en italien (*Partito e classe*)
- en espagnol (*Partido y clase*)
- en allemand (*Die Frage der revolutionären Partei*)
- en anglais (*Party and Class*)

Voir la liste complète de nos publications p. 106.

Editions Program.

Supplément à « Programme Communiste » n° 66

INTRODUCTION

On trouvera dans cette brochure les *Thèses sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne* approuvées au II^e Congrès de l'Internationale Communiste en 1920, ainsi que quatre textes de la Gauche communiste italienne sur le même sujet : les trois premiers publiés en 1921-1922, alors que tout le Parti Communiste d'Italie était rassemblé autour de ses positions, et le quatrième rédigé après la deuxième guerre mondiale, alors que la Gauche s'était désormais organisée en parti *en dehors* des organisations compromises dans l'irréversible dégénérescence stalinienne, et contre elles.

La concordance parfaite de tous ces textes — déclarations et armes de lutte — saute aux yeux, même pour celui qui ignore que le représentant de la Gauche italienne apporta au II^e Congrès de l'Internationale Communiste l'adhésion inconditionnelle de son courant (1).

Ces cinq textes ont en commun l'affirmation du rôle *primordial* du Parti, non seulement dans la préparation et dans la réalisation de la conquête révolutionnaire du pouvoir, mais aussi dans l'exercice de la dictature prolétarienne — puisque la guerre des classes, bien loin de s'atténuer après la révolution, s'aiguise et s'étend à l'échelle mondiale.

(1) Pour une vision d'ensemble de ce congrès capital, voir le chapitre IX de notre *Histoire de la Gauche Communiste* : « Le II^e Congrès de l'I.C. : un sommet et une croisée des chemins », *Programme Communiste* n° 59 et 60.

Tous les cinq condamnent les courants d'origine et de nature diverses qui, comme nous le verrons plus loin, nient ce rôle. Par cette condamnation, la Gauche italienne se situe dans la lignée des ardentes polémiques de Marx et Engels contre le proudhonisme et son héritier le bakouninisme, expressions typiques, réapparaissant périodiquement, de ces bâtardes « demi-classes » qui agissent de façon directement contraire au devenir historique objectif du mode de production capitaliste et, partant, aux exigences de son dépassement révolutionnaire.

Tous les cinq reconnaissent, en accord avec la définition de la nature et du rôle du parti, la nécessité d'une étroite centralisation, et récusent aussi bien l'autonomie des organisations locales du Parti lui-même, que la prétention des formes *immédiates* du mouvement ouvrier (syndicats, conseils d'usine, coopératives, etc...) à la neutralité politique, c'est-à-dire à l'indépendance par rapport à un parti en général.

Les textes de la Gauche précisent toutefois plus à fond les notions de Parti et de classe et, parallèlement, vont plus loin dans la définition des tâches du parti comme direction organisée de la classe.

Tout d'abord, reprenant une formule lapidaire du *Manifeste du Parti Communiste*, ils affirment et développent l'idée que c'est *seulement* quand elle a donné naissance au Parti, c'est-à-dire quand, de simple agrégat d'individus que rapproche l'identité ou l'analogie de leurs positions dans le processus productif, elle est devenue une force unitaire tendant vers un objectif final et consciente de la voie historique qui y conduit, que la classe *existe vraiment en tant que telle* : « constitution du prolétariat en classe, et donc en parti », dit le *Manifeste*. Quelques mois avant le II^e Congrès de l'Internationale, la Fraction Communiste Abstentionniste du Parti Socialiste Italien condensait cette idée dans la formule suivante : « La lutte révolutionnaire décisive [du prolétariat] contre l'Etat bourgeois [...] est le conflit de toute la classe prolétarienne contre toute la classe bourgeoise. Son instrument est le parti politique de classe, le Parti Communiste, qui réalise l'organisation consciente de l'avant-garde du prolétariat qui a compris la nécessité d'unifier son action, dans l'espace, en dépassant les intérêts des groupes, catégories ou nationalités particulières, dans le temps en subordonnant au résultat final de la lutte les avantages et les conquêtes partiels qui ne modifient pas l'essence de la structure bourgeoise. C'est donc *seulement* l'organisation en parti politique qui réalise la constitution du prolétariat en classe luttant pour son émancipation » (2) — ou, pourrions-nous ajouter avec Marx, en « classe non plus pour le capital, mais pour soi » (*Misère de la Philosophie*).

(2) *Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste du Parti Socialiste Italien* (mai 1920) — Voir notre recueil *Défense de la continuité du programme communiste*, Editions Programme Communiste, 1973, pp. 9-26.

C'est dans cette optique, *cette même des bolchéviks*, que la Gauche préféra dès cette époque définir le parti non pas comme une « fraction », même « avancée », de la classe ouvrière, mais comme un « organe » de celle-ci : cette définition est bien plus satisfaisante car elle ne se prête pas à une interprétation statistique du parti, et le caractérise comme une force qui réalise la *synthèse* des innombrables poussées révolutionnaires suscitées par les conditions de vie matérielles de la force de travail dans la société capitaliste, et comme la forme réelle de la constitution du prolétariat en classe, puis en classe dominante au moyen de la prise du pouvoir et de l'exercice de la dictature sur la classe vaincue.

Il ne s'agissait pas là de scrupules académiques ou doctrinaires, ni de subtilités terminologiques. L'importance de la distinction n'apparut pas à l'époque, car toute l'Internationale formait alors un front homogène de bataille théorique et pratique ; elle n'apparut que plus tard, avec le reflux de la vague révolutionnaire mondiale, quand l'opportunisme commença à s'infiltrer dans l'état-major international de la révolution communiste et que la puissante construction des *Thèses sur le rôle du Parti* fut entamée. On prétendit tout d'abord qu'en tant que « fraction » de la classe ouvrière, le parti ne devait plus être défini par sa trajectoire historique, c'est-à-dire par son programme, sa stratégie, sa vision des problèmes tactiques et organisationnels, mais par sa composition sociale « prolétarienne », au sens mécanique et statistique du terme. Puis on décréta que toujours en tant que « fraction », le parti devait s'adapter aux changements du « tout », aux réactions contingentes du prolétariat aux vicissitudes de la lutte des classes, abandonnant ainsi peu à peu ses positions de principe. On tomba donc d'une part dans la conception ouvriériste que les *Thèses* de 1920 avaient condamnée en repoussant la formule du « Parti qui doit avoir un caractère prolétarien », et d'autre part dans la subordination du Parti à la « volonté de la masse » vraie ou présumée, sans tenir compte du fait que la masse pouvait être temporairement influencée dans un sens réactionnaire par des situations négatives, alors que les *Thèses* de 1920 avaient décelé dans cette politique l'origine de la capitulation des partis de la II^e Internationale devant l'ennemi de classe et sa guerre impérialiste.

Lénine et la vieille garde bolchévique pensaient tout autrement : cela saute aux yeux à la simple lecture des *Thèses*. Mais l'insistance mise par la Gauche à exiger que les notions théoriques comme les mots d'ordre pratiques soient définis avec la plus grande clarté (fût-ce au risque d'une certaine schématisation) pour éviter toute équivoque et toute déformation, met en relief une autre idée sur laquelle elle revint constamment dans ses interventions au sein de l'Internationale : les formulations utilisées par le Parti ne sont pas des moyens « neutres » ni « indifférents », mais des *forces réelles* qui conditionnent le Parti lui-même ; si elles contribuent, quand elles sont exactes, à le

conduire dans la bonne direction, elles peuvent, dans le cas contraire, contribuer à l'éloigner du programme, des intérêts généraux de la classe, et donc de son rôle historique.

Les Thèses de 1920 ont défini ce rôle en distinguant la forme parti des autres formes, nécessaires mais subordonnées, du mouvement ouvrier, en ce sens que le parti possède la conscience de la mission historique du prolétariat et la « vision générale » du chemin que celui-ci devra parcourir, au-delà des vicissitudes diverses et souvent contradictoires d'une lutte gigantesque. De cette conception les Thèses ont fait découler un ensemble de règles d'organisation fondées — avec le total accord de la Gauche — sur le maximum de centralisation de l'appareil de parti. L'établissement de ces règles et de ces critères était nécessaire ; mais pour la Gauche, il ne suffisait pas à « nous donner le Parti dont nous avons besoin ». Centralisation et discipline ne sont que l'autre face de l'unité et de l'invariance du programme : la Gauche s'est battue de longues années pour que la théorie et le programme du Parti mondial du prolétariat soient établis de façon univoque et immuable, et pour qu'on codifie les grandes éventualités tactiques que le Parti doit envisager à l'avance et dont la solution, connue de tous et obligatoire pour tous, ne peut ni ne doit être laissée au hasard ni à l'arbitraire de « choix » nationaux, locaux, contingents, personnels (3). Le respect de ce lien dialectique entre centre et périphérie, entre dirigeants et militants « de base », entre générations passées, présentes et futures du mouvement communiste, entre Internationale et sections « nationales », est la clé d'une centralisation et d'une discipline qui ne sont pas mécaniques ni extérieures, mais représentent l'expression vivante d'une force réelle, le Parti, bloc unique tendu vers un objectif unique (4).

(3) On trouvera un exemple d'une telle définition et d'une telle « codification » de la tactique du parti dans les grandes phases historiques dans les *Thèses de Rome* (1922), reproduites dans *Défense de la continuité du programme communiste*, pp. 41-58.

(4) Remarquons au passage que là réside la solution que la Gauche voyait au difficile problème du fonctionnement organisationnel du Parti dans son indispensable structure verticale et hiérarchique : solution que la formule du « centralisme démocratique » ne pouvait et ne peut fournir. La « garantie », dans la mesure où il peut y en avoir une, du bon fonctionnement de l'organisation centralisée de parti, ne réside pas dans le fait « accidentel » de l'élection des organes supérieurs par les organes inférieurs, ou de la consultation démocratique de la base en tant que pratique normale et courante, mais dans le lien unique et uniforme qui relie dialectiquement le centre et la « base » au programme connu de tous et à ses implications tactiques « fermées », qui sont contraignantes pour l'un et l'autre, par delà les limites d'espace et de temps. Tel est le sens du « centralisme organique » théorisé par la Gauche dès 1921 (voir le texte *Le principe démocratique*) : la « discipline » et la « confiance » spontanées de l'organisation périphérique à l'égard du centre du Parti viennent de ce que celui-ci constitue, non pas le dépositaire d'une « sagesse » supérieure, ni de la capacité de « découvrir » des solutions

Qu'on relâche les mailles du programme, qu'on laisse la porte ouverte au choix « local » des moyens tactiques, qu'on fasse dépendre la conquête de la nécessaire influence du parti sur les couches les plus larges possibles de la classe ouvrière de l'emploi d'expédients « improvisés » ne concordant pas parfaitement avec les objectifs stratégiques du mouvement (comme on commença à le faire en 1922, et comme la Gauche put en pressentir le danger dès 1921), et l'on aura détruit la base même d'une centralisation authentique et d'une véritable discipline. Encore un pas, et il ne restera plus, pour rassembler les membres épars d'un parti mondial qui n'est plus homogène du point de vue programmatique et tactique, qu'à appliquer de façon formelle et extérieure une discipline « bureaucratique », fondée sur les sanctions matérielles d'un appareil d'Etat répressif : on aura non pas la discipline, mais la terreur disciplinaire sur le parti ; non pas la centralisation, mais l'embrigadement stalinien.

Ce qu'il faut pour diriger la révolution prolétarienne, ce n'est donc pas *n'importe quel* Parti, que sa stricte discipline rend disponible pour *n'importe quelle* cause, mais un Parti discipliné et centralisé, au centre comme à la périphérie, dans le respect, la défense et l'exécution d'un plan de lutte prévu et codifié. Trotsky ne disait rien d'autre dans ses *Leçons de la Commune* (1920) : « C'est seulement à l'aide d'un parti qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement et toutes ses étapes, et qui en tire la forme d'action la plus correcte à un moment donné, que le prolétariat peut se libérer de la nécessité de recommencer toujours son histoire, ses hésitations, ses tâtonnements et ses erreurs » (5). C'est cette capacité de prévision, qui conditionne celle de viser à tout moment droit au but, sans hésitations, sans tâtonnements, sans retomber dans les erreurs passées, donc avec le maximum de centralisation et de discipline, qui avait fait la grande force du Parti russe. Il incombait à la Gauche de le rappeler aux bolchéviks eux-mêmes.

**

originales à des problèmes « nouveaux », mais l'organe technique indispensable pour l'application unitaire et invariante de normes fixes et connues par la base.

(5) Il est intéressant de reproduire un passage écrit par Trotsky en 1939, en contradiction avec la tactique qu'il proposait malheureusement à l'égard d'organisations ouvertement opportunistes : « Les masses ne sont nullement identiques : il y a des masses révolutionnaires ; il y a des masses passives, il y a des masses réactionnaires. Les mêmes masses sont, à différentes périodes, inspirées par des dispositions et des objectifs différents. C'est justement pour cette raison qu'une organisation centralisée de l'avant-garde est indispensable. [...] Revêtir les masses des traits de la sainteté et réduire son propre programme à une « démocratie » amorphe, c'est se dissoudre dans la classe telle qu'elle est, se transformer d'avant-garde en arrière-garde et, par là-même, renoncer aux tâches révolutionnaires. (*Moralistes et sycophantes contre le marxisme*, juin 1939.)

Les thèses de 1920 de l'Internationale, élaborées pour distinguer avec la plus grande netteté la position communiste sur tous ces problèmes de celle des révisionnistes, tant de droite — réformistes social-démocrates et labouristes — que de gauche — syndicalistes-révolutionnaires et anarchistes —, prennent d'autant plus d'importance à notre époque que l'opportunisme petit-bourgeois a tout envahi. Arme de lutte, instrument de polémique théorique et de combat politique, les thèses de 1920 se situent tout à fait, comme nous allons brièvement le montrer, dans la lignée de la grande tradition marxiste.

Un an après la démolition par Marx du proudhonisme, cette matrice de toutes les variantes ultérieures de socialisme petit-bourgeois et gradualiste, le *Manifeste* de 1848, avant de faire dans le dernier chapitre une critique détaillée de toutes les « écoles » et tendances aberrantes, rassemble dans une synthèse grandiose les étapes dialectiques que le prolétariat parcourt successivement sur le chemin tourmenté de son organisation en classe : depuis le stade où « les travailleurs forment une masse disséminée à travers le pays et émiettée par la concurrence », à celui où « le résultat véritable de leurs luttes » (en tant qu'il se distingue de leur « succès immédiat ») est de « centraliser les nombreuses luttes locales de même caractère en une lutte de classe nationale » (puis « internationale ») ; donc depuis les luttes économiques et les agitations immédiates jusqu'à la lutte de classe ouverte (et « toute lutte de classe est une lutte politique ») puis à l'« organisation du prolétariat en classe et donc en parti politique ».

On voit déjà clairement que la ligne qui va du *Manifeste* de 1848 aux Thèses de 1920 est une ligne ininterrompue : condamnation de tout individualisme et de tout localisme, comme de tout apolitisme et antipartisme, affirmation que le prolétariat n'agit réellement comme classe historique qu'en tant qu'il se constitue en parti politique.

Comme on sait, le *Manifeste* ne parle pas de « dictature », bien que l'idée soit implicitement contenue dans la formule de « classe dominante », qui présuppose une classe « dominée », et dans celle de « violations despotiques du droit de propriété et du régime bourgeois de production », auxquelles le pouvoir politique du prolétariat victorieux devra recourir comme « moyen de bouleverser le mode de production tout entier », même si au début ces mesures peuvent « paraître économiquement insuffisantes et insoutenables ». Le principe de la « dictature du prolétariat » se précise toutefois au cours des grandes batailles de 1848-49 (6) et des années qui les suivent immédiate-

(6) Rappelons-nous le magnifique cri de guerre de la *Nouvelle Gazette Rhénane* après la répression de l'insurrection de Vienne, le 7 novembre 1848 : « C'est le cannibalisme de la contre-révolution lui-même qui répandra dans les masses la conviction qu'il n'existe qu'un seul moyen propre à concentrer, abrégé et simplifier les spasmes d'une ancienne société agonisante et les sanglantes douleurs de l'accouchement d'une société nouvelle : le terrorisme révolutionnaire ».

ment. Avant même la fameuse lettre à Weydemeyer de 1852, où Lénine, dans *L'Etat et la Révolution*, verra la clé de voûte de la théorie marxiste de l'Etat, le statut de la Ligue des communistes rédigé par Marx en avril 1850 contient dans son article premier cette formule lapidaire : le but de la Ligue est « le renversement de toutes les classes privilégiées, la soumission de ces classes à la dictature du prolétariat, par laquelle la révolution devient permanente jusqu'à la réalisation du communisme » ; formule qui contient ces deux notions inséparables : la nécessité de la prise du pouvoir violente et dictatorial, non comme point d'arrivée mais comme point de départ d'une lutte de classes toujours plus vaste et plus étendue dans l'espace et dans le temps, et donc la nécessité d'un organe de centralisation et de direction, le Parti politique (7).

Il est vrai que la seconde notion n'est pas formulée explicitement. Mais elle le sera peu après, à la suite précisément d'un long combat polémique non plus contre les réformistes et les gradualistes, mais contre les anarchistes. A la fin de cette période, au congrès de l'Association Internationale des Travailleurs à La Haye en 1872, Marx ajoutera aux *Statuts* de 1864 le fondamental article 7a : « Dans sa lutte contre le pouvoir unifié des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir en tant que classe QUE s'il se constitue en parti politique autonome, qui s'oppose à tous les autres partis constitués des classes possédantes ». Et il précise aussitôt : « Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et la réalisation de son but final — l'abolition des classes ». (En parfaite harmonie avec cette position, les thèses de 1920 diront : « La nécessité d'un Parti politique du prolétariat ne disparaît qu'avec les classes sociales ») (8).

(7) La même idée reparait sous une autre forme dans *Les Luttes de classes en France* (III^e cahier, mars 1850) :

« ... Le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme, pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de Blanqui. Ce socialisme est la déclaration de la révolution en permanence, la dictature de classe du prolétariat, comme point de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différences de classes en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales ».

Et Marx y reviendra encore dans la *Critique du Programme de Gotha*, 5 mai 1875 :

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se situe la période de transformation révolutionnaire de l'une en l'autre. A cette période correspond également une phase de transition politique, où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat ».

(8) La théorie marxiste est un bloc unique et invariant depuis sa naissance jusqu'à sa victoire définitive. La seule chose qu'elle

En 1873, Engels revient sur la question dans une lettre aux sections italiennes de l'Internationale, encore influencées par la conception anti-étatique et anti-parti de Bakounine. Sa formulation est sans équivoque : « Une révolution est sans aucun doute la chose la plus autoritaire qui soit : elle est l'acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre partie au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en fut ; et le parti victorieux, s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit maintenir cette domination par la terreur que les armes inspirent aux réactionnaires ». C'est la leçon de la Commune de Paris. Et à l'affirmation succède le rejet : « De deux choses l'une : ou bien les anti-autoritaires [qui, ne l'oublions pas, nient l'État tout autant que le Parti] ne savent pas ce qu'ils disent, et dans ce cas ils ne font que semer la confusion ; ou bien ils le savent, et dans ce cas ils trahissent le mouvement du prolétariat. Dans un cas comme dans l'autre, ils servent la réaction » (9).

La série des étapes ascendantes est ainsi gravée par Marx et Engels avec une netteté à laquelle les confirmations apportées par les luttes de cent cinquante années d'histoire ne feront que donner un relief plus saisissant. D'abord, des luttes locales, éparses et inorganiques, suscitées par les conditions de vie immédiates des travailleurs ; puis leur transformation et leur centralisation en luttes de classe généralisées, nationales et internationales, et donc en luttes politiques ; constitu-

attente de l'histoire, c'est d'être appliquée avec de plus en plus de rigueur et donc gravée toujours plus profondément dans le programme du parti de classe. Pour confirmer une nouvelle fois cette invariance, rappelons que Marx, dans son discours pour le 7^e anniversaire de la 1^{re} Internationale (1871) reliait le principe de la dictature prolétarienne, et donc de la terreur, à la revendication d'une direction centralisée de la lutte de classe transformée en bataille rangée à l'échelle internationale :

« Avant de réaliser une transformation socialiste, il faut une dictature du prolétariat et l'armée prolétarienne est une condition primordiale de celle-ci. La classe ouvrière devra conquérir sur le champ de bataille le droit à l'émancipation. Le rôle de l'Internationale est d'organiser et de concentrer les forces prolétariennes pour le combat qui les attend. »

Le problème se posera aux bolchéviks en termes historiques matériels et c'est dans la ligne de la théorie invariante du marxisme que naîtra l'Armée Rouge, soulevant les cris d'indignation des réformistes et des anarchistes.

(9) Dans une lettre à G. Trier du 18 décembre 1889, Engels réaffirme avec sa clarté habituelle : « Le prolétariat ne peut instaurer sa domination politique, qui est le seul accès à la nouvelle société, sans une révolution violente, nous sommes bien d'accord là-dessus. Et afin que le jour décisif, le prolétariat soit assez fort pour vaincre, il est nécessaire — comme Marx et moi-même n'avons cessé de l'affirmer depuis 1847 — qu'il se constitue en parti autonome, distinct de tous les autres et s'opposant à eux, un parti de classe conscient de l'être ».

tion du prolétariat en classe grâce à l'organe de cette centralisation, le Parti politique ; constitution de la classe prolétarienne en classe dominante par la révolution violente et maintien de cette domination par la terreur sous la direction du Parti ; enfin disparition du prolétariat comme classe et donc également disparition du parti politique, avec la réalisation du communisme intégral.

Le moment crucial où la vision théorique marxiste s'incarne dans l'histoire vivante du mouvement prolétarien militant, c'est Octobre 1917. Mais ce moment n'aurait pas été possible sans cet autre chaînon dans la continuité du marxisme militant qu'est *Que faire ?* de Lénine. C'est dans *Que faire ?* en effet que Lénine montre avec une extrême vigueur que le passage du stade du prolétariat comme classe en soi, ou pour le capital, au prolétariat comme classe pour soi, est un saut de qualité. La « constitution du prolétariat en classe, et donc en parti », puis en « classe dominante », n'est pas le produit des luttes économiques immédiates contre l'exploitation capitaliste, ou de leur transformation prétendument spontanée en luttes politiques dirigées contre le pouvoir politique qui garantit cette exploitation, mais de l'importation depuis l'extérieur de la « conscience socialiste » (une conscience bien entendu organisée) dans les luttes économiques. Il est vrai que cette implantation ne serait pas possible si ces luttes ne produisaient pas, grâce à leur étendue et à leur dureté croissante, des « étincelles de conscience politique ». Mais pour que cette rencontre initiale ait lieu, pour qu'elle puisse ensuite se renforcer et s'approfondir, il faut — pour reprendre une fois de plus les paroles de Marx — la « previous organization » du parti politique ; cette « organisation préalable » peut jouer son rôle au sein de la classe au sens statistique du terme et en transfigurer la lutte et les objectifs dans la mesure où elle a été préparée de longue main, au travers d'un travail incessant et organique de formation théorique et d'activité militante. Si cette condition vient à manquer, la lutte revendicative, qui constitue pourtant la base matérielle de la révolution, ne dépassera jamais — fût-ce à l'échelle la plus vaste et la plus élevée — le niveau de la « conscience trade-unioniste ».

Quinze ans après *Que faire ?*, à la veille de la révolution, Lénine écrira : « La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'État et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la domination politique du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses. La bourgeoisie ne peut être renversée que si le prolétariat est transformé en classe dominante capable de réprimer la résistance inévitable, désespérée, de la bourgeoisie, et d'organiser pour un nouveau régime économique toutes les masses laborieuses et exploitées. Le prolétariat a besoin du pouvoir d'État, d'une organisation centralisée de la force, d'une organisation de la violence, aussi bien pour réprimer la

résistance des exploités que pour diriger la grande masse de la population — paysannerie, petite-bourgeoisie, semi-prolétaires — dans la « mise en place » de l'économie socialiste. En éduquant le parti ouvrier, le marxisme éduque une avant-garde du prolétariat capable de prendre le pouvoir et de conduire le peuple tout entier au socialisme, de diriger et d'organiser un régime nouveau, d'être l'éducateur, le guide et le chef de tous les travailleurs et exploités pour l'organisation de leur vie sociale, sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie » (*L'Etat et la Révolution*, II, 1).

Un bond de trois ans encore, et du creuset de la guerre civile et de la Terreur Rouge surgissent, en 1920, les deux *Anti-Kautsky* de Lénine (*La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*) et de Trotsky (*Terrorisme et communisme*).

« Le rôle exceptionnel que joue le Parti communiste lors de la révolution prolétarienne a remporté la victoire est bien compréhensible, écrit Trotsky. Il s'agit de la dictature d'une classe. La classe se compose de différentes couches, les opinions et les sentiments n'y sont pas unanimes, les niveaux de développement varient. Or, la dictature présuppose unité de volonté, unité d'orientation, unité d'action. Par quelle autre voie pourrait-elle se réaliser ? La domination révolutionnaire du prolétariat suppose dans le prolétariat même la domination d'un Parti pourvu d'un programme d'action bien défini, et fort d'une discipline intérieure indiscutée [...]. On nous a accusés plus d'une fois d'avoir substitué à la dictature des Soviets celle du Parti. Et cependant on peut affirmer, sans risquer de se tromper, que la dictature des Soviets n'a été possible que grâce à la dictature du Parti : grâce à la clarté de ses idées théoriques, grâce à sa forte organisation révolutionnaire, le Parti a assuré aux Soviets la possibilité de se transformer, d'informes parlements ouvriers qu'ils étaient, en un appareil de domination du travail » (*Terrorisme et Communisme*, VII).

A côté de ces deux œuvres magistrales, nous croyons qu'il n'est pas déplacé de citer notre texte *Dictature prolétarienne et parti de classe* (1951), qui développe magnifiquement l'idée que la direction de l'action de classe doit être « déléguée » au parti, et que la pratique du parti lui-même dans l'exercice de la dictature ne peut être liée par aucun code. Nous ne le faisons pas par patriotisme de parti, mais parce que trente ans d'histoire ont accumulé les confirmations directes et indirectes de la théorie marxiste de la Révolution, du Parti et de l'Etat.

Les considérations qui précèdent expliquent l'importance de la publication de la présente brochure pour la reprise du mouvement révolutionnaire marxiste sur des bases solides. Nous traversons une phase historique où mûrissent lentement

les prémisses objectives d'une reprise générale des luttes de classes et où s'impose plus que jamais la nécessité de jeter et de consolider les bases *subjectives* de la victoire.

La crise de la III^e Internationale se manifesta d'abord par le déchirement progressif du tissu conjonctif qui, dans la théorie marxiste, lie indissolublement les uns aux autres les principes, le programme, la tactique et l'organisation du parti communiste mondial, du parti de classe. Rétrospectivement (mais ce danger fut dénoncé dès 1920, et avec toujours plus d'insistance dans les années suivantes, par la Gauche « italienne ») il n'est pas difficile aujourd'hui de constater qu'il ne fut pas possible d'opposer à temps aux facteurs matériels d'ordre international qui pesèrent (d'une façon qui à la longue se révéla catastrophique) sur la glorieuse Internationale Communiste de 1919-1920, le solide rempart d'une assimilation organique et complète de ces principes, de ce programme, de ces déductions tactiques, de ces normes organisationnelles, et de leur lien dialectique. L'Internationale était née sur des bases théoriques de granit, mais elle grandit et se développa à travers un processus de convergence et d'affiliation trop hâtives d'organisations nationales se rattachant à des traditions parfaitement hétérogènes et souvent antithétiques. Loin de s'être constituées au travers d'une maturation et d'une sélection idéologiques radicales et impitoyables, ces organisations *importèrent* dans le « parti mondial de la classe ouvrière » l'héritage à peine « retouché » du centrisme d'abord, de la social-démocratie ensuite, sans parler des survivances du syndicalisme, du socialisme d'entreprise et de l'ouvriérisme. C'est ainsi qu'elles rendirent de plus en plus fragile l'Internationale, déjà soumise à la pression écrasante d'une situation qui s'était rapidement détériorée en Russie et à l'échelle mondiale.

C'est une leçon qu'il ne faut pas oublier aujourd'hui, dans cette phase de difficile préparation de la reprise internationale de la lutte de classe. Aujourd'hui plus encore qu'alors, on assiste à une recrudescence de l'horreur petite-bourgeoise et anarchiste pour la centralisation, la dictature et surtout pour le parti (c'est-à-dire aussi pour le programme) — réaction instinctive aux crimes du stalinisme, mais qui n'en est pas moins erronée, car elle vise non la centralisation, la dictature et le parti de la *contre-révolution*, mais la centralisation, la dictature, le parti et le programme *tout court*. Aujourd'hui plus qu'alors, il est nécessaire que le Parti communiste mondial naisse sur une base d'une clarté et d'une homogénéité *théoriques et programmatiques* absolues, car celles-ci sont la condition *sine qua non* de son efficacité sur le plan organisationnel et de sa discipline rigoureuse et non formelle. La pierre de touche de cette homogénéité et de cette clarté, c'est la claire conscience de la nature, du rôle, de la fonction du Parti dans la révolution et dans la dictature prolétarienne, revendiquée sans aucune hésitation ni atténuation contre toute tendance à les vider de leur contenu authentique et immuable.

C'est pourquoi il est indispensable d'évoquer ce qui fut, en opposition à la vision marxiste correcte, la théorisation la plus importante, dans le premier après-guerre, de cette tendance (d'ailleurs aussi vieille que le mouvement ouvrier lui-même). Due à la fausse « gauche » du Parti allemand — qui lui-même n'était pas assez bien trempé pour y résister — cette théorisation conduisit en effet à une première scission du mouvement révolutionnaire en Europe centrale, c'est-à-dire dans l'aire *décisive* pour l'avenir du communisme en Russie même ou dans le monde (10) ; tout en faisant dévier une partie de l'avant-garde prolétarienne sur des positions erronées et objectivement liquidatrices, elle laissa ainsi le champ libre à des retours de flamme centristes dans ce *Spartakusbund* qui avait pourtant offert en holocauste à la révolution mondiale les vies de Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et Léo Jogiches.

Le mouvement ouvrier en Allemagne n'avait pratiquement pas connu ces courants anarcho-syndicalistes ou syndicalistes-révolutionnaires qui sont la forme *typique* de la conception « immédiate » du processus d'émancipation violente de la classe ouvrière : c'est-à-dire de la conception qui nie le rôle central et déterminant du Parti dans la révolution prolétarienne, en le remplaçant par des organismes indifférenciés, comprenant toute la masse des sans-réserves et calqués sur la structure de la production telle qu'elle existe aujourd'hui (syndicats, conseils d'usine, comités d'atelier, etc.). Mais malgré l'absence d'une tradition anarcho-syndicaliste semblable à celle qui infesta le mouvement ouvrier dans les pays latins dès le siècle dernier (11), et dans les vingt premières années de ce siècle dans les pays anglo-saxons, la vision marxiste correcte du Parti, de ses rapports avec la classe, et de ses tâches au cours de l'assaut violent du pouvoir et de la dictature, eut du mal à s'implanter dans l'avant-garde révolutionnaire allemande.

Ceci est particulièrement net pour ce courant du mouvement révolutionnaire qui se détacha du KPD (Parti Communiste d'Allemagne) en 1920 pour fonder le KAPD (Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne), et qui entretint dès lors des rapports très étroits avec le groupe des « tribunistes » hollandais (du nom de leur organe *De Tribune*), reconnaissant même dans les représentants les plus typiques de ce groupe, Pannekoek et Gorter, les principaux théoriciens de son propre mouvement.

(10) C'est pourquoi nous limitons notre analyse à cette incarnation du véritable « gauchisme infantile », en négligeant les formes que celui-ci a pu revêtir ailleurs.

(11) Tradition qui, même s'ils ne s'en réclamèrent pas ouvertement à ce moment-là, réapparut en France en 1919-1920 dans les groupes auxquels on doit justement en grande partie l'initiative de la création du PCF comme section de la III^e Internationale (Rosmer, Monatte, Souvarine). C'est précisément parce que leur origine était étrangère au marxisme qu'ils furent incapables d'opposer un rempart solide à la marée opportuniste des convertis de la dernière heure, les Cachin, Frossard et consorts.

Ce courant s'était battu avec la plus grande énergie contre le social-patriotisme et contre le réformisme, et avait une claire conscience de la nécessité de la violence de classe et de la conquête insurrectionnelle du pouvoir, telle qu'elle est formulée dans les thèses classiques de la III^e Internationale. Il soutenait d'autre part, rejoignant ainsi en apparence la Gauche italienne, que les solutions tactiques qui avaient été celles des bolchéviks dans une Russie arriérée et en partie pré-capitaliste, ne pouvaient pas être appliquées mécaniquement à une situation produite par un capitalisme extrêmement avancé comme celui d'Europe occidentale. Ces ressemblances apparentes recouvraient cependant de profondes divergences, qui faisaient que les « kaapédistes » et les « tribunistes » étaient plus proches de la veine syndicaliste du mouvement ouvrier révolutionnaire que du courant authentiquement marxiste.

Dans le schéma de Gorter et des autres représentants du KAPD, l'Europe occidentale devait être le théâtre d'une révolution où le prolétariat se trouverait seul devant le front compact de la bourgeoisie grande et moyenne, de la petite-bourgeoisie et de la paysannerie. Or s'il était bien exact de dire que la révolution en Occident ne pourrait être qu'une révolution prolétarienne et ne répéterait pas le cycle classique des révolutions doubles, ce schéma devenait cependant une abstraction lorsqu'il excluait de la scène révolutionnaire (et donc de ses problèmes stratégiques et tactiques) l'intervention, sous la direction hégémonique de la classe ouvrière, de couches non-prolétariennes mineures, et la neutralisation d'autres couches, surtout paysannes et petites-bourgeoises en général. D'autre part, selon ce même schéma, la « pureté » prolétarienne caractérisant socialement la révolution imminente constituait *par elle-même* la garantie que la classe ouvrière, unique protagoniste du combat révolutionnaire, prendrait sans hésitation ni compromis le chemin de l'assaut révolutionnaire et violent du pouvoir.

Dans cette perspective, le problème de la tactique revenait, pour reprendre l'expression de Gorter, à « libérer avant tout l'esprit du prolétariat » à la veille de l'affrontement direct avec le pouvoir bourgeois ; et ce afin que les prolétaires soient en mesure de s'organiser *eux-mêmes* et de construire, en dehors de tout apport d'une discipline et d'une centralisation « extérieures », l'appareil administratif et productif de leur dictature. Les communistes auraient donc eu pour tâche, et pour tâche unique, d'éclairer les « consciences », et non de diriger activement et efficacement des forces réelles se dégageant — inconsciemment et même « anti-consciemment » — du sous-sol social. Toute forme d'organisation qui, ayant une claire vision générale du parcours historique et du but final du mouvement prolétarien, aurait prétendu « représenter » la classe dans sa lutte pour le pouvoir puis dans l'exercice de ce pouvoir ; toute forme d'organisation qui n'aurait pas coïncidé avec *l'ensemble* de la classe salariée et n'en aurait pas été l'« expression directe »,

était susceptible aux yeux des « kaapédistes » de *violer* et de *corrompre* l'authenticité du mouvement d'émancipation du prolétariat.

L'antithèse historique prolétariat-bourgeoisie (et communisme-opportunisme) était donc remplacée par une antithèse parfaitement idéaliste entre masses et partis ou, pire, entre masses et chefs. Une brochure intitulée *La scission du KPD*, qui s'attira d'ailleurs les foudres mérités de Lénine, posait la question en ces termes : « Le parti communiste est le parti de la lutte des classes la plus décidée [...] La question se pose de savoir qui doit être le porteur de la dictature : le parti communiste ou la classe prolétarienne ? [...] Par principe, faut-il tendre à la dictature du parti communiste ou à celle de la classe prolétarienne ? ». Et elle répondait : « Deux partis communistes se trouvent actuellement l'un en face de l'autre : l'un, *le parti des chefs*, qui s'efforce d'organiser le combat révolutionnaire et de le diriger *d'en haut* [...] l'autre, *le parti des masses*, qui attend la montée du combat révolutionnaire d'en bas, qui ne connaît pour ce combat qu'une seule méthode conforme au but et l'utilise [...], la méthode du renversement impitoyable de la bourgeoisie, qui permettra de construire la dictature prolétarienne de classe conduisant à la réalisation du socialisme [...]. D'un côté dictature des chefs, de l'autre dictature des masses. Tel est le sens de notre scission ! »

D'où le refus par le KAPD du « parlementarisme révolutionnaire », refus qui n'a rien à voir avec l'argument marxiste, avancé par exemple par la Gauche italienne au II^e Congrès de l'Internationale, en 1920. La Gauche disait en effet que cette tactique, valable à des époques historiques et dans des aires géographiques données, aurait eu des effets négatifs et même désastreux dans les pays de capitalisme avancé et de longue tradition démocratique, en détournant la classe prolétarienne et le parti de la tâche urgente de la préparation révolutionnaire pour les diriger vers la compétition électorale et enfin l'abandon de la voie révolutionnaire. Le KAPD, lui, refusait le « parlementarisme révolutionnaire » en alléguant une fois encore que le parlement et les élections sont l'arène classique des « chefs » et des « partis », bref de l'« autorité » opposée à la « spontanéité » des masses : on perçoit là un écho (involontaire, mais non moins probant pour cela) de l'horreur anarchiste pour le « pouvoir » compris de façon métaphysique, comme une puissance maléfique en soi.

D'où le refus des syndicats traditionnels, que les communistes doivent, selon Lénine et la Gauche, s'efforcer de conquérir *politiquement*, même s'ils sont dirigés — comme c'est presque toujours le cas — par les pires bonzes du réformisme, de façon à en faire la « courroie de transmission » du parti, en apportant la doctrine et les mots d'ordre du communisme aux salariés de toutes catégories et de toutes affiliations politiques et même religieuses. Le KAPD, lui, remplace les syndicats tra-

ditionnels par des organismes *d'entreprise* décrétés imperméables à la corruption justement (et c'est l'unique raison) parce qu'ils sont *directement* contrôlés par la totalité de leurs membres.

D'où la recherche d'une forme d'organisation immédiate où les prolétaires pourraient trouver la *garantie* d'une orientation révolutionnaire et de classe. D'où aussi, dans certains cas extrêmes, le refus de la lutte économique et même de la grève, sauf comme arme et instrument *directs* de l'assaut du pouvoir. C'est ainsi qu'on peut lire dans une brochure publiée en 1923 par H. Gorter, sous sa responsabilité personnelle, pour trancher un différend entre l'aile d'Essen et l'aile de Berlin du KAPD : « La tendance d'Essen a raison en théorie lorsqu'elle dit : Quand il est sûr qu'une action n'est pas et ne peut pas devenir révolutionnaire, l'Union et le KAPD n'y prennent pas part. Les membres de l'Union peuvent participer à des luttes économiques, pour ne pas être des briseurs de grèves, mais tant que l'action est et doit rester réformiste, l'Union attend pour agir et fait *seulement de la propagande* ». Autrement dit : ou l'offensive révolutionnaire, ou rien !

Mais s'il est évident que le KAPD niait le parti comme organe réel de la révolution, on ne peut pas dire non plus que le groupe Spartakus, tout glorieux qu'ait été son combat contre le réformisme et le social-patriotisme, ait jamais posé clairement la question du parti dans ses termes réels, et Lénine eut d'ailleurs l'occasion de le regretter durant la première guerre mondiale. Tout le monde connaît la trop fameuse polémique (archi-exploitée par les traîtres) entre Lénine et Rosa Luxemburg sur le centralisme, en 1904, ou les pages (d'ailleurs tronquées, incomplètes et de toute façon posthumes) de celle-ci sur la révolution russe. Mais ce qui montre le mieux selon nous la réticence des Spartakistes à accepter le rôle dirigeant (bien que non exclusif, ni décisif à lui seul) du parti dans la révolution prolétarienne, c'est surtout leur fatale hésitation à rompre sur le plan *organisationnel*, avec le SPD (Parti Social-Démocrate d'Allemagne) d'abord, l'USPD (Parti Social-Démocrate Indépendant d'Allemagne) (12) ensuite : ils attendaient d'être « mandatés » pour cette décision, douloureuse et dramatique il est vrai, par la « base » du parti, au lieu de suivre l'ordre sans équivoque du programme historique marxiste, en le revendiquant vaillamment contre tous les traîtres. C'est aussi le destin tragique de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, qui ne furent pas les acteurs de l'insurrection de janvier 1919, mais les otages de l'opportunisme réformiste et centriste, com-

(12) Parti centriste de Kautsky et Hilferding. Voir le chapitre VIII de notre *Histoire de la Gauche Communiste* : « La Gauche et le mouvement communiste international », notamment les paragraphes 9 (*Le jeu infâme des indépendants en Allemagne*), 10 (*Le « chemin de Golgotha » du spartakisme*) et 11 (*La confirmation historique de la fonction de la social-démocratie*), *Programme communiste* n° 58.

plice objectif des assassins stipendiés par la bourgeoisie et les junkers. C'est enfin la déclaration explicite du KPD à son congrès de fondation, tragiquement en retard sur le cours impétueux de l'histoire: «Le Spartakusbund ne prendra jamais le pouvoir que par la volonté claire et sans équivoque de la grande majorité de la classe prolétarienne en Allemagne, qu'en vertu de son consentement conscient aux positions, aux buts et aux méthodes de lutte du Spartakusbund». Bien que dictée par le juste souci d'exclure la solution facile d'un putschisme inconsideré, cette formule annonçait déjà cependant la négation du rôle historique du parti, dépositaire de la conscience du prolétariat et guide de sa volonté dans les vicissitudes de la lutte anti-capitaliste.

La suite de l'histoire du Parti allemand révélera d'ailleurs une fatale tendance à se mettre à la remorque du mouvement instinctif des masses, en tombant alternativement, selon les hauts et les bas de la situation, dans le quiétisme semi-légalitaire (et non dépourvu de nostalgies pour la reconstitution de l'unité avec l'USPD) de la direction Lévi, ou dans un activisme frénétique au premier nouveau sursaut de l'indomptable prolétariat allemand, comme dans l'«action de mars» de 1921 et la théorisation de l'«offensive» à tout prix par les Thalheimer et les Maslow.

Dans le premier cas, on sacrifiera la rigoureuse *délimitation* programmatique et organisationnelle du parti à l'aspiration, en soi plus que légitime, à élargir et à étendre l'*influence* du parti sur les masses; on fera de la croissance *numérique* de l'organe politique, en elle-même, le critère permettant de juger de son *efficacité* et de la *correction* de sa ligne tactique. Dans le second cas, on érigea en modèle de l'action du parti le brusque passage de la *pure* défensive, combinée à de louches manœuvres de rapprochement sur les plans parlementaire et syndical avec les ailes pourries du mouvement ouvrier, à une position *d'offensive à tout prix* — une offensive non préparée, provoquant donc la désorientation, et d'autre part sans proportion avec le jeu réel des rapports de force. On tombera en somme dans un volontarisme putschiste condamné à juste titre au III^e Congrès de l'Internationale, quitte à sombrer ensuite à nouveau, déçus et découragés, dans un quiétisme et un légalitarisme encore pires, comme ce fut le cas en 1921-22 et en 1923.

Ce sont ces deux erreurs dialectiquement liées et symétriques qui sont visées dans le texte *Parti et action de classe*. A lui seul, ce texte de 1921 suffirait à démentir la légende d'une «Gauche italienne» enfermée dans un sectarisme d'esthète et souverainement indifférente aux problèmes difficiles mais vitaux de la conquête d'une influence croissante du parti sur la classe qu'il est appelé à diriger au cours de la révolution et, auparavant, de la préparation révolutionnaire; même s'il ne peut jamais être question d'attirer la classe *tout entière* dans les

rangs du parti, même si ce dernier constitue un noyau qui par la force des choses sera toujours minoritaire, il ne fait pas de son éventuelle petitesse numérique un idéal. Ce problème de la conquête d'une influence sur la classe est un problème *central et permanent* du parti de classe, un problème auquel il faut donner une solution claire et correcte pour que le parti puisse tenir le cap sans faiblir dans les hauts et les bas, dans les avancées et dans les reculs de la lutte de classe; il se rattache à une autre question sur laquelle notre accord avec l'Internationale était entier: celle du refus de la «théorie» qui veut que le parti soit *toujours* à l'offensive, même quand les conditions sont défavorables, sous peine de ne plus mériter le nom de communiste, en même temps que de la «théorie» inverse mais parallèle, selon laquelle les phases de défensive forcée excluraient toute attaque partielle voire toute contre-attaque et, pis encore, justifieraient l'abandon — dénoncé au III^e Congrès de l'I.C. comme une «trahison» — de la perspective en général offensive du communisme.

**

Il est tentant, mais vain, de penser que sans la perte de ses meilleurs militants au cours de l'hiver et du printemps 1919, le Parti allemand aurait pu parvenir, sur la question du parti de classe, de son rôle et de sa tactique (tels qu'ils apparaîtraient dans les textes que nous publions ici) à une clarté que les événements ne lui avaient pas jusqu'alors permis de faire en lui et autour de lui, et dont l'absence pesa d'un poids fatal sur les prolétaires bavarois et hongrois insurgés dans cette glorieuse mais infortunée année 1919. Ce qui est sûr, c'est que, s'étant reconstitué sans plateforme théorique solide, le Parti Communiste d'Allemagne montra dans les années suivantes qu'il ne savait pas résister aux déviations d'éléments et de courants hétérogènes dans son propre sein (les Lévi, les Brandler), ni produire une gauche armée d'une vision générale et continue du processus révolutionnaire (il suffit de penser aux effroyables zigzag et à la dégringolade finale du courant dit de gauche, Fischer-Maslow-Korsch), et qu'il n'était pas plus capable de devenir le point d'appui international d'un front homogène de résistance à la dégénérescence de l'Internationale Communiste. C'est la confluence de ces deux facteurs historiques — l'immaturité idéologique du Parti allemand (de plus trop hâtivement «unifié» avec les débris de l'USPD) et le début de la déviation de l'Internationale par rapport à la voie glorieuse de ses premières années — qui sera fatale au mouvement prolétarien, non seulement en Allemagne mais dans le monde, en 1921 et 1923. Ce n'est pas que, dans le cas contraire, la victoire ait été assurée: mais du moins la défaite, si tel devait être l'épilogue de ces années qui semblaient pourtant susceptibles d'être *décisives*, ne se serait pas accompagnée de la capi-

tulation *théorique et pratique* devant l'ennemi. Le mouvement prolétarien aurait alors pu tirer les *leçons* de la contre-révolution momentanément triomphante et y puiser la *force* de se remettre en marche sur une voie *jamais abandonnée*, au lieu d'avoir à retrouver péniblement son chemin dans la nuit et dans les difficultés d'une désagrégation totale.

Puissent les générations futures éviter le sort des prolétaires dont les héroïques tentatives de révolte et d'émancipation tombèrent, dans le premier après-guerre, sous les coups de forces historiques trop puissantes pour être mises en échec et balayées dans les limites d'une seule nation. Puissent-elles se relever du terrible calvaire de la troisième vague opportuniste, celle du stalinisme, avec une claire et sûre vision du chemin à parcourir. C'est celle que nous indiquons dans les pages qui suivent, non comme une recette infaillible de victoire, mais comme une mise en garde contre les pièges qui ont toujours menacé dans son dur combat la classe qui, dans la révolution, n'a à perdre que ses chaînes.

Thèses sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne

INTRODUCTION

Les thèses présentées par Zinoviev avaient pour principal but de distinguer la position des communistes marxistes de celle des révisionnistes de droite (réformistes, social-démocrates, labouristes), et de gauche (syndicalistes-révolutionnaires, anarchistes) : c'est pourquoi elles restent fondamentales aujourd'hui que l'opportunisme petit-bourgeois a tout envahi.

La première thèse, qui se propose d'établir que le parti révolutionnaire ne peut s'identifier à la totalité de la classe des travailleurs, utilise la formule célèbre, dont nous avons plusieurs fois montré l'insuffisance, qui définit le parti comme une *fraction* ou une *partie* de la classe ouvrière. Cette formule, séparée de son contexte, peut en effet prêter à équivoque : celle de conférer la même importance aux ouvriers membres du parti et aux autres. C'était un danger, mais ce n'était certes pas la pensée de Zinoviev, ni du congrès.

La seconde thèse explique qu'avant la conquête du pouvoir, le parti ne peut organiser dans ses rangs qu'une *minorité* de la classe ouvrière. Avant que tous les ouvriers puissent être au parti, il faudra que la révolution victorieuse ait *détruit* toutes les gangrènes bourgeoises : la presse, l'école, le parlement, l'église, l'administration de l'Etat.

La troisième thèse précise les notions de parti et de classe, en montrant qu'il ne faut jamais les confondre. C'étaient les menchéviks qui pensaient que le parti devait toujours suivre la tendance majoritaire chez les travailleurs et, par exemple, ne pas poser la question de la lutte politique contre le tsarisme, mais seulement celle de la lutte économique contre les industriels. La formule est parfaitement satisfaisante : la tâche du parti du prolétariat est de réagir contre la mentalité ouvrière

courante et de défendre envers et contre tout les intérêts historiques du prolétariat. C'est une position tout à fait claire, même si nous aurions aimé que l'on précisât que c'est seulement avec la naissance du parti révolutionnaire qu'on peut dire que le prolétariat existe historiquement en tant que classe, et que le parti est l'organe de classe du prolétariat.

La thèse 4 vise les anarchistes et assimilés, qui prétendaient que la faillite de la II^e Internationale avait représenté historiquement la faillite de la forme parti. C'étaient les partis traitres social-chauvins qui s'étaient écroulés, mais le parti révolutionnaire de la dictature était en train de se forger.

La thèse 5 affirme nettement que la révolution prolétarienne est impossible sans la forme parti. Elle affirme le principe de la centralisation de l'organe-parti, en critiquant le syndicalisme industrialiste, qui divise les ouvriers dans de petits organismes locaux et de catégorie. Elle rappelle l'idée menchévique d'un congrès ouvrier qui serait au-dessus du parti (« travaillistes jaunes »). Elle critique également la formule vide du KAPD allemand, qui déclarait ne pas être un parti « au sens courant du terme » et qualifie cette position de carrément réactionnaire. A propos des lacunes du syndicalisme, elle affirme que la grève générale entendue comme un acte passif est insuffisante, mais qu'il faut une insurrection armée, dont l'organe est un organe politique, centralisé et discipliné. Les syndicalistes-révolutionnaires eux-mêmes parlent de minorité résolue : celle-ci ne peut être que le parti.

La thèse 6 déclare que le parti a pour tâche de travailler systématiquement dans des organisations plus larges, telles que les syndicats et d'autres formes, même contingentes, comme pouvaient l'être à l'époque les « comités pour la défense de la Russie ». Il est évident que ce travail est préparé dans le parti lui-même, et que son organisation n'est jamais subordonnée aux hiérarchies d'organisations extérieures.

La thèse 7 concerne un point fondamental de méthode : elle repousse le boycott des syndicats *jaunes* dirigés par des réformistes et, comme le dit le texte, même des syndicats *chrétiens*. Ce n'est pas une question de pure terminologie, mais il est bon de rappeler que les socialistes italiens considéraient comme « jaunes » les organisations catholiques, où on n'allait pas mais auxquelles on s'efforçait d'arracher leurs adhérents, en tant que prolétaires, pour les faire entrer dans les organisations rouges. Cette thèse (d'ailleurs explicitée dans les thèses syndicales) signifie que, face aux syndicats dirigés par des socialistes de droite, on ne lance pas de mot d'ordre de sortie des syndicats, mais qu'on s'efforce de les conquérir de l'intérieur.

La thèse 8 est importante par sa condamnation de la fameuse formule ternaire qui posait l'équivalence parti-syndicat-coopératives, et qui avait sévi au temps de la II^e Interna-

tionale, et en Italie même, avant et après la guerre de 1914, sous des formes variées (pacte paritaire entre le parti et la Confédération du Travail et autres propositions du même ordre). La formule de Zinoviev établit au contraire un ordre préférentiel clair et net : 1) parti, 2) soviets, 3) syndicat. Si le soviets est une nouvelle forme historique propre à l'Etat de transition, il ne supprime pas le parti pour autant et ne lui ravit pas le rôle dirigeant. Egalement importante est la condamnation d'une autre formule du KAPD, qui déclare que « le parti doit s'adapter à l'idée soviétiste et se prolétarianiser ». L'idée que le parti doit se fondre dans les soviets et que ceux-ci doivent le remplacer est erronée et réactionnaire. Comme Lénine l'a toujours affirmé, il est possible historiquement que les soviets tombent sous la coupe de la bourgeoisie et des opportunistes : dans ce cas, le parti devra conquérir le pouvoir contre eux.

La thèse 9 rappelle que le parti a encore des tâches très importantes à remplir après la conquête du pouvoir.

La thèse 10 énumère ces tâches : lutte non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre les socialistes (suppression de ces partis et de tous ceux qui s'opposent au parti communiste). Le parti communiste organise l'armée rouge, lutte contre toutes les tendances corporatistes qui brisent l'unité du prolétariat, contre le patriotisme régional et l'esprit de clocher qui menacent l'unité de l'Etat de la dictature.

Selon la thèse 11, le parti ne disparaîtra que lorsque les classes sociales auront disparu (société communiste intégrale). Ce n'est que lorsque le communisme ne sera plus un but, lorsque toute la classe ouvrière sera devenue communiste, que le parti pourra se fondre au sein de la classe ouvrière. La formule de Marx, qui parle d'humanité et non de classe ouvrière, est plus précise : en effet, une fois la société communiste pleinement développée, le prolétariat abolit non seulement les autres classes, mais surtout s'abolit lui-même. Le parti aura une tâche à remplir tant que toutes les traditions malsaines des sociétés de classes ne seront pas extirpées.

La thèse 13 réaffirme une nouvelle fois la nécessité de la centralisation et d'une discipline de fer, d'une discipline militaire, à l'époque de la guerre civile.

La thèse 14 définit en ces termes le *centralisme démocratique* : élection des comités secondaires par les comités primaires, soumission obligatoire de chaque comité au comité qui lui est supérieur, centre muni de pleins pouvoirs et dont l'autorité ne peut être contestée par personne dans l'intervalle des congrès du parti. Remarquons seulement que dans la conception du *centralisme organique* propre à la Gauche, le rôle des congrès eux-mêmes n'est pas de juger l'activité du centre ni de désigner des représentants, mais de décider sur des ques-

tions d'orientation, selon la doctrine historique invariante du parti mondial. Mais de toute façon, l'inspiration de cette thèse n'a rien de démocratique ni d'électorale, loin de là.

La thèse 15 prévoit la suspension des garanties démocratiques internes dans les périodes de lutte illégale.

La thèse 16 réaffirme avec force cette idée *essentielle* que l'autonomie n'est jamais qu'une concession à l'anarchisme petit-bourgeois.

La thèse 17 établit la nécessité de combiner action légale et action illégale, ainsi que la nécessité d'un contrôle du centre du parti — même si l'organisation en est illégale — sur un éventuel groupe parlementaire.

La thèse 18 prévoit que le réseau des groupes communistes dans les syndicats et autres organisations doit être partout subordonné au parti communiste. Dans les années suivantes, la Gauche combattra à juste titre l'organisation par cellules qui, selon la formule de la *bolchévisation*, prétendait être non un organe du parti mais sa base même.

La thèse 19 affirme que le parti doit exister aussi bien dans les campagnes que dans les villes. C'était d'ailleurs une tradition du mouvement révolutionnaire en Italie, qui s'appuyait fortement sur le prolétariat agricole, ce frère valeureux du prolétariat industriel.

Autre thèse que la Gauche, demeurée fidèle aux origines de l'Internationale, défendit au cours des années suivantes : il doit y avoir dans chaque pays un parti et un seul, ce qui excluait la formule équivoque du parti *sympathisant*. La fin de la thèse, qui précise qu'il doit y avoir des noyaux communistes dans toutes les organisations *apolitiques*, exclut — et ici aussi la convergence avec la Gauche est totale — qu'on puisse faire du noyautage dans les autres partis. La thèse finale conclut en revendiquant la liaison entre le parti et les masses, toujours affirmée par la Gauche, et en refusant aussi bien le *sectarisme* que le *manque de principes*.

Thèses sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne adoptées par le II^e Congrès de l'Internationale Communiste, 1920

Le prolétariat mondial est à la veille de luttes décisives. L'époque à laquelle nous vivons est une époque de guerres civiles ouvertes. L'heure décisive approche. Dans presque tous les pays où il y a un mouvement ouvrier important, la classe ouvrière va devoir livrer une série de combats acharnés, les armes à la main. Plus que jamais, en ce moment, la classe ouvrière a besoin d'une organisation compacte. Elle doit se préparer inlassablement à cette lutte décisive, sans perdre une seule heure d'un temps précieux.

Si pendant la Commune de Paris (en 1871) la classe ouvrière avait eu un Parti Communiste, même petit, mais doté d'une organisation serrée, la première insurrection héroïque du prolétariat français aurait été beaucoup plus forte et elle aurait évité bien des erreurs et bien des faiblesses. La bataille qui attend le prolétariat aujourd'hui, dans une situation historique différente, sera plus lourde de conséquences que celle de 1871.

Le II^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste attire donc l'attention des ouvriers révolutionnaires du monde entier sur ce qui suit :

1. Le Parti Communiste est une fraction de la classe ouvrière et bien entendu il en est la fraction la plus avancée,

Source : Protokoll des II Weltkongresses der Kommunistischen Internationale, Hamburg, 1921 [nouvelle traduction, la version française couramment utilisée des Manifestes, thèses et résolutions des 4 premiers congrès de l'Internationale Communiste (Librairie du Travail, 1934, reprint Maspéro) étant souvent inexacte].

la plus consciente et, partant, la plus révolutionnaire. Il se forme par la sélection spontanée des travailleurs les plus conscients, les plus dévoués, les plus clairvoyants. Le Parti Communiste n'a pas d'intérêts différents de ceux de la classe ouvrière. Le Parti Communiste ne se distingue de la grande masse des travailleurs que par le fait qu'il possède une vision générale du chemin historique de la classe ouvrière dans son ensemble et s'efforce, à travers tous les méandres de ce chemin, de défendre non les intérêts de métiers ou de groupes particuliers, mais ceux de la classe ouvrière dans sa totalité. Le Parti Communiste constitue la force organisatrice et politique à l'aide de laquelle la fraction la plus avancée de la classe ouvrière dirige les masses prolétariennes et semi-prolétariennes dans la bonne direction.

2. Tant que le prolétariat ne se sera pas emparé du pouvoir d'Etat, qu'il n'aura pas assuré définitivement sa domination et rendu impossible une restauration bourgeoise, le Parti Communiste n'englobera dans ses rangs organisés qu'une minorité des ouvriers. Jusqu'à la prise du pouvoir et dans la période de transition le Parti Communiste peut, dans des circonstances favorables, exercer une influence *idéologique* et *politique* sans partage sur toutes les couches prolétariennes et semi-prolétariennes de la population, mais il ne peut les accueillir et les organiser dans ses rangs. C'est seulement lorsque la dictature prolétarienne aura arraché à la bourgeoisie des moyens d'influence aussi puissants que la presse, l'école, le parlement, l'Eglise, l'administration, etc., c'est seulement lorsque la défaite définitive de l'ordre bourgeois sera devenue évidente aux yeux de tous, que tous les ouvriers, ou presque tous, commenceront à entrer dans les rangs du Parti Communiste.

3. Les notions de parti et de classe doivent être distinguées avec la plus grande rigueur. Les membres des syndicats « chrétiens » et libéraux d'Allemagne, d'Angleterre et d'autres pays appartiennent indubitablement à la classe ouvrière. Les groupements ouvriers plus ou moins considérables qui suivent encore les Scheidemann, Gompers et consorts, appartiennent indubitablement à la classe ouvrière. Dans certaines conditions historiques il est très possible que la classe ouvrière comprenne de très nombreuses couches réactionnaires. La tâche du communisme n'est pas de s'adapter à ces éléments arriérés de la classe ouvrière, mais d'élever toute la classe ouvrière au niveau de l'avant-garde communiste. La confusion entre ces deux notions

de parti et de classe peut conduire aux fautes et aux malentendus les plus graves. Il est par exemple évident que le Parti ouvrier devait, en dépit des préjugés et de l'état d'esprit d'une partie de la classe ouvrière pendant la guerre impérialiste, s'insurger à tout prix contre ces préjugés et cet état d'esprit, au nom des intérêts historiques du prolétariat qui imposaient à son Parti de déclarer la guerre à la guerre.

C'est ainsi, par exemple, qu'au début de la guerre impérialiste de 1914, les partis sociaux-traîtres de tous les pays, soutenant « leurs » bourgeoisies respectives, ne manquaient pas de justifier leur conduite en invoquant la volonté de la classe ouvrière. Ils oublient, ce faisant, que si même il en avait été ainsi, la tâche du Parti prolétarien dans une telle situation aurait dû être de s'opposer à l'état d'esprit de la majorité des ouvriers et de défendre envers et contre tous les intérêts historiques du prolétariat. C'est ainsi qu'au début du XX^e siècle les mencheviks de l'époque (ceux qu'on nommait « économistes ») répudiaient la lutte politique ouverte contre le tsarisme parce que, disaient-ils, la classe ouvrière dans son ensemble n'était pas encore assez mûre pour comprendre la nécessité de la lutte politique.

De la même façon, les indépendants de droite en Allemagne justifient leurs hésitations et leurs demi-mesures par les « désirs des masses », sans comprendre que le Parti est là précisément pour précéder les masses et leur montrer le chemin.

4. L'Internationale Communiste est absolument convaincue que la faillite des anciens partis « sociaux-démocrates » de la II^e Internationale ne peut en aucun cas être considérée comme la faillite des Partis prolétariens en général. L'époque de la lutte directe en vue de la dictature du prolétariat suscite un nouveau Parti prolétarien mondial, le Parti Communiste.

5. L'Internationale Communiste rejette de la façon la plus catégorique l'opinion suivant laquelle le prolétariat peut accomplir sa révolution sans Parti politique autonome. Toute lutte de classes est une lutte politique. Le but de cette lutte, qui tend inévitablement à se transformer en guerre civile, est la conquête du pouvoir politique. Or le pouvoir politique ne peut être pris, organisé et dirigé que par un parti politique. Ce n'est que dans le cas où le prolétariat est guidé par un Parti organisé et éprouvé, poursuivant des buts nettement définis, et possédant un programme

de mesures immédiates bien précises tant en politique intérieure qu'en politique extérieure, ce n'est que dans ce cas que la conquête du pouvoir politique peut être non un épisode fortuit, mais le point de départ d'un travail durable d'édification communiste de la société par le prolétariat.

La même lutte des classes exige aussi la centralisation et la direction unique des diverses formes du mouvement prolétarien (syndicats, coopératives, comités d'usine, enseignement, élections, etc.).

Le centre organisateur et dirigeant ne peut être qu'un Parti politique. Se refuser à le créer, à l'affermir et à s'y soumettre, équivaut à refuser le commandement unique des détachements du prolétariat agissant aux différents points du champ de bataille. La lutte de classe du prolétariat exige une agitation concentrée, éclairant d'un point de vue unique les différentes étapes de la lutte et attirant, à chaque moment particulier, l'attention du prolétariat sur les tâches précises qui concernent l'ensemble de la classe. Cela ne peut être réalisé sans un appareil politique centralisé, c'est-à-dire en dehors d'un Parti politique.

La propagande des syndicalistes révolutionnaires et des adhérents des « Industrial Workers of the World » (I.W.W.) contre la nécessité d'un Parti politique autonome du prolétariat n'a donc servi et ne sert objectivement que la bourgeoisie et les « sociaux-démocrates » contre-révolutionnaires. Dans leur propagande contre le Parti Communiste, qu'ils voudraient remplacer par les seuls syndicats ou par on ne sait quelles informes unions ouvrières « générales », les syndicalistes et les industrialistes finissent par rejoindre les opportunistes avérés.

Après la défaite de la révolution de 1905, les mencheviks russes prêchèrent pendant quelques années l'idée de ce qu'ils appelaient le Congrès Ouvrier qui devait remplacer d'après eux le Parti révolutionnaire de la classe ouvrière ; les « travaillistes jaunes » de toute sorte d'Angleterre ou d'Amérique prêchent aux ouvriers la création d'unions informes ou de vagues associations purement parlementaires au lieu d'un véritable Parti politique, alors qu'ils mènent, simultanément, une politique foncièrement bourgeoise. Les syndicalistes révolutionnaires et les industrialistes veulent combattre la dictature de la bourgeoisie, mais ils ne savent pas comment s'y prendre. Ils ne voient pas que la classe ouvrière sans Parti politique autonome est un corps sans tête.

Le syndicalisme révolutionnaire et l'industrialisme sont un pas en avant, mais seulement par rapport à l'ancienne idéologie inerte et contre-révolutionnaire de la II^e Internationale. Par rapport au marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire par rapport au communisme, le syndicalisme et l'industrialisme sont un pas en arrière. La déclaration des communistes « de gauche » en Allemagne (K.A.P.D.) lors de leur Congrès constitutif d'avril, selon laquelle ils fondent bien un parti, mais « pas un parti au sens courant du mot », est une capitulation idéologique devant les conceptions réactionnaires du syndicalisme et de l'industrialisme.

Ce n'est pas par la seule grève générale, par la seule tactique des « bras croisés » que la classe ouvrière peut remporter la victoire sur la bourgeoisie. Le prolétariat doit en venir à l'insurrection armée. Celui qui a compris cela ne peut manquer de comprendre aussi la nécessité, pour cette tâche, d'un Parti politique organisé, et l'insuffisance d'informes unions ouvrières.

Les syndicalistes révolutionnaires parlent souvent du grand rôle que doit jouer une minorité révolutionnaire résolue. Or, en fait, cette minorité de la classe ouvrière vraiment résolue, cette minorité communiste, décidée à agir, dotée d'un programme, prête à organiser la lutte des masses, c'est précisément le Parti Communiste.

6. La tâche la plus importante d'un Parti réellement communiste est de rester toujours en *contact étroit* avec les plus larges couches du prolétariat. Pour y arriver, les communistes peuvent et doivent travailler aussi dans des organisations qui, sans être des organisations du Parti, englobent de vastes couches prolétariennes comme par exemple les organisations d'invalides de guerre des divers pays, les comités « *Hands off Russia* » (« Ne touchez pas à la Russie ») en Angleterre, les associations prolétariennes de locataires, etc. Un exemple particulièrement important est celui de ce qu'on appelle les conférences d'ouvriers et de paysans « sans parti » en Russie. Dans presque toutes les villes, dans les quartiers ouvriers, et aussi à la campagne, des conférences de ce type sont organisées. Les plus larges masses, y compris les ouvriers arriérés, participent aux élections pour ces conférences. On y discute les questions brûlantes de l'actualité : l'approvisionnement, le logement, les questions militaires, l'enseignement, les tâches politiques à l'ordre du jour, etc. Les communistes tendent de toutes leurs forces à influencer ces conférences de « sans parti » — avec les résultats les plus favorables pour le Parti.

Les communistes considèrent comme leur tâche principale le travail systématique d'organisation et d'éducation au sein de ces organisations ouvrières de masse. Mais précisément pour que ce travail puisse être fécond, pour empêcher les ennemis du prolétariat révolutionnaire de s'emparer de ces organisations ouvrières de masse, les ouvriers les plus avancés, les communistes, doivent en permanence être rassemblés dans leur propre Parti Communiste, autonome et fermé, agissant en permanence de façon organisée, et capable, quelles que soient les circonstances et quelque forme que prenne le mouvement, de défendre les intérêts généraux du communisme.

7. Les communistes ne fuient en aucune façon les organisations ouvrières de masse. Dans certaines circonstances, ils ne craignent pas d'y entrer et de les utiliser, même quand elles ont un caractère ouvertement réactionnaire (unions jaunes, unions chrétiennes, etc.). Le Parti Communiste mène un travail constant au sein de ces organisations, et démontre infatigablement aux ouvriers que l'idée de la neutralité politique est un principe sciemment cultivé parmi eux par la bourgeoisie et ses laquais pour détourner le prolétariat de la lutte organisée pour le socialisme.

8. L'ancienne répartition « classique » du mouvement ouvrier en trois formes — Parti, syndicats et coopératives — est manifestement dépassée. La révolution prolétarienne en Russie a suscité la forme fondamentale de la dictature prolétarienne : les soviets. La nouvelle articulation qui va se présenter maintenant partout, c'est : 1. le Parti, 2. les soviets, 3. l'association de production (les syndicats). Mais aussi bien les conseils ouvriers que les syndicats gagnés à la révolution doivent être constamment et systématiquement dirigés par le Parti du prolétariat, c'est-à-dire le Parti Communiste. L'avant-garde organisée de la classe ouvrière — le Parti Communiste — qui, dans les domaines aussi bien économique que politique et même culturel, doit diriger les luttes de l'ensemble de la classe ouvrière, doit aussi être l'âme des syndicats et des conseils ouvriers comme de toute autre forme d'organisation prolétarienne.

L'apparition des soviets comme forme historique fondamentale de la dictature du prolétariat ne diminue nullement le rôle dirigeant du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne. Lorsque les communistes allemands « de gauche » (voir leur Manifeste au prolétariat allemand du 14 avril 1920, signé « Parti ouvrier communiste d'Allemagne ») déclarent que « le Parti doit, lui aussi, s'adapter de plus en

plus à l'idée des conseils et prendre un caractère prolétarien » (*Kommunistische Arbeiterzeitung* n° 54), cela revient à dire, de manière ambiguë, que le Parti Communiste devrait se fondre dans les conseils, que les conseils ouvriers pourraient remplacer le Parti Communiste.

Cette idée est complètement fautive et réactionnaire.

Dans l'histoire de la révolution russe, nous avons connu toute une phase au cours de laquelle les soviets se dressaient contre le Parti prolétarien et soutenaient la politique des agents de la bourgeoisie. On a pu observer la même chose en Allemagne. Cela peut très bien se reproduire dans d'autres pays.

Pour que les soviets puissent remplir leurs tâches historiques, il est nécessaire au contraire qu'existe un puissant Parti Communiste, qui ne « s'adapte » pas simplement aux soviets, mais qui soit capable de les inciter à refuser toute « adaptation » à la bourgeoisie et à la garde blanche social-démocrate, et qui puisse, par l'intermédiaire de ses fractions communistes dans les soviets, entraîner les soviets dans son sillage.

Celui qui conseille au Parti Communiste de « s'adapter » aux soviets, celui qui voit dans une telle adaptation le renforcement du « caractère prolétarien du Parti », celui-là rend au Parti comme aux soviets un service des plus douteux, et n'a compris ni la signification du Parti ni celle des soviets. « L'idée soviétique » vaincra d'autant plus rapidement que nous serons à même de développer dans les divers pays des Partis Communistes aussi forts que possible. Aujourd'hui beaucoup d'« Indépendants » et même des socialistes de droite se rallient du bout des lèvres à « l'idée soviétique ». Nous ne pourrions empêcher ces éléments de dénaturer l'idée soviétique que si nous avons un Parti Communiste puissant, capable d'influencer de manière décisive la politique des soviets et de les diriger.

9. Le Parti Communiste n'est pas seulement nécessaire à la classe ouvrière avant et pendant la conquête du pouvoir, mais encore après le passage du pouvoir dans les mains de la classe ouvrière. L'histoire du Parti Communiste de Russie, qui détient depuis trois ans le pouvoir, montre que le rôle du Parti Communiste, loin de diminuer depuis la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, s'est au contraire extraordinairement accru.

10. Au lendemain de la conquête du pouvoir par le prolétariat, son Parti ne constitue toujours qu'une fraction de la classe ouvrière. Mais c'est précisément la fraction qui a organisé la victoire : depuis deux décennies en Russie, depuis plusieurs années en Allemagne, le Parti Communiste mène la lutte non seulement contre la bourgeoisie mais contre ces « socialistes » qui sont les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat ; il a regroupé dans ses rangs les combattants les plus tenaces, les plus clairvoyants, les plus avancés de la classe ouvrière. Et c'est seulement l'existence d'une telle organisation compacte de l'élite de la classe ouvrière qui permet de surmonter toutes les difficultés auxquelles se heurte la dictature du prolétariat au lendemain de la victoire.

L'organisation d'une nouvelle armée, l'Armée Rouge prolétarienne, la destruction effective de tout l'appareil d'Etat bourgeois et son remplacement par les premiers linéaments d'un nouvel appareil d'Etat, l'Etat prolétarien, la lutte contre les tendances corporatistes de certains groupes ouvriers, la lutte contre le « patriotisme » local et l'esprit de clocher, les efforts en vue de susciter une nouvelle discipline du travail — autant de domaines où c'est au Parti Communiste de dire le mot décisif. Ses membres, par leur vivant exemple, doivent entraîner et diriger la majorité de la classe ouvrière.

11. La nécessité d'un Parti politique du prolétariat ne disparaîtra qu'avec l'abolition complète des classes sociales. Dans la marche vers cette victoire définitive du communisme, il est possible que la signification historique des trois formes essentielles de l'organisation prolétarienne actuelle (Parti, soviets et syndicats) se modifie, et qu'un type unique, synthétique, d'organisation ouvrière se cristallise peu à peu. Mais le Parti Communiste ne se dissoudra complètement dans la classe ouvrière que lorsque le communisme aura cessé d'être l'enjeu de la lutte et que la classe ouvrière sera devenue toute entière communiste.

12. Le II^e Congrès de l'Internationale Communiste non seulement confirme la mission historique du Parti Communiste en général, mais encore indique au prolétariat international, au moins dans ses grandes lignes, de quel type de Parti Communiste nous avons besoin.

13. L'Internationale Communiste est d'avis que, surtout à l'époque de la dictature du prolétariat, le Parti Communiste doit être constitué sur la base d'un centralisme prolé-

tarien de fer. Pour diriger avec succès la classe ouvrière dans la guerre civile longue et opiniâtre qui s'est ouverte, le Parti Communiste doit établir dans son sein une discipline de fer, une discipline militaire. L'expérience du Parti Communiste qui pendant des années a dirigé la classe ouvrière à travers les péripéties de la guerre civile en Russie a montré que sans la plus rigoureuse discipline, sans un centralisme total, sans une confiance absolue de toutes les organisations du Parti envers le centre dirigeant du Parti, la victoire des travailleurs est impossible.

14. Le Parti Communiste doit être constitué sur le principe du centralisme démocratique. L'éligibilité des organes supérieurs par les organes inférieurs, le caractère absolument astreignant des directives données par les instances supérieures aux inférieures, l'existence d'un centre puissant dont l'autorité est reconnue entre deux congrès par tous les camarades dirigeants, tels sont les principes essentiels du centralisme démocratique.

15. Toute une série de Partis Communistes d'Europe et d'Amérique sont contraints à une existence illégale par l'état de siège proclamé par la bourgeoisie contre les communistes. Il faut bien comprendre que dans ces circonstances le principe électif ne peut pas toujours être rigoureusement appliqué, et qu'il faut accorder aux organes dirigeants du Parti le droit de cooptation, comme ce fut le cas naguère en Russie. Durant l'état de siège le Parti Communiste ne peut évidemment pas avoir recours (comme l'a proposé un groupe de communistes américains) au référendum démocratique chaque fois qu'il se pose un problème, il doit au contraire reconnaître à son centre dirigeant le droit de prendre au moment opportun des décisions importantes au nom de tous les membres du Parti.

16. La revendication d'une large « autonomie » pour les organisations locales du Parti ne peut en ce moment qu'affaiblir les rangs du Parti Communiste, saper sa capacité d'action et favoriser les tendances petits-bourgeoises, anarchistes, désagréatrices.

17. Dans les pays où le pouvoir est encore détenu par la bourgeoisie ou par la social-démocratie contre-révolutionnaire, les Partis Communistes doivent apprendre à combiner systématiquement l'action légale avec l'action illégale. En particulier le travail légal doit toujours être placé sous le contrôle effectif du Parti illégal. Les groupes parlementaires communistes, dans les organismes centraux de l'Etat,

comme les élus locaux des Laender ou des communes, doivent être entièrement subordonnés au Parti dans son ensemble — qu'il soit légal ou illégal. Les députés qui, d'une façon ou d'une autre, refusent de se soumettre au Parti doivent être expulsés des rangs communistes. La presse légale (journaux, édition) doit absolument être subordonnée à l'ensemble du Parti et à son comité central.

18. La base de tout le travail d'organisation du Parti Communiste doit être de créer partout des cellules communistes, même là où le nombre des prolétaires et semi-prolétaires est réduit. Dans chaque soviet, dans chaque syndicat, dans chaque coopérative, dans chaque atelier, dans chaque comité de locataires, partout où se trouvent ne seraient-ce que trois personnes qui prennent fait et cause pour le communisme, il faut constituer immédiatement une cellule communiste. Seule la compacité organisative des communistes permet à l'avant-garde de la classe ouvrière de diriger l'ensemble de la classe. Toutes les cellules communistes qui agissent dans les organisations « sans parti » doivent être rigoureusement subordonnées à l'organisation d'ensemble du Parti, que son action soit légale ou illégale. Les cellules communistes de toutes sortes doivent être subordonnées les unes aux autres selon la structure hiérarchique la plus rigoureuse et la plus précise possible.

19. Le Parti Communiste naît presque partout comme parti urbain, comme parti des travailleurs de l'industrie, qui vivent en grande majorité dans les villes. Pour rendre plus facile et accélérer la victoire de la classe ouvrière, il est nécessaire que le Parti Communiste ne reste pas seulement un parti urbain, mais qu'il s'implante aussi dans les villages. Le Parti Communiste doit développer sa propagande et son action organisative parmi les travailleurs agricoles et les paysans petits et moyens. Le Parti Communiste doit s'efforcer avec un soin particulier d'organiser l'implantation de cellules communistes dans les campagnes.

L'organisation internationale du prolétariat ne peut être forte que si les thèses formulées ci-dessus concernant le rôle du Parti Communiste s'imposent dans tous les pays où vivent et luttent des communistes. L'Internationale Communiste a invité à son Congrès tous les syndicats qui acceptent les principes de la III^e Internationale et sont prêts à rompre avec l'Internationale jaune. L'Internatio-

nale Communiste organisera une Section internationale des syndicats rouges qui se placent sur le terrain du communisme. L'Internationale Communiste ne refusera pas de travailler avec toute organisation ouvrière « sans parti » disposée à mener une lutte révolutionnaire sérieuse contre la bourgeoisie. Mais, ce faisant, l'Internationale Communiste ne cessera de rappeler aux prolétaires du monde entier les principes suivants :

1) Le Parti Communiste est l'arme principale, essentielle, de l'émancipation de la classe ouvrière. Dans chaque pays nous ne devons plus nous contenter maintenant de groupes et de tendances, mais nous devons avoir un Parti Communiste.

2) Dans chaque pays il ne doit y avoir qu'un seul et unique Parti Communiste.

3) Le Parti Communiste doit être fondé uniquement sur le principe de la plus stricte centralisation et, à l'époque de la guerre civile, faire régner dans ses rangs une discipline militaire.

4) Partout où se trouvent rassemblés ne serait-ce qu'une douzaine de prolétaires ou de semi-prolétaires, le Parti Communiste doit avoir une cellule organisée.

5) Dans toute organisation « sans parti » doit exister une cellule communiste strictement subordonnée à l'ensemble du Parti.

6) Défendant avec fermeté et persévérance le programme et la tactique révolutionnaire du communisme, le Parti Communiste doit toujours être lié aussi étroitement que possible aux organisations ouvrières de masse, et se garder du sectarisme autant que du manque de principes.

Parti et classe

Les thèses sur le rôle du Parti Communiste dans la Révolution prolétarienne adoptées par le Second Congrès de l'Internationale Communiste, qui sont véritablement et profondément inspirées de la doctrine marxiste, prennent pour point de départ la définition des rapports entre *parti* et *classe*, et établissent que le parti de classe ne peut comprendre dans ses rangs qu'une *partie* de la classe, jamais sa totalité, ni peut-être même sa majorité.

Cette vérité évidente aurait été mieux mise en relief si on avait précisé qu'on ne peut même pas véritablement parler de *classe* tant qu'il n'existe pas une minorité de cette classe tendant à s'organiser en parti politique.

Qu'est-ce en effet, selon notre méthode critique, qu'une *classe* sociale ? La constatation purement objective, extérieure, de l'analogie de situation économique et sociale d'un grand nombre d'individus, de l'analogie de leur position par rapport au procès de production, suffit-elle à la définir ? Ce serait trop peu. Notre méthode ne se borne pas à décrire l'ensemble social tel qu'il existe à un moment donné, à tracer de manière abstraite une ligne qui divise en deux parties les individus qui le composent, comme dans les classifications scolastiques des naturalistes. La critique marxiste voit la société humaine en mouvement, dans son développement dans le temps, selon un critère essentiellement historique et dialectique, c'est-à-dire en étudiant l'enchaînement des événements dans leurs interactions réciproques.

Au lieu de prendre, comme dans la vieille méthode métaphysique, un cliché instantané de la société à un moment donné, puis de l'étudier pour y reconnaître les diverses catégories dans lesquelles les individus qui la composent doivent être classés, la méthode dialectique voit l'histoire comme un film qui déroule ses tableaux l'un après l'autre ; c'est dans les caractères saillants de leur mouvement qu'il faut chercher et reconnaître la *classe*.

Dans le premier cas, nous tomberions sous le coup des mille objections des purs statisticiens, des démographes, gens à courte vue s'il en est, qui réexamineraient les divisions en faisant observer qu'il n'y a pas deux classes, ni trois, ni quatre, mais qu'il peut en exister dix, ou cent, ou mille, séparées par des gradations successives et des zones intermédiaires indéfinissables. Dans le second cas, nous avons bien d'autres éléments pour reconnaître ce protagoniste de la tragédie historique qu'est la classe, pour en fixer les caractères, l'action, les objectifs, qui se concrétisent dans des traits d'une évidente uniformité, au milieu du changement d'une multitude de faits que le pauvre photographe de la statistique enregistrait dans une froide série de données sans vie.

Pour dire qu'une classe existe et agit à un certain moment de l'histoire, il ne nous suffira donc pas de savoir combien étaient, par exemple, les marchands de Paris sous Louis XVI, ou les landlords anglais au XVIII^e siècle, ou les travailleurs de l'industrie manufacturière belge au début du XIX^e. Nous devons soumettre à notre investigation logique une période entière, y découvrir un mouvement social, et donc politique, qui, au delà des hauts et des bas, des erreurs et des succès au travers desquels il cherche sa voie, adhère cependant de façon évidente au système d'intérêts d'un ensemble d'hommes placés dans une situation donnée par le système de production et par son développement.

C'est ainsi que Friedrich Engels, dans l'un de ses premiers essais classiques conduits avec cette méthode, tirait de l'histoire des classes laborieuses anglaises l'explication d'une série de mouvements politiques et démontrait l'existence d'une lutte de classes.

Cette conception dialectique de la classe nous met hors d'atteinte des pâles objections du statisticien. Celui-ci perd le droit de voir les classes opposées nettement séparées sur la scène de l'histoire, comme les groupes d'une chorale

sur les planches d'une scène de théâtre ; il ne peut pas nous opposer le fait que dans la zone de contact se trouvent des couches indéfinissables à travers lesquelles se produit une osmose d'individus, car la physionomie historique des classes en présence n'en est pas altérée.

**

La notion de classe ne doit donc pas nous suggérer une image statique, mais une image dynamique. Quand nous découvrons une tendance sociale, un mouvement dirigé vers un but donné, alors nous pouvons reconnaître l'existence d'une classe au vrai sens du terme. Mais alors existe, d'une façon substantielle sinon encore formelle, le parti de classe.

Un parti vit quand vivent une doctrine et une méthode d'action. Un parti est une école de pensée politique et donc une organisation de combat. Le premier trait est un fait de conscience, le second est un fait de volonté, plus précisément d'effort vers un but.

En l'absence de ces deux caractères nous ne possédons pas encore la définition d'une *classe*. Le froid enregistreur de données peut bien, répétons-le, constater des affinités dans les conditions de vie de groupes plus ou moins vastes, mais aucune trace ne se grave dans le devenir historique.

Or ces deux caractères ne peuvent se trouver condensés, concrétisés, que dans le parti de classe. De même que la classe se forme à mesure de la progression de certaines conditions et de certains rapports issus du développement d'un nouveau système de production, par exemple l'apparition de grandes fabriques utilisant la force motrice, qui recrutent et forment une main-d'œuvre nombreuse, de même les intérêts de cette collectivité commencent peu à peu à se concrétiser en une conscience plus précise, qui commence à se dessiner dans de petits groupes de cette collectivité. Quand la masse est poussée à l'action, ce sont ces premiers groupes possédant la vision d'un but à atteindre qui soutiennent et dirigent l'ensemble.

Ce processus doit être conçu, quand on se réfère à la classe prolétarienne moderne, non pour une catégorie professionnelle, mais pour l'ensemble de la classe. On voit alors

comment une conscience plus précise de l'identité des intérêts fait son apparition, mais aussi que cette conscience résulte d'un tel ensemble d'expériences et de notions qu'elle ne peut se rencontrer que dans des groupes limités, comprenant des éléments choisis de toutes les catégories. Et la vision d'une action collective, tendant à des buts généraux qui intéressent toute la classe et qui se concentrent dans le projet de changer tout le régime social, ne peut être claire que dans une minorité avancée.

Ces groupes, ces minorités ne sont autres que le parti. Lorsque la formation de celui-ci a atteint un certain stade — étant bien entendu que cette formation ne peut procéder sans arrêts, crises et conflits internes — alors nous pouvons dire que nous avons une classe en action. Bien qu'il ne comprenne qu'une partie de la classe, c'est le parti seul qui lui donne son unité d'action et de mouvement, parce qu'il regroupe les éléments qui, dépassant les limites de catégorie et de localité, *sentent* et *représentent* la classe.

Ceci éclaire le sens de cette vérité fondamentale : le parti n'est qu'une partie de la classe. Celui qui, considérant l'image statique et abstraite de la société, y verrait apparaître une zone, la classe, et à l'intérieur de celle-ci un petit noyau, le parti, tomberait facilement dans cette conclusion que toute la partie de la classe — presque toujours la majorité — qui est en dehors du parti pourrait avoir un poids plus grand, un *droit* plus grand. Mais pour peu que l'on pense que dans cette grande masse les individus n'ont pas encore une conscience et une volonté de classe, qu'ils vivent pour leur propre égoïsme, ou pour la catégorie, ou pour le clocher, ou pour la nation, on verra que pour assurer dans le mouvement historique l'action d'ensemble de la classe, il faut un organisme qui l'anime, la cimente, la précède, en un mot *l'encadre* ; on verra que le parti est en réalité le noyau vital sans lequel il n'y aurait plus aucune raison de considérer toute la masse restante comme un faisceau de forces.

La classe présuppose le parti, parce que pour être et agir dans l'histoire, la classe doit posséder une doctrine critique de l'histoire et un but à atteindre dans celle-ci.

**

La véritable et unique conception révolutionnaire de l'action de classe délègue la direction de celle-ci au parti. L'analyse doctrinale et toute une série d'expériences historiques nous permettent de ramener facilement aux idéologies petites-bourgeoises et anti-révolutionnaires toute tendance à nier et à combattre la nécessité et la primauté de la fonction du parti.

Si la contestation est faite d'un point de vue *démocratique*, elle doit être soumise à cette même critique que le marxisme utilise pour démolir les théorèmes favoris du libéralisme bourgeois.

Il suffira pour cela de rappeler que si la conscience des hommes est le résultat et non la cause des caractéristiques du milieu où ils sont contraints de vivre et d'agir, la règle ne sera jamais que l'exploité, l'affamé, le sous-alimenté peuvent se convaincre qu'ils doivent renverser et remplacer l'exploiteur bien nourri et pourvu de toutes les ressources et de toutes les capacités. Ceci ne peut être que l'exception. La démocratie électorale bourgeoise court au devant de la consultation des masses, car elle sait que la majorité répondra toujours en faveur de la classe privilégiée, et lui délèguera volontairement le *droit* de gouverner et de perpétuer l'exploitation.

Ce n'est pas le fait d'ajouter ou d'enlever du calcul électoral la petite minorité des *électeurs* bourgeois qui modifiera les rapports. La bourgeoisie gouverne avec la majorité non seulement des *citoyens* mais même des seuls travailleurs.

Si donc le parti faisait toute la masse prolétarienne juge des actions et initiatives qui lui incombent en propre, il se lierait à un verdict qui serait presque sûrement favorable à la bourgeoisie, et de toute façon moins éclairé, moins avancé, moins révolutionnaire, et surtout moins dicté par la conscience de l'intérêt véritablement collectif des travailleurs et du résultat final de la lutte révolutionnaire que celui émanant exclusivement de l'organisation de parti.

L'idée d'un *droit* du prolétariat à disposer de son action de classe n'est qu'une abstraction sans aucun contenu marxiste, et qui cache le désir d'amener le parti révolutionnaire à s'ouvrir à des couches moins évoluées, car à mesure que ceci se produit, les décisions qui en résultent se rapprochent de plus en plus des conceptions bourgeoises et conservatrices.

Si nous voulions des confirmations de cette vérité, non seulement dans le domaine théorique, mais dans les expériences fournies par l'histoire, la moisson serait riche. Rappelons que c'est un lieu commun typiquement bourgeois que d'opposer le « bon sens » de la masse aux « méfaits » d'une « minorité d'agitateurs », d'affecter les meilleures dispositions envers les travailleurs tout en nourrissant la pire haine contre le parti, qui est leur unique moyen de parvenir à frapper les exploités dans leurs intérêts. Les courants de droite du mouvement ouvrier, les écoles social-démocrates dont l'histoire a montré le contenu réactionnaire, opposent continuellement la masse au parti et voudraient reconnaître la classe dans des consultations dépassant le cadre étroit du parti ; quand ils ne peuvent élargir ce dernier au delà de toute limite précise de doctrine et de discipline dans l'action, ils s'efforcent d'établir que ses organes prééminents ne doivent pas être ceux qui ont été désignés par ses seuls militants, mais ceux dont les membres ont été choisis par un corps plus vaste pour remplir les charges parlementaires — et de fait les groupes parlementaires sont toujours à l'extrême-droite des partis dont ils émanent.

Toute la dégénérescence des partis social-démocrates de la II^e Internationale, et le fait qu'ils sont devenus apparemment moins révolutionnaires que la masse inorganisée, sont provenus du fait qu'ils perdaient chaque jour un peu plus leur physionomie de parti, justement parce qu'ils faisaient de l'ouvriérisme, du « labourisme », c'est-à-dire qu'ils fonctionnaient non plus comme des avant-gardes précédant la classe, mais comme son expression mécanique dans un système électoral et corporatif où l'on accordait le même poids et la même influence aux couches de la classe les moins conscientes et les plus soumises à des égoïsmes catégoriels. La réaction à cette pratique néfaste se développa dès avant la guerre, et particulièrement en Italie, dans le sens d'une défense de la discipline interne du parti, d'un refus d'y admettre des éléments qui ne se situaient pas intégralement sur le terrain révolutionnaire de notre doctrine, d'une opposition à l'autonomie du groupe parlementaire et des organes locaux, et d'une épuration du parti de ses éléments douteux. Cette méthode est celle qui s'est révélée comme le véritable antidote du réformisme ; elle constitue le fondement de la doctrine et de la pratique de la III^e Internationale, qui met au tout premier plan la fonction du parti centralisé, discipliné, clairement orienté sur les problèmes de principe et de tactique, et pour laquelle

« la faillite des partis social-démocrates de la II^e Internationale ne fut pas celle des partis prolétariens en général » mais, qu'on nous permette l'expression, celle d'organismes qui avaient oublié qu'ils étaient des partis parce qu'ils avaient cessé de l'être.

**

Il existe encore une autre sorte d'objections à la conception communiste de la fonction du parti, liée à une autre forme de réaction critique et tactique à la dégénérescence réformiste. Ce sont les objections de l'école syndicaliste qui, elle, reconnaît la classe dans les syndicats économiques, et affirme que ce sont eux qui constituent les organes aptes à la guider dans la révolution.

Ces objections en apparence de gauche ont trouvé, après la période classique du syndicalisme français, italien, américain, de nouvelles formulations dans des tendances qui se situent sur les marges de la III^e Internationale. Il est facile de les ramener elles aussi à des idéologies semi-bourgeoises, aussi bien par la critique de principe, que par la constatation des résultats auxquels elles ont conduit.

On voudrait individualiser la classe dans une organisation qui lui est propre et qui est sans aucun doute caractéristique et très importante : les syndicats professionnels, de catégorie, qui apparaissent avant le parti politique, regroupent des masses beaucoup plus larges, et correspondent par conséquent davantage à la totalité de la classe laborieuse. D'un point de vue abstrait, un tel critère ne fait que révéler un respect inconscient de ce même mensonge démocratique sur lequel la bourgeoisie compte pour assurer son pouvoir en invitant la majorité du peuple à choisir qui le gouvernera. D'un autre point de vue théorique, cette méthode va au-devant des opinions bourgeoises, quand elle confie aux syndicats l'organisation de la nouvelle société, en revendiquant l'idée d'autonomie et de décentralisation des fonctions productives tout comme les économistes réactionnaires. Mais notre intention n'est pas de développer ici un examen critique complet des doctrines syndicalistes. Il suffira de constater, en passant à l'examen des résultats de l'expérience, que les éléments d'extrême-droite du mouvement prolétarien ont toujours défendu le même point de vue consistant à mettre en avant la représentation syndicale de la classe ouvrière, sachant bien qu'ils estompaient

et atténuaient ainsi les caractères du mouvement, pour les simples raisons que nous avons évoquées. La bourgeoisie elle-même ressent à notre époque une sympathie et une inclination nullement illogiques pour l'expression syndicale de la classe ouvrière, en ce sens que dans sa fraction la plus intelligente elle accepterait volontiers de réformer son appareil étatique et représentatif pour faire une large place aux syndicats « apolitiques », et même à leurs revendications de contrôle du système productif. La bourgeoisie sent que tant qu'on peut maintenir le prolétariat sur le terrain d'exigences immédiates et économiques qui l'intéressent catégorie par catégorie, on fait œuvre conservatrice en évitant la formation de cette dangereuse conscience « politique » qui seule est révolutionnaire, parce qu'elle vise le point vulnérable de l'adversaire, la possession du pouvoir.

Mais il n'a pas échappé aux syndicalistes anciens et modernes que la plupart des syndicats étaient dominés par des éléments de droite, et que la dictature des dirigeants petits-bourgeois sur les masses était fondée sur la bureaucratie syndicale plus encore que sur le mécanisme électoral des pseudo-partis social-démocrates. Et alors les syndicalistes, et avec eux de très nombreux éléments mus simplement par un esprit de réaction à la pratique réformiste, se mirent à étudier de nouveaux types d'organisation syndicale, et constituèrent de nouveaux syndicats indépendants des syndicats traditionnels. Cet expédient était faux sur le plan théorique, parce qu'il ne dépassait pas le critère fondamental de l'organisation économique — l'admission automatique de tous ceux qui sont dans des conditions données du fait de leur participation à la production, sans leur demander de convictions politiques particulières ni d'engagements particuliers à des actions pouvant exiger jusqu'au sacrifice de leur vie —, et parce qu'en recherchant le « producteur », il ne parvenait pas à dépasser les limites de la « catégorie », alors que le parti de classe, qui considère le « prolétaire » dans la vaste gamme de ses conditions et de ses activités, réussit seul à éveiller l'esprit révolutionnaire de la classe ; et de même qu'il est faux théoriquement, cet expédient se révèle également inefficace dans les faits.

On ne cesse pourtant pas, aujourd'hui encore, de chercher une recette de ce type. Une interprétation tout à fait fautive du déterminisme marxiste, une conception limitée du rôle que jouent dans la formation des forces révolutionnaires, sous l'influence de départ des facteurs économi-

ques, les faits de conscience et de volonté, conduisent un grand nombre de gens à rechercher un système « mécanique » d'organisation qui, en encadrant quasi automatiquement la masse d'après la place des individus qui la composent vis-à-vis de la production, suffirait à la rendre prête à agir pour la révolution avec le maximum d'efficacité révolutionnaire. Ainsi réapparaît la solution illusoire qui consiste à compter sur une formule d'organisation pour résoudre le vieux problème de l'antithèse entre les conquêtes limitées et graduelles et la réalisation suprême du programme révolutionnaire, en liant la satisfaction quotidienne des besoins économiques au résultat final du renversement du système social. Mais, comme l'affirmait avec justesse dans une de ses résolutions la majorité du parti communiste allemand, à un moment où ces questions étaient particulièrement brûlantes en Allemagne (et allaient déterminer la sécession du KAPD), *la révolution n'est pas une question de forme d'organisation.*

La révolution exige une organisation de forces actives et positives, unies par une doctrine et par un but. Des couches importantes et d'innombrables individus appartenant matériellement à la classe dans l'intérêt de laquelle la révolution triomphera sont en dehors de cette organisation. Mais la classe vit, lutte, avance, vainc grâce à l'œuvre des forces qu'elle a engendrées dans les douleurs de l'histoire. La classe part d'une homogénéité immédiate de situation économique, qui nous apparaît comme le premier moteur de la tendance à dépasser, à briser l'actuel système de production, mais pour assumer cette tâche grandiose elle doit avoir une pensée propre, une volonté propre visant précisément à atteindre les buts que la recherche et la critique ont définis, une organisation de combat propre qui canalise et utilise avec le meilleur rendement les efforts et les sacrifices. Tout cela, c'est le parti.

Parti et action de classe

Exposant dans un précédent article certaines notions théoriques fondamentales, nous avons montré non seulement qu'il n'y a rien de contradictoire dans le fait que le parti politique de la classe ouvrière, organe indispensable de sa lutte d'émancipation, ne compte dans ses rangs qu'une partie, une minorité de la classe ; mais encore qu'on ne peut parler d'une classe douée d'un mouvement historique sans qu'existe le parti ayant une conscience précise de ce mouvement et de ses buts, et se plaçant à l'avant-garde de ce mouvement dans l'action.

Un examen plus détaillé des tâches historiques de la classe travailleuse dans son cheminement révolutionnaire, aussi bien avant qu'après le renversement du pouvoir des exploités, ne fait que confirmer cette nécessité impérative du parti politique qui doit diriger toute la lutte de la classe travailleuse.

Pour donner une idée précise, presque tangible dirions-nous, de la nécessité « technique » du parti, il conviendrait peut-être, même si cela peut sembler illogique pour notre exposé, de considérer *d'abord* la tâche que le prolétariat doit accomplir *après* être parvenu au pouvoir, après avoir arraché à la bourgeoisie la direction de la machine sociale.

Après avoir conquis la direction de l'Etat, le prolétariat aura à assumer des fonctions complexes. Il devra non seulement remplacer la bourgeoisie dans la direction et l'administration de la chose publique, mais construire une

machine entièrement nouvelle et différente d'administration et de gouvernement, visant des buts infiniment plus complexes que ceux qui font l'objet de l'art gouvernemental d'aujourd'hui. Ces fonctions exigeront une enrégimentation, une organisation disciplinée d'individus aptes à remplir les différentes tâches, à étudier les divers problèmes, à appliquer aux divers secteurs de la vie collective les critères dérivant des principes révolutionnaires généraux, correspondant à la nécessité qui pousse la classe prolétarienne à briser les entraves de l'ancien régime afin de construire de nouveaux rapports sociaux.

Ce serait une erreur fondamentale de croire qu'un tel degré de préparation, une telle somme de spécialisations puissent venir d'un simple encadrement professionnel des travailleurs selon les tâches traditionnelles qu'ils remplissaient dans l'ancien régime. Il ne s'agira pas en effet d'utiliser la formation professionnelle des meilleurs ouvriers pour remplacer, entreprise par entreprise, la compétence technique précédemment fournie par le capitaliste ou par des éléments qui lui étaient étroitement liés, et éliminer ainsi leur contribution. Il s'agira de pouvoir affronter des tâches de nature beaucoup plus synthétique, exigeant une formation à la fois politique, administrative et militaire; une telle formation, correspondant exactement aux tâches historiques précises de la révolution prolétarienne, ne peut être garantie que par un organisme qui, comme le parti politique, possède d'une part une vision historique générale du processus révolutionnaire et de ses exigences, et d'autre part une sévère discipline organisationnelle assurant la subordination de toutes les fonctions particulières au but général de la classe.

Un parti est un ensemble de personnes ayant la même vision générale du développement historique, une conception précise du but final de la classe qu'elles représentent, et possédant par avance un système de solutions des divers problèmes que le prolétariat aura à affronter lorsqu'il sera devenu classe dominante. C'est pourquoi le gouvernement de classe ne pourra être qu'un gouvernement de parti. En nous contentant de rappeler brièvement ces considérations qu'une étude même superficielle de la révolution russe rend tout à fait évidentes, nous parlerons maintenant de la phase antérieure à la prise du pouvoir, pour démontrer que l'action révolutionnaire de classe contre le pouvoir bourgeois ne peut être, elle aussi, qu'une action de parti.

Il est tout d'abord évident que le prolétariat ne serait pas mûr pour affronter les problèmes extrêmement ardu

de la période de sa dictature si l'organe indispensable pour les résoudre, le parti, n'avait pas commencé longtemps auparavant à constituer son corps de doctrines et d'expériences.

Mais même pour les besoins directs de la lutte qui doit culminer dans le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie, le parti est l'organe indispensable de toute l'action de la classe. Logiquement, on ne peut même pas parler d'une véritable action de classe (c'est-à-dire d'une action dépassant les limites des intérêts catégoriels ou des menus problèmes contingents) quand on n'est pas en présence d'une action de parti.

**

Dans ses termes généraux, la tâche du parti prolétarien dans le processus historique se présente de la façon suivante.

A tout moment, les rapports économiques et sociaux du capitalisme sont ressentis comme intolérables par les prolétaires; et poussent ceux-ci à tenter de les dépasser. Au travers de vicissitudes complexes, les victimes de ces rapports sont amenées à constater l'insuffisance des moyens individuels dans cette lutte instinctive contre les souffrances et les privations communes à un grand nombre d'individus, et à expérimenter des formes d'action collective, pour augmenter par l'association le poids de leur influence sur la situation sociale qui leur est faite. Mais la succession de ces expériences, qui jalonnent tout le développement de l'actuelle forme sociale capitaliste, conduit à constater que les travailleurs n'auront aucune influence réelle sur leur propre sort tant qu'ils n'auront pas associé leurs efforts par delà toutes les limites locales, nationales et professionnelles, et tant qu'ils ne les auront pas dirigés vers un objectif général et intégral qui se concrétise dans le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie — car tant que les structures politiques actuelles seront debout, leur fonction sera toujours d'annihiler tous les efforts de la classe prolétarienne pour se soustraire à l'exploitation.

Les premiers groupes de prolétaires qui parviennent à cette conscience sont ceux qui interviennent dans les mouvements de leurs camarades de classe et qui, par la critique de leurs efforts, des résultats obtenus, des erreurs et des

désillusions, en amènent un nombre toujours croissant sur le terrain de cette lutte générale et finale qui est une lutte pour le pouvoir, une lutte politique, une lutte révolutionnaire.

Ainsi augmente, tout d'abord, le nombre des travailleurs convaincus que seule la lutte révolutionnaire finale résoudra le problème de leurs conditions de vie, en même temps que grossissent les rangs de ceux qui sont disposés à affronter les privations et les sacrifices inévitables de la lutte, en se mettant à la tête des masses que leurs souffrances poussent à se révolter, afin d'utiliser rationnellement leurs efforts et de leur assurer une pleine efficacité.

La tâche irremplaçable du parti se présente donc de deux manières, comme fait de conscience d'abord, et ensuite comme fait de volonté : la première se traduit dans une conception théorique du processus révolutionnaire qui doit être commune à tous les adhérents ; la seconde dans l'acceptation d'une discipline précise assurant la coordination et donc le succès de l'action.

Naturellement ce renforcement des énergies de classe n'a jamais été et ne peut être un processus continu excluant tout recul. Il y a des arrêts, des retours en arrière, des perturbations, et les partis prolétariens perdent bien souvent les caractères essentiels qui s'étaient peu à peu formés, et du même coup l'aptitude à réaliser leurs tâches historiques. En général, sous l'influence même de phénomènes particuliers du monde capitaliste, les partis abandonnent souvent leur fonction principale qui est de concentrer toutes les poussées provenant du mouvement des différents groupes et de les canaliser vers le but final et unique de la révolution ; ils se limitent à les assister dans leurs recherches de solutions et de satisfactions plus immédiates et transitoires, dégénéralant ainsi sur le plan doctrinal et pratique jusqu'à admettre que le prolétariat puisse trouver des conditions d'utile équilibre dans le cadre du régime capitaliste, et à se donner pour but de leur politique des objectifs partiels et contingents, s'acheminant ainsi sur la pente de la collaboration de classe.

Ces phénomènes de dégénérescence, qui ont atteint leur sommet avec la grande guerre mondiale, ont été suivis d'une période de saine réaction : les partis de classe s'inspirant des directives révolutionnaires — les seuls qui soient véritablement des partis de classe — se sont reconstitués partout

et s'organisent dans la III^e Internationale, dont la doctrine et l'action sont explicitement révolutionnaires et « maximalistes ».

On voit ainsi reprendre autour des partis communistes, et dans une phase que tout permet de supposer décisive, le mouvement d'unification révolutionnaire des masses et d'encadrement de leurs forces pour les actions révolutionnaires finales. Mais encore une fois, loin d'avoir la simplicité immédiate d'une règle, ce processus pose de difficiles problèmes de tactique, il n'exclut pas les insuccès partiels même graves, et suscite des questions qui passionnent au plus haut point les militants de l'organisation révolutionnaire mondiale.

Maintenant qu'elle a reconstitué le cadre de sa doctrine, la nouvelle Internationale a encore à tracer un plan général de ses méthodes tactiques. Le mouvement communiste des différents pays s'interroge sur une série de points, et les questions tactiques sont à l'ordre du jour. Une fois établi que le parti politique est l'organe indispensable de la révolution, une fois mis hors de discussion, avec les résolutions théoriques du deuxième congrès mondial qui forment le point de départ de l'article précédent, que le parti ne peut être qu'une fraction de la classe, il reste à savoir plus précisément quelle extension doit avoir l'organisation du parti, quels rapports il doit y avoir entre ses propres effectifs et les masses qu'il encadre.

Il existe — du moins on le dit — une tendance qui voudrait avoir des « petits partis » parfaitement purs, et qui se complairait presque à fuir le contact des grandes masses, accusées d'avoir peu de conscience et de capacités révolutionnaires. On critique vivement cette tendance et on la définit comme un « opportunisme de gauche ». La formule nous semble plus démagogique que fondée, car elle devrait plutôt être réservée aux courants qui nient la fonction du parti politique et prétendent qu'on peut avoir un vaste encadrement révolutionnaire des masses dans des formes d'organisation purement économiques, purement syndicales.

Il s'agit donc d'examiner un peu plus à fond cette question des rapports du parti avec la masse. Le parti est une fraction de la classe, c'est entendu, mais comment établir

l'importance numérique de cette fraction ? Nous pensons quant à nous que s'il est une preuve de volontarisme et donc d'« opportunisme » (désormais opportunisme veut dire héré-sie) antimarxiste caractérisé, c'est de vouloir fixer *a priori* ce rapport numérique comme règle d'organisation, de vouloir établir que le parti communiste doit avoir dans ses rangs ou comme sympathisants un nombre de travailleurs qui soit supérieur ou inférieur à telle fraction donnée de la masse prolétarienne.

Vouloir juger le processus de formation des partis communistes, fait de scissions et de fusions, d'après un critère numérique, en taillant dans les partis trop nombreux et en ajoutant de force des morceaux aux partis trop petits, serait une erreur ridicule : ce serait ne pas comprendre, en effet, qu'à ce processus doivent présider des normes qualitatives et politiques, qu'il s'élabore en très grande partie au travers des répercussions dialectiques de l'histoire, échappant ainsi à une législation organisationnelle qui prétendrait passer les partis dans un moule pour qu'ils en sortent avec les dimensions considérées comme désirables et appropiées.

Ce que l'on peut prendre pour base indiscutable de cette discussion tactique, c'est qu'il est préférable que les partis soient le plus nombreux possible, et qu'ils réussissent à entraîner derrière eux les couches les plus larges des masses. Il n'y a personne parmi les communistes qui élève à la hauteur d'un principe le fait d'être peu nombreux et bien enfermés dans la tour d'ivoire de la pureté. Il est indiscutable que la force numérique du parti et la ferveur du prolétariat rassemblé autour de celui-ci sont des conditions révolutionnaires favorables, des indices sûrs de la maturité du développement des énergies prolétariennes, et il n'y a personne qui ne souhaite que les partis communistes progressent dans ce sens.

Il n'existe donc pas de rapport défini ni définissable entre les effectifs du parti et la grande masse des travailleurs. Etant bien entendu que le parti assume sa fonction en tant que minorité du prolétariat, il serait byzantin de se demander si celle-ci doit être petite ou grande. Il est certain que lorsque les contradictions et les conflits internes du capitalisme, principale origine des tendances révolutionnaires, sont au début de leur développement, lorsque la révolution apparaît comme une perspective lointaine, le parti de classe, le parti communiste, ne peut être formé que de petits groupes de précurseurs possédant une capacité spéciale de compren-

dre les perspectives de l'histoire, et que la partie des masses qui le comprennent et le suivent ne peut pas être étendue. Quand, au contraire, la crise révolutionnaire est près d'éclater, les rapports de production bourgeois devenant de plus en plus intolérables, le parti voit augmenter le nombre de ses adhérents, ainsi que son influence au sein du prolétariat.

Si l'époque actuelle est, comme tous les communistes en ont la certitude, une époque révolutionnaire, il s'ensuit que dans tous les pays nous devrions avoir des partis nombreux et exerçant une forte influence sur de vastes couches du prolétariat. Mais là où cela n'est pas encore réalisé en dépit des preuves indéniables de l'acuité de la crise et de l'imminence de son éclatement, les causes de cette déficience sont tellement complexes qu'il serait extrêmement léger d'en déduire que si le parti est trop petit et peu influent, il doit être artificiellement agrandi par l'adjonction d'autres partis ou fractions de partis dont les membres seraient liés aux masses. Pour décider de l'opportunité d'accepter d'autres éléments dans les rangs de ce parti, ou au contraire d'amputer les partis pléthoriques d'une partie de leurs membres, on ne doit pas partir de considérations arithmétiques ni d'une puéride déception statistique.

* *

Mis à part le parti bolchévik russe, la formation des partis communistes en Europe et hors d'Europe s'est faite à un rythme très accéléré, car c'est à un rythme très accéléré que la guerre a ouvert les portes à la crise de régime. Les masses prolétariennes ne peuvent se former une conscience politique sûre de façon graduelle ; elles sont ballottées entre les exigences de l'action révolutionnaire comme par les vagues d'une mer démontée. D'autre part l'influence traditionnelle des méthodes social-démocrates persiste, et les partis social-démocrates eux-mêmes restent sur la scène pour saboter le processus de clarification pour le plus grand bien de la bourgeoisie.

Dans les moments où le problème de l'issue de la crise atteint son maximum d'acuité et où le problème du pouvoir se pose aux masses, le jeu des social-démocrates devient terriblement évident, car devant le dilemme *dictature prolétarienne ou dictature bourgeoise*, lorsqu'on ne peut plus éviter de choisir, ils choisissent la complicité avec la bourgeoisie. Mais lorsque, tout en mûrissant, la situation n'en

est pas encore arrivée là, une partie considérable des masses reste soumise à la vieille influence des social-traitres. Et lorsque les chances de révolution ont l'air, ne serait-ce qu'en apparence, de diminuer, ou que la bourgeoisie commence à déployer des capacités de résistance inattendues, il est inévitable que les partis communistes perdent momentanément du terrain dans le domaine de l'organisation comme dans celui de l'encadrement des masses.

Etant donné l'instabilité de la situation actuelle, il se peut que nous assistions, dans le cadre général du sûr développement de l'Internationale révolutionnaire, à de telles fluctuations. S'il est indiscutable que la tactique communiste doit s'efforcer de faire face à ces circonstances défavorables, il est non moins certain qu'il serait absurde d'espérer les éliminer par des formules tactiques, tout comme il est exagéré de se laisser aller pour autant à des conclusions pessimistes.

Dans l'hypothèse abstraite d'un développement continu des énergies révolutionnaires de la masse, le parti voit ses forces numériques et politiques augmenter de façon continue, il s'accroît quantitativement, tout en restant qualitativement égal à lui-même, le nombre des communistes ayant augmenté par rapport aux prolétaires. Dans la situation réelle, où les facteurs divers et continuellement changeants du milieu social agissent de façon complexe sur les dispositions des masses, il en va autrement : si le parti communiste est constitué par l'ensemble de ceux qui connaissent et comprennent les caractères du développement historique mieux que le reste de la masse, il n'en est pas moins lui-même un effet de ce développement. Il ne peut donc pas ne pas subir le contre-coup de ces alternatives et, bien qu'il agisse constamment comme un facteur d'accélération révolutionnaire, aucune méthode, aussi raffinée soit-elle, ne le met en mesure de forcer ou de renverser les situations dans leur essence fondamentale.

Mais le pire de tous les remèdes que l'on pourrait utiliser pour parer aux effets défavorables des situations serait d'intenter périodiquement un procès aux principes théoriques et organisationnels sur lesquels le parti est fondé, avec l'objectif de modifier l'étendue de sa zone de contact avec la masse. Dans les situations où les dispositions révolutionnaires des masses s'amointrissent, ce que certains appellent porter le parti vers les masses équivaut bien souvent à dénaturer les caractères du parti, c'est-à-dire à le priver des qualités

qui peuvent précisément en faire un catalyseur susceptible d'influencer les masses et de leur faire reprendre leur mouvement en avant.

Les conclusions que la doctrine et l'expérience historique permettent de formuler sur les caractères précis du processus révolutionnaire ne peuvent être qu'internationales et ne peuvent donc donner lieu qu'à des normes internationales. Dès lors que les partis communistes sont solidement fondés sur ces conclusions, on doit considérer leur physionomie organisationnelle comme établie, et comprendre que leur faculté d'attirer les masses et de leur donner toute leur puissance de classe dépendra désormais de leur fidélité à une étroite discipline de programme et d'organisation interne.

Dès lors que le parti communiste est doté d'une conscience théorique, confirmée par les expériences internationales du mouvement, qui le prépare à affronter les exigences de la lutte révolutionnaire, il a la garantie que, même si les masses s'éloignent en partie de lui dans certaines phases de sa vie, il les aura autour de lui lorsque se poseront ces problèmes révolutionnaires qui n'admettent pas d'autre solution que celle qui est inscrite dans son programme. Quand les exigences de l'action montreront la nécessité d'un appareil dirigeant centralisé et discipliné, le parti communiste, dont la constitution aura obéi à ces critères, viendra se mettre à la tête des masses en mouvement.

La conclusion que nous voulons en tirer, c'est que les critères sur lesquels on doit se fonder pour juger de l'efficacité des partis communistes n'ont rien à voir avec un contrôle *a posteriori* de leurs forces numériques comparées à celles des autres partis qui se réclament du prolétariat. Ces critères ne peuvent consister que dans une définition exacte des bases théoriques du programme du parti, et de la rigide discipline interne de toutes ses organisations et de tous ses membres pour assurer l'utilisation du travail de tous au mieux des intérêts de la cause révolutionnaire. Toute forme d'intervention dans la composition des partis ne dérivant pas logiquement de l'application précise de ces normes ne mène qu'à des résultats illusoire et prive le parti de classe de sa principale force révolutionnaire, qui réside précisément dans la continuité doctrinale et organisationnelle de toute sa propagande et de toute son œuvre, dans le fait d'avoir su « dire par avance » comment se présentera le processus de la lutte finale entre les classes, et de s'être donné le type d'organisation correspondant bien aux exigences de la phase décisive.

Dans les années de guerre, cette continuité a été partout irréparablement brisée, et il n'y avait plus qu'à repartir de zéro. Mais la naissance de l'Internationale Communiste comme force historique a matérialisé, sur la base d'expériences révolutionnaires décisives et parfaitement claires, les lignes sur lesquelles le mouvement prolétarien pouvait se réorganiser dans tous les pays. Une première condition de victoire révolutionnaire du prolétariat mondial est donc que l'Internationale parvienne à une stabilisation organisationnelle qui donne partout aux masses une sensation de décision et de certitude, qui sache les gagner tout en sachant les attendre là où c'est indispensable pour que le développement de la crise produise encore sur elles ses effets, là où il n'est pas possible d'éviter qu'elles fassent encore certaines expériences sur les conseils insidieux des social-démocrates. Il n'existe pas de meilleure recette pour échapper à cette nécessité.

Le second congrès de l'Internationale a bien compris ces nécessités. A l'aube d'une époque nouvelle qui devait aboutir à la révolution, il s'agissait de définir les points de départ d'un travail international d'organisation et de préparation révolutionnaires. Peut-être aurait-il été préférable qu'au lieu de traiter des différents thèmes dans l'ordre où il les a traités dans ses thèses, toutes théorico-tactiques, le congrès établisse tout d'abord les bases fondamentales de la conception théorique et programmatique du communisme, puisque c'est au premier chef sur leur acceptation que devrait être fondée l'organisation de tous les partis membres ; et qu'ensuite seulement il formule les normes d'action fondamentales que tous les adhérents doivent observer de manière disciplinée dans la question syndicale, agraire, coloniale, etc. Mais tout ceci existe dans le corps de résolutions adoptées par le deuxième congrès, et se trouve excellemment résumé dans les thèses sur les conditions d'admission des partis.

L'essentiel est de considérer l'application des conditions d'admission comme le point de départ constitutif et organisationnel de l'Internationale, comme une opération à accomplir une fois pour toutes afin de tirer toutes les forces organisées ou organisables du chaos dans lequel le mouvement politique prolétarien était tombé et de les encadrer dans la nouvelle Internationale.

On ne saurait trop se hâter d'organiser le mouvement international sur la base de ces normes obligatoires à l'échelle internationale. En effet, comme nous le disions plus haut, ce qui constitue la grande force qui doit le guider dans la

réalisation de sa tâche de propulseur des énergies révolutionnaires, c'est la démonstration de sa continuité de pensée et d'action vers un but précis, qui un jour apparaîtra clairement aux yeux des masses, en provoquant leur polarisation vers le parti d'avant-garde et en donnant ainsi les meilleures chances de victoire de la révolution.

Si cette systématisation initiale — mais définitive sur le plan organisationnel — du mouvement fait naître dans certains pays des partis à la force numérique apparemment réduite, on pourra très utilement étudier les causes de ce phénomène. Mais il serait absurde de vouloir changer les normes et redéfinir leur application dans le but de modifier le rapport numérique du parti avec la masse ou avec les autres partis. En agissant ainsi, on ne ferait que rendre inutile et sans effet tout le travail accompli dans la première période d'organisation, pour recommencer à plusieurs reprises le travail de préparation, si bien qu'au lieu de gagner du temps, on ne ferait qu'en perdre à coup sûr.

Ceci est encore plus vrai si on considère les conséquences internationales d'une telle méthode : en effet, en rendant toujours révocables les règles d'organisation internationales, en créant des précédents avec des cas où on aurait accepté de « refondre » les partis comme on le fait des statues ratées, une telle interprétation ôterait toute autorité et tout prestige aux « conditions » que l'Internationale pose aux partis et aux individus qui veulent y adhérer ; elle ajournerait à l'infini la stabilisation des cadres de l'armée révolutionnaire, dans laquelle des officiers toujours nouveaux pourraient aspirer à entrer en « conservant les avantages de leur grade ».

Nous n'avons donc pas à être pour de grands ou de petits partis, nous ne devons pas prétendre bouleverser toutes les bases sur lesquelles certains partis ont été fondés sous prétexte qu'ils ne sont pas des « partis de masse » ; nous devons exiger que les partis communistes soient partout fondés sur des règles organisationnelles, programmatiques et tactiques fermes, dans lesquelles se cristallisent les résultats des plus hautes expériences de la lutte révolutionnaire à l'échelle internationale.

Bien qu'il soit difficile de le mettre en évidence sans une longue démonstration et sans citer toute une série de faits empruntés à la vie du mouvement prolétarien, tout ceci ne découle pas du désir abstrait et stérile de posséder et de

voir des partis purs, parfaits, orthodoxes, mais du souci de remplir les tâches révolutionnaires du parti de classe de la façon la plus efficace et la plus sûre.

Le parti ne sera jamais aussi sûrement entouré par les masses, les masses ne trouveront jamais dans le parti un plus sûr garant de leur conscience de classe et de leur puissance, que lorsque le passé du parti aura mis en évidence la continuité de son mouvement vers les buts révolutionnaires, même sans les masses et contre elles dans les moments défavorables. Les masses ne seront jamais gagnées efficacement que *contre* leur chefs opportunistes : cela signifie qu'il faut les conquérir en démantelant le réseau des organisations de parti non communistes qui ont encore de l'influence en leur sein et en attirant les éléments prolétariens dans le cadre de l'organisation solide et bien définie du parti communiste. Cette méthode est la seule qui puisse donner des résultats utiles et assurer le succès dans la pratique. Elle correspond exactement à la position de Marx et d'Engels face au mouvement dissident des lassaliens.

C'est pourquoi l'Internationale Communiste devrait observer la plus grande méfiance à l'égard de tous les éléments et groupes qui s'approchent d'elle en faisant des réserves théoriques et tactiques. Nous reconnaissons que cette appréciation ne peut être *absolument* uniforme sur le plan international, et qu'on ne peut pas faire abstraction de certaines conditions spéciales dans les pays où seules des forces limitées viennent se placer sur le terrain précis du communisme. Il n'en demeure pas moins que pour juger de l'opportunité d'élargir ou de restreindre les critères d'admission d'éléments ou, pis, de groupes qui ne sont encore gagnés aux thèses et aux méthodes de l'Internationale que de façon plus ou moins incomplète, on ne doit accorder aucun poids au fait que le parti existant soit numériquement réduit ou non. Avec de tels éléments ou groupes, nous ne ferions pas l'acquisition de forces positives ; au lieu de nous amener des masses plus larges, cela risquerait de compromettre le clair processus de conquête de celles-ci par le parti. Nous devons désirer que cette conquête soit la plus rapide possible, mais cela ne doit pas nous inciter à des actions inconsidérées, qui ne pourraient que retarder le succès solide et définitif.

Il est nécessaire d'intégrer à la tactique de l'Internationale, aux critères fondamentaux qui dictent son application, à la solution des problèmes complexes qui se présentent

dans la pratique, certaines normes qui ont toujours donné les meilleurs résultats : l'intransigeance absolue à l'égard des autres partis, même proches, en considérant ses conséquences futures et en passant par-dessus le souci contingent d'accélérer le développement de certaines situations ; la discipline exigée des adhérents, en prenant en considération non seulement son respect dans le présent, mais aussi leur action passée, et en faisant preuve de la plus grande méfiance à l'égard des conversions ; le critère consistant à juger les individus et les groupes dans leurs responsabilités passées, au lieu de leur reconnaître le droit de prendre à tout moment un « engagement » dans l'armée communiste ou de le résilier. Même si cela peut momentanément sembler enfermer le parti dans un cercle trop étroit, il ne s'agit pas ici d'un luxe théorique, mais d'une méthode tactique d'une très sûre efficacité pour l'avenir.

Mille exemples démontrent à quel point les révolutionnaires de la dernière heure, ceux qui hier se laissaient dicter une orientation réformiste par les conditions particulières et qui aujourd'hui se décident à suivre les principales directives communistes parce qu'ils sont influencés par des considérations souvent trop optimistes sur l'imminence de la révolution, sont déplacés et peu utiles dans nos rangs. Il suffira d'une nouvelle oscillation de la situation — et dans une guerre qui peut dire combien d'avances et de reculs précéderont la victoire finale ? — pour que ces éléments retombent dans leur opportunisme passé, en altérant du même coup le contenu de notre organisation.

Le mouvement communiste international doit être composé non seulement de militants fermement convaincus de la nécessité de la révolution et disposés à lutter pour elle au prix de tous les sacrifices, mais de militants décidés à agir sur le terrain révolutionnaire même si les difficultés de la lutte montrent que la victoire est plus difficile et moins proche qu'on ne le croyait.

Au moment de la crise révolutionnaire aiguë, c'est en opérant sur la base solide de notre organisation internationale que nous polariserons autour de nous les éléments qui aujourd'hui sont encore hésitants, et que nous aurons raison des partis social-démocrates de toutes nuances.

Si les possibilités révolutionnaires sont moins immédiates, nous ne courrons pas un seul instant le risque de nous

laisser distraire de notre patient travail de préparation pour nous replier sur la résolution de problèmes contingents, ce qui ne profiterait qu'à la bourgeoisie.

Un autre aspect du problème tactique qui se pose aux partis communistes est celui du choix du moment où il faut lancer les mots d'ordre pour l'action, qu'il s'agisse d'une action secondaire ou de l'action finale.

C'est pourquoi on discute aujourd'hui passionnément sur la « tactique offensive » des partis communistes, qui consiste à réaliser un certain encadrement et un certain armement des militants et des sympathisants les plus proches, et à les lancer au moment opportun dans des actions offensives destinées à entraîner les masses dans un mouvement général, ou même à accomplir des actions spectaculaires pour riposter aux offensives réactionnaires de la bourgeoisie.

Ici aussi, on voit généralement s'opposer deux positions, dont aucun communiste n'assumerait sans doute la paternité.

Aucun communiste ne peut avoir d'objections contre l'usage de l'action armée, des représailles et même de la terreur, et nier que le parti communiste doive lui-même diriger ces formes d'action qui exigent discipline et organisation. De même, nous considérons comme infantile la conception selon laquelle l'usage de la violence et les actions armées sont réservés à la « grande journée » où sera déclenchée la lutte suprême pour la conquête du pouvoir. Il est dans la nature même du processus révolutionnaire réel que des heurts sanglants entre le prolétariat et la bourgeoisie se produisent avant la lutte finale, et il peut s'agir non seulement de tentatives prolétariennes non couronnées de succès, mais aussi des inévitables affrontements partiels et transitoires entre des groupes de prolétaires poussés à se soulever et les forces de la défense bourgeoise, ou encore entre des groupes de « gardes blancs » de la bourgeoisie et des travailleurs attaqués et provoqués par eux. Il n'est pas juste de dire que les partis communistes doivent désavouer de telles actions et réserver tous leurs efforts pour le moment final, car toute lutte nécessite un entraînement et une période d'instruction, et c'est dans ces actions préliminaires que la capacité d'encadrement révolutionnaire du parti doit commencer à se forger et à s'éprouver.

Ce serait cependant mal interpréter les considérations qui précèdent que de considérer purement et simplement l'action du parti politique de classe comme celle d'un état-major, qui par sa seule volonté pourrait décider du mouvement des forces armées et de leur emploi ; et ce serait se fabriquer une perspective tactique imaginaire que de croire que le parti peut, après avoir créé un réseau militaire, déclencher l'attaque à un moment donné, lorsqu'il le juge assez développé pour pouvoir battre les forces de la défense bourgeoise.

L'action offensive du parti n'est concevable que lorsque la réalité des situations économiques et sociales met les masses en mouvement pour résoudre des problèmes qui mettent en cause leur sort directement et sur la plus vaste échelle, en créant une agitation qui ne peut se développer dans un sens vraiment révolutionnaire qu'à condition que le parti intervienne en fixant clairement ses buts généraux et en l'encadrant dans une action rationnelle et bien organisée y compris du point de vue de la technique militaire. Il est certain que la préparation révolutionnaire du parti peut commencer à se traduire dans des actions planifiées même lors de mouvements partiels des masses : ainsi, les représailles contre la terreur des gardes blancs, qui vise à donner au prolétariat le sentiment d'être définitivement plus faible que son adversaire et à le faire renoncer à la préparation révolutionnaire, sont un moyen tactique indispensable.

Mais croire que par le jeu de ces forces, même extrêmement bien organisées et sur une vaste échelle, on peut changer les situations et provoquer, à partir d'une situation de stagnation, le déclenchement de la lutte générale révolutionnaire, est encore une conception volontariste qui ne peut ni ne doit avoir sa place dans les méthodes de l'Internationale marxiste.

On ne crée ni les partis, ni les révolutions. On dirige les partis et les révolutions, en unifiant toutes les expériences révolutionnaires utiles à l'échelle internationale, afin d'assurer le maximum de chances de victoire du prolétariat dans la bataille qui est l'aboutissement inévitable de l'époque historique que nous vivons. Telle nous semble devoir être la conclusion.

Les critères fondamentaux qui doivent diriger l'action des masses s'expriment dans les normes d'organisation et de tactique que l'Internationale doit fixer à tous les partis membres. Ils ne peuvent consister à remanier directement certains

partis avec l'illusion de leur donner toutes les dimensions et caractéristiques capables de garantir le succès de la révolution, mais doivent s'inspirer de la dialectique marxiste, en se fondant avant tout d'une part sur la clarté et l'homogénéité programmatiques, d'autre part sur la discipline et la centralisation tactiques.

Il existe à notre avis deux déviations « opportunistes ». L'une consiste à déduire la nature et les caractères du parti de l'appréciation, dans une situation donnée, de la possibilité ou non de regrouper des forces considérables, ce qui revient à se laisser dicter les règles d'organisation du parti par les situations, pour lui donner de l'extérieur une constitution différente de celle à laquelle la situation l'a conduit. L'autre consiste à croire qu'à condition d'être nombreux et d'avoir une formation militaire, un parti peut déterminer les situations révolutionnaires en donnant l'ordre d'attaquer, ce qui revient à prétendre créer les situations historiques par la volonté du parti.

Peu importe laquelle de ces deux déviations doit être considérée comme de « gauche » ou de « droite » : il est certain que toutes deux s'éloignent de la juste voie marxiste. Dans le premier cas, on renonce à ce que peut et doit être la légitime intervention du mouvement international doté d'un corps systématique de normes organisationnelles et tactiques, on renonce à cette marge d'influence, dérivant d'une conscience et d'une expérience historique précises, que notre volonté peut et doit exercer sur le développement du processus révolutionnaire. Dans le second, on attribue à la volonté des minorités une influence excessive et irréaliste, en risquant de conduire à des défaites désastreuses.

Les révolutionnaires communistes doivent au contraire être ceux qui, trempés collectivement par les expériences de la lutte contre les dégénérescences du mouvement prolétarien, croient fermement dans la révolution, veulent fermement la révolution, mais qui n'ont pas tiré sur elle une traînée dont ils attendraient le paiement, et qui ne céderont pas au désespoir et au découragement si l'échéance est retardée d'un seul jour.

Le principe démocratique

L'emploi de certains termes dans l'exposition des problèmes du communisme engendre bien souvent des équivoques du fait des sens différents qu'on peut leur donner. C'est le cas des mots *démocratie* et *démocratique*. Dans ses affirmations de principe, le communisme marxiste se présente comme une critique et une négation de la démocratie; d'autre part les communistes défendent souvent le caractère démocratique, l'application de la démocratie au sein des organisations prolétariennes : système étatique des conseils ouvriers, syndicats, parti. Il n'y a évidemment là aucune contradiction, et rien qu'on puisse opposer à l'emploi du dilemme : *démocratie bourgeoise* ou *démocratie prolétarienne*, en tant que parfait équivalent de la formule : *démocratie bourgeoise* ou *dictature prolétarienne*.

La critique marxiste des postulats de la démocratie bourgeoise se fonde en effet sur la définition des caractères de la société actuelle divisée en classes; elle démontre l'inconsistance théorique et le piège pratique d'un système qui voudrait concilier l'égalité politique avec la division de la société en classes sociales déterminées par la nature du mode de production.

La liberté et l'égalité politiques qui, d'après la théorie libérale, s'expriment dans le droit de vote, n'ont de sens que sur une base excluant la disparité des conditions économiques fondamentales : c'est pourquoi nous communistes, nous en acceptons l'application à l'intérieur des organisations de classe du prolétariat, en soutenant qu'il faut donner un caractère démocratique à leur fonctionnement.

On pourrait souhaiter que des termes différents soient employés dans l'un et l'autre cas, afin de ne pas engendrer d'équivoques et d'éviter de revaloriser un concept chargé de suggestions, et que nous nous efforçons difficilement de démolir. Même si l'on y renonce, il est cependant utile d'examiner de manière un peu plus approfondie le contenu même du principe démocratique en général, y compris lorsqu'on l'applique à des organisations homogènes du point de vue de classe. Ceci pour éviter le risque d'ériger à nouveau le principe de démocratie en une « catégorie » *a priori*, en un principe de vérité et de justice absolues qui serait un intrus dans toute notre construction doctrinale, au moment même où nous nous efforçons par notre critique de chasser tout le mensonge et l'arbitraire qui forment le contenu des théories « libérales ».

Une erreur de doctrine est toujours à la base d'une erreur de tactique politique ou, si on veut, elle en est la traduction dans le langage de notre conscience critique collective. C'est ainsi que toute la politique et la tactique pernicieuses de la social-démocratie se reflètent dans l'erreur de principe présentant le socialisme comme l'héritier d'une partie substantielle de la doctrine que le libéralisme a opposée aux vieilles doctrines politiques basées sur le spiritualisme. En réalité, bien loin d'accepter et de compléter la critique que le libéralisme démocratique avait opposée aux aristocraties et aux monarchies absolues de l'ancien régime, le socialisme marxiste l'a au contraire démolie de fond en comble dès ses premières formulations. Il ne l'a évidemment pas fait, disons-le tout de suite, pour revendiquer un héritage des doctrines spiritualistes ou idéalistes contre le matérialisme voltairien des révolutionnaires bourgeois, mais pour démontrer qu'en réalité les théoriciens du matérialisme bourgeois se faisaient des illusions lorsqu'ils croyaient être sortis des brumes de la métaphysique appliquée à la sociologie et à la politique et des non-sens de l'idéalisme avec la philosophie politique de l'*Encyclopédie* ; en fait, tout comme leurs prédécesseurs, ils devaient être soumis à la critique véritablement réaliste des phénomènes sociaux et de l'histoire édifée avec le matérialisme historique de Marx.

Du point de vue théorique, il est également important de démontrer que pour approfondir le fossé entre socialisme et démocratie bourgeoise, pour rendre à la doctrine de la révolution prolétarienne son contenu puissamment révolutionnaire dévoyé par les falsifications de ceux qui forniquent avec la démocratie bourgeoise, il n'est nullement nécessaire de réviser nos principes dans un sens idéaliste ou néo-idéaliste : il suffit simplement de se reporter à la position prise par les maîtres du marxisme face aux mensonges des doctrines libérales et de la philosophie matérialiste bourgeoise.

Pour rester dans notre sujet, nous montrerons que la critique de la démocratie par le socialisme était en substance une critique de la critique démocratique des vieilles philosophies politiques ; le marxisme nie leur prétendue opposition universelle et démontre qu'en réalité elles se ressemblent en théorie, de même qu'en pratique le prolétariat n'a pas eu beaucoup à se louer de ce que la direction de la société soit passée des mains de la noblesse féodale monarchiste et religieuse à celles de la jeune bourgeoisie commerciale et industrielle. Et la démonstration théorique du fait que la nouvelle philosophie bourgeoise, loin d'avoir triomphé des vieilles erreurs des régimes despotiques, n'était elle-même qu'un monument de sophismes nouveaux, correspondait concrètement à la négation contenue dans l'apparition du mouvement révolutionnaire du prolétariat, c'est-à-dire la réfutation de la prétention bourgeoise d'avoir établi pour toujours l'administration de la société sur des bases pacifiques et indéfiniment perfectibles, grâce à l'instauration du droit de vote et du parlementarisme.

Les vieilles doctrines politiques fondées sur des concepts spiritualistes ou même sur la révélation religieuse prétendaient que les forces surnaturelles qui gouvernent la conscience et la volonté des hommes avaient assigné à certains individus, à certaines familles, à certaines castes, la tâche de diriger et d'administrer la vie collective, en leur confiant par investiture divine le précieux dépôt de l'« autorité ». A cette assertion, la philosophie démocratique qui s'affirma parallèlement à la révolution bourgeoise opposa la proclamation de l'égalité morale, politique, juridique, de tous les citoyens, qu'ils fussent nobles, ecclésiastiques ou plébéiens, et elle voulut transférer la « souveraineté », du cercle étroit de la caste ou de la dynastie, au cercle universel de la consultation populaire fondée sur le droit de vote, qui per-

met à la majorité des citoyens de désigner selon sa volonté les dirigeants de l'Etat.

Les foudres que les prêtres de toutes les religions et les philosophes spiritualistes ont lancé contre cette conception ne suffisent pas à la faire reconnaître comme une victoire définitive de la vérité sur l'erreur obscurantiste, même si le « rationalisme » de cette philosophie politique a longtemps semblé être le dernier mot en fait de science sociale et d'art politique, et même si beaucoup de prétendus socialistes s'en sont proclamés solidaires. L'affirmation selon laquelle le temps des « privilèges » est révolu depuis qu'on a instauré un système fondant la hiérarchie sociale sur le consentement de la majorité des électeurs ne résiste pas à la critique marxiste, qui projette une tout autre lumière sur la nature des phénomènes sociaux. Cette affirmation ne peut apparaître comme une séduisante construction logique que si on admet au départ que le *vote*, c'est-à-dire l'avis, l'opinion, la conscience de chaque électeur, a le même poids au moment de déléguer ses pouvoirs pour l'administration des affaires collectives. Combien une telle conception est peu réaliste et peu « matérialiste », cela ressort déjà du fait qu'elle considère chaque individu comme une « unité » parfaite au sein d'un système composé d'autant d'unités potentiellement équivalentes et que, au lieu d'apprécier l'opinion de cet individu en fonction de ses multiples conditions de vie, c'est-à-dire de ses rapports avec les autres hommes, elle la théorise *a priori* dans l'hypothèse de la « souveraineté » de l'individu. Ceci équivaut encore à situer la conscience des hommes en dehors du reflet concret des faits et des déterminations du milieu, à la considérer comme une étincelle allumée, avec la même providentielle équité, dans chaque organisme, sain ou délabré, affamé ou harmonieusement satisfait dans tous ses besoins, par un indéfinissable être suprême qui dispense la vie. Cet être suprême ne désigne plus le monarque, mais il confère à chacun une faculté égale de le désigner. En dépit de son rationalisme de façade, la théorie démocratique repose sur une prémisses qui ne le cède en rien pour la puérité métaphysique à ce « libre arbitre » qui, d'après la loi de l'au-delà catholique, vaut aux hommes la damnation ou le salut. Dans la mesure où elle se situe hors du temps et des contingences historiques, la théorie démocratique n'est donc pas moins entachée de spiritualisme que ne le sont, au plus profond de leur erreur, les philosophies de l'autorité révélée et de la monarchie de droit divin.

A qui voudrait pousser plus loin cette confrontation, il suffira de se souvenir que la doctrine politique démocratique a été présentée, bien des siècles avant la grande révolution et la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, par des penseurs qui se situaient entièrement sur le terrain de l'idéalisme et de la philosophie métaphysique, et que d'ailleurs, si la grande révolution abattit les autels du dieu chrétien au nom de la Raison, ce fut pour faire de cette dernière, volontairement ou non, une nouvelle divinité.

Ce présupposé métaphysique incompatible avec le caractère de la critique marxiste est le propre, non seulement de la doctrine échafaudée par le libéralisme bourgeois, mais de toutes les doctrines constitutionnelles et des plans de société nouvelle fondés sur la « vertu intrinsèque » de certains schémas de rapports sociaux et étatiques. En édifiant sa propre doctrine de l'histoire, le marxisme a en fait démoli du même coup l'idéalisme médiéval, le libéralisme bourgeois et le socialisme utopique.

**

A ces constructions arbitraires de constitutions sociales, aristocratiques ou démocratiques, autoritaires ou libérales, comme à la conception anarchiste d'une société sans hiérarchie et sans délégation de pouvoirs, qui procède d'erreurs analogues, le communisme critique a opposé une étude bien plus fondée de la nature et des causes des rapports sociaux, considérés dans leur évolution complexe tout au long de l'histoire humaine, une analyse attentive de leurs caractères dans l'époque capitaliste actuelle, et une série d'hypothèses raisonnées sur leur évolution ultérieure, auxquelles vient maintenant s'ajouter la formidable contribution théorique et pratique de la révolution prolétarienne russe.

Il serait superflu de développer ici les conceptions bien connues du déterminisme économique et les arguments qui en justifient l'emploi dans l'interprétation des faits historiques et du mécanisme social. L'apriorisme propre aux conservateurs ou aux utopistes est éliminé par l'introduction des facteurs relevant de la production, de l'économie et des rapports de classe qui en découlent, ce qui permet d'arriver à une explication scientifique des faits d'ordre juridique, politique, militaire, religieux, culturel, qui constituent les diverses manifestations de la vie sociale.

Nous nous contenterons de retracer sommairement l'évolution au cours de l'histoire du mode d'organisation sociale et de regroupement des hommes, non seulement dans l'État, représentation abstraite d'une collectivité unifiant tous les individus, mais aussi dans les différents organismes qui dérivent des rapports entre les hommes.

A la base de l'interprétation de toute hiérarchie sociale, étendue ou limitée, il y a les rapports entre les différents individus, et à la base de ces rapports il y a la division des tâches entre ces individus.

A l'origine, nous pouvons imaginer sans erreur grave l'existence d'une forme de vie complètement inorganisée de l'espèce humaine. Encore peu nombreux, les individus peuvent vivre des produits de la nature sans lui appliquer de techniques ni de travail et dans ces conditions chacun pourrait, pour vivre, se passer de ses semblables. Les seuls rapports existants sont ceux de la reproduction, qui sont communs à toutes les espèces ; mais pour l'espèce humaine (et pas seulement pour elle, d'ailleurs) ceux-ci suffisent déjà à constituer un système de rapports avec sa hiérarchie propre : la famille. Celle-ci peut se fonder sur la polygamie, sur la polyandrie, sur la monogamie. Nous n'entrerons pas ici dans le détail de l'analyse : disons seulement que la famille représente bien un embryon de vie collective organisée, fondée sur une division des tâches découlant directement des facteurs physiologiques, puisque, tandis que la mère nourrit et élève les enfants, le père se consacre à la chasse, à la conquête du butin, à la protection de la famille contre les ennemis extérieurs, etc.

Dans cette phase initiale où la production et l'économie sont presque totalement absentes, ainsi d'ailleurs que dans les phases ultérieures où elles se développent, il est vain de s'arrêter à la question abstraite de savoir si on est en présence de l'unité-individu ou de l'unité-société. L'unité de l'individu a sans aucun doute un sens du point de vue biologique, mais on ne peut en faire le fondement de l'organisation sociale sans tomber dans l'élucubration métaphysique : du point de vue social, en effet, toutes les unités n'ont pas la même valeur, et la collectivité naît de rapports et de groupements dans lesquels le rôle et l'activité de chaque individu ne constituent pas une fonction individuelle mais collective, déterminée par les multiples influences du milieu social. Même dans le cas élémentaire d'une société inorganisée ou d'une non-société, la simple base physiologi-

que qui produit l'organisation familiale suffit déjà à réfuter la conception arbitraire qui fait de l'Individu une unité indivisible (au sens littéral du terme) et susceptible de se combiner, sur un plan supérieur, avec d'autres unités semblables, sans cesser de s'en distinguer ni de leur être, en un certain sens, équivalente. Dans ce cas, l'unité-société n'existe évidemment pas non plus, puisque les rapports entre les hommes, même réduits à la pure notion de l'existence d'autrui, sont extrêmement limités et restreints au cercle de la famille ou du clan. Nous pouvons tirer d'avance la conclusion qui s'impose d'elle-même : l'« unité-société » n'a jamais existé et n'existera probablement jamais, si ce n'est comme une « limite » dont l'abolition des frontières de classes et d'États permettra de se rapprocher progressivement.

Partir de l'unité-individu pour en tirer des déductions sociales et échafauder des plans de société, ou même pour nier la société, c'est partir d'un présupposé irréel qui, même dans ses formulations les plus modernes, n'est au fond qu'une reproduction modifiée des concepts de la révélation religieuse, de la création, et de la vie spirituelle indépendante des faits de la vie naturelle et organique. A chaque individu la divinité créatrice — ou une force unique régissant les destinées de l'univers — a donné cette investiture élémentaire qui en fait une molécule autonome, bien définie, douée de conscience, de volonté, de responsabilité, au sein de l'agrégat social, indépendamment des facteurs accidentels dérivant des influences physiques du milieu. Cette conception religieuse et idéaliste n'est modifiée qu'en apparence dans la doctrine du libéralisme démocratique ou de l'individualisme libertaire : l'âme en tant qu'étincelle de l'Être suprême, la souveraineté subjective de chaque électeur, ou l'autonomie illimitée du citoyen de la société sans lois sont autant de sophismes qui, aux yeux de la critique marxiste, pèchent par la même puérité, aussi résolument « matérialistes » qu'aient pu être les premiers libéraux bourgeois et les anarchistes.

Cette conception trouve son pendant dans l'hypothèse également idéaliste de la parfaite unité sociale, du *monisme social*, fondée sur la volonté divine qui gouverne et administre la vie de notre espèce. Pour en revenir au stade primitif de vie sociale que nous étions en train de considérer et à l'organisation familiale que nous y avons découverte, nous sommes amenés à conclure que nous pouvons nous passer de ces hypothèses métaphysiques que sont l'unité-individu et l'unité-société pour interpréter la vie de

l'espèce et le processus de son évolution. En revanche, nous pouvons affirmer positivement que nous sommes en présence d'un type de *collectivité organisée sur une base unitaire*, qui est précisément la famille. Nous nous gardons bien de faire de celle-ci un type fixe ou permanent, et plus encore de l'idéaliser comme forme modèle de collectivité sociale, comme on peut le faire de l'individu dans l'anarchisme ou dans la doctrine de la monarchie absolue ; nous constatons simplement l'existence de la famille comme unité première de l'organisation humaine, unité à laquelle d'autres succéderont, qui se modifiera elle-même sous bien des aspects, qui deviendra un élément constitutif d'autres organismes collectifs, ou disparaîtra, on peut le supposer, dans des formes sociales très avancées. Nous ne ressentons pas le moindre besoin de nous déclarer par principe pour ou contre la famille, pas plus que, par exemple, pour ou contre l'État ; ce qui nous intéresse, c'est de saisir dans la mesure du possible le sens de l'évolution de ces types d'organisation humaine. Quand nous nous demandons s'ils vont disparaître un jour, c'est de la façon la plus objective, car il n'entre pas dans notre esprit de les considérer comme sacrés et intangibles, ni comme pernicious et à détruire, le conservatisme et son contraire (c'est-à-dire la négation de toute forme d'organisation et de hiérarchie sociales) étant, du point de vue critique, aussi faibles l'un que l'autre, et aussi stériles en résultats.

Laissant de côté l'opposition traditionnelle entre les catégories individu et société, nous suivons dans l'étude de l'histoire humaine la formation et l'évolution d'autres *unités* : les collectivités humaines organisées, regroupements humains vastes ou restreints, fondés sur une division des tâches et une hiérarchie, et qui apparaissent comme les facteurs et les acteurs de la vie sociale. Ces unités peuvent être, dans un certain sens seulement, comparées à des unités organiques, à des organismes vivants dont les cellules, ayant des fonctions et des valeurs différentes, sont représentées par les hommes ou par des groupes humains élémentaires. Il n'y a toutefois pas analogie complète car, tandis que l'organisme vivant a des limites bien définies et subit un processus biologique au cours duquel il se développe, puis meurt, les unités sociales organisées n'ont pas de limites fixes et se renouvellent continuellement, se mêlant les unes aux autres, se décomposant et se recomposant simultanément. Si nous nous sommes arrêtés sur le premier exemple, fort évident, de l'unité-famille, c'est pour démontrer la chose suivante : si ces unités que nous consi-

dérons sont évidemment composées d'individus et si leur composition même est variable, elles n'en agissent pas moins comme des « totalités » organiques et intégrales, si bien que vouloir les décomposer en unités-individus n'a aucun sens réel et relève du mythe. L'élément famille a une vie unitaire qui ne dépend pas du nombre des individus qu'il renferme, mais de leurs rapports : ainsi, pour prendre un exemple banal, une famille composée du chef, des épouses et de quelques vieillards impotents n'a pas la même valeur qu'une autre, comprenant, outre le chef, plusieurs fils jeunes et valides.

A partir de cette première forme d'unité organisée d'individus qu'est la famille, où on trouve le premier exemple de division des tâches, les premières hiérarchies, les premières formes d'autorité, de direction de l'activité des individus et d'administration, l'évolution humaine passe par une foule d'autres formes d'organisation toujours plus complexes et plus vastes. La raison de cette complexité croissante réside dans la complexité croissante des rapports et des hiérarchies sociales naissant de la différenciation toujours accrue des tâches, elle-même étroitement déterminée par les systèmes de production que la technique et la science mettent à la disposition des activités humaines pour fournir un nombre toujours plus grand de produits (au sens le plus large du terme) aptes à satisfaire les besoins de sociétés humaines plus importantes et évoluant vers des formes supérieures de vie. Une analyse qui voudrait saisir le processus de formation et de modification des différentes organisations humaines ainsi que le jeu de leurs rapports au sein de toute la société, doit se fonder sur la notion du développement de la technique productive et des rapports économiques qui naissent de la répartition des individus entre les différentes tâches exigées par le mécanisme productif. La formation et l'évolution des dynasties, des castes, des armées, des États, des empires, des corporations, des partis peuvent et doivent être suivies à travers une étude fondée sur ces éléments-là. On peut penser qu'au sommet de ce développement complexe apparaîtra une forme d'unité organisée dont les limites coïncideront avec celles de l'humanité et qui réalisera une division rationnelle des tâches entre tous les hommes, et on peut discuter du sens et des limites qu'aura le système hiérarchique d'administration collective dans cette forme supérieure de vie sociale de l'humanité.

Pour en venir à l'examen de ces organismes unitaires dont les rapports internes sont fondés sur ce qu'on appelle couramment le « principe démocratique », nous distinguerons pour simplifier entre les collectivités organisées recevant leur hiérarchie du dehors et celles qui la sélectionnent elles-mêmes en leur propre sein. Selon la conception religieuse et la pure doctrine de l'autorité, la société humaine serait, à toutes les époques, une collectivité-unité recevant sa hiérarchie des puissances surnaturelles : nous ne reviendrons pas sur la critique d'une pareille sottise métaphysique, qui est contredite par toute notre expérience. C'est la nécessité de la division des tâches qui fait naître de façon naturelle la hiérarchie, et il en va évidemment ainsi dans la famille. En se transformant en tribu et en horde, celle-ci doit s'organiser pour lutter contre d'autres organisations : le commandement doit être confié aux éléments les plus aptes à tirer le meilleur parti des énergies communes, et c'est ainsi que se forment des hiérarchies militaires. Ce critère du choix dans l'intérêt commun est apparu des milliers d'années avant l'électoratisme démocratique moderne, puisque à l'origine les rois, les chefs militaires et les prêtres étaient élus. A la longue, cependant, d'autres critères de formation des hiérarchies l'emportèrent, donnant lieu à des privilèges de caste transmis par hérédité familiale, ou encore par l'initiation à des écoles, sectes et cultes fermés, la possession d'un grade motivée par des aptitudes et des fonctions particulières étant en général, du moins dans la pratique normale, le meilleur moyen d'influer sur la transmission de ce grade. Nous n'avons pas l'intention de suivre ici tout le processus de formation des castes, puis des classes, au sein de la société. Disons seulement que leur apparition ne répond plus seulement à la nécessité logique d'une division des tâches, mais au fait que certaines couches occupant une position privilégiée dans le mécanisme économique finissent par monopoliser le pouvoir et l'influence sociale. D'une façon ou d'une autre, toute caste dirigeante se donne à elle-même une organisation, une hiérarchie, et il en va de même pour les classes économiquement privilégiées. Pour nous limiter à un seul exemple, l'aristocratie terrienne du moyen âge, en se coalisant pour la défense de ses privilèges communs contre les assauts des autres classes, construisit une forme d'organisation culminant dans la monarchie, qui concentrait dans ses mains des pouvoirs publics à la formation desquels les autres couches de la population restaient complètement étrangères. L'Etat de l'époque féodale est l'organisation de la noblesse

féodale appuyée par le clergé. Le principal instrument de coercition de ces monarchies militaires est l'armée : ici, nous sommes en présence d'un type de collectivité organisée dont la hiérarchie est constituée du dehors, puisque c'est le roi qui décerne les grades et que l'armée est fondée sur l'obéissance passive de tous ses membres. Toute forme d'Etat concentre dans une autorité unitaire la capacité d'organiser et d'encadrer toute une série de hiérarchies exécutives : armée, police, magistrature, bureaucratie. Ainsi, l'unité-Etat utilise matériellement l'activité d'individus de toutes les classes, mais elle est organisée sur la base d'une seule ou de quelques classes privilégiées qui possèdent le pouvoir d'en constituer les différentes hiérarchies. Les autres classes, et en général tous les groupes d'individus pour qui il n'est que trop évident que l'organisation d'Etat existante ne garantit nullement, en dépit de ses prétentions, les intérêts et les exigences de tous, cherchent à se donner des organisations propres pour faire prévaloir leurs propres intérêts, en partant d'une constatation élémentaire : l'identité de la position occupée par leurs membres dans la production et la vie économique.

Si, en ce qui concerne évidemment les organisations qui se donnent elles-mêmes leur propre hiérarchie, nous nous demandons de quelle manière cette hiérarchie doit être désignée pour assurer au mieux la défense des intérêts collectifs de tous les membres de l'organisation et pour éviter la formation en son sein de couches privilégiées, nous nous voyons proposer la méthode fondée sur le principe démocratique : consulter tous les individus et se servir de l'avis de la majorité pour désigner ceux d'entre eux qui devront occuper les différents échelons de la hiérarchie.

La critique d'une telle proposition doit être beaucoup plus sévère lorsqu'on prétend l'appliquer à l'ensemble de la société telle qu'elle est aujourd'hui, ou à certaines nations, que lorsqu'il s'agit de l'introduire au sein d'organisations beaucoup plus restreintes, comme les syndicats prolétariens et les partis.

Dans le premier cas elle est à repousser sans hésitation car elle ne repose sur rien, puisqu'elle ne tient pas le moindre compte de la situation des individus dans l'économie, et qu'elle suppose la perfection intrinsèque du système, sans prendre en considération les développements et les évolutions que connaît la collectivité à laquelle on l'applique.

La division de la société en classes que le privilège économique distingue nettement enlève toute valeur à la décision majoritaire. Notre critique réfute la théorie mensongère selon laquelle la machine de l'Etat démocratique et parlementaire sorti des constitutions libérales modernes serait une organisation de tous les citoyens dans l'intérêt de tous les citoyens. Du moment qu'il existe des intérêts opposés et des conflits de classe, il n'y a pas d'unité d'organisation possible, et malgré l'apparence extérieure de la souveraineté populaire l'Etat reste l'organe de la classe économiquement supérieure et l'instrument de défense de ses intérêts. Malgré l'application du système démocratique à la représentation politique, la société bourgeoise nous apparaît comme un ensemble complexe d'organismes unitaires : beaucoup d'entre eux, qui sont issus des couches privilégiées et tendent à la conservation de l'appareil social actuel, se regroupent autour du puissant organisme centralisé qu'est l'Etat politique ; certains autres peuvent être indifférents ou avoir une attitude changeante à l'égard de l'Etat ; d'autres enfin naissent au sein des couches économiquement opprimées et exploitées, et sont dirigés contre l'Etat de classe. Le communisme démontre donc que l'application juridique et politique formelle du principe démocratique et majoritaire à tous les citoyens alors que persiste la division en classes par rapport à l'économie, ne suffit pas à faire de l'Etat une unité organisationnelle de toute la société ou de toute la nation. Officiellement, c'est ce que la démocratie politique prétend être : en réalité, elle est introduite en tant que forme convenant au pouvoir spécifique de la classe capitaliste et à sa véritable dictature, aux fins de la conservation de ses privilèges.

Il n'est donc pas nécessaire de s'attarder longuement à réfuter l'erreur qui consiste à attribuer le même degré d'indépendance et de maturité au « vote » de chaque électeur, qu'il s'agisse d'un travailleur épuisé par l'excès de fatigue physique ou d'un riche jouisseur, d'un habile capitaine d'industrie ou d'un malheureux prolétaire ignorant les raisons de sa misère et le moyen d'y remédier, en allant une fois de temps en temps, à de longs intervalles, solliciter l'avis des uns et des autres, et en prétendant que le fait d'avoir accompli cette fonction *souveraine* suffit à assurer le calme et l'obéissance de quiconque se sentira dépouillé et maltraité par les conséquences de la politique et de l'administration de l'Etat.

* *

Il est donc clair que le principe de démocratie n'a aucune vertu intrinsèque, qu'il ne vaut rien *en tant que principe* et qu'il est plutôt un simple *mécanisme* d'organisation, fondé sur cette simple et banale présomption arithmétique : les plus nombreux ont raison et les moins nombreux ont tort. Voyons maintenant si et dans quelle mesure ce mécanisme sert et suffit au fonctionnement d'organisations comprenant des collectivités plus restreintes, non divisées par des antagonismes économiques, et considérées dans leur processus de développement historique.

Ce mécanisme démocratique est-il applicable dans la dictature du prolétariat, c'est-à-dire dans la forme d'Etat née de la victoire révolutionnaire des classes rebelles au pouvoir des Etats bourgeois, de telle sorte qu'on pourrait définir cette forme d'Etat, du fait de son mécanisme interne de délégation des pouvoirs et de formation des hiérarchies, comme une « démocratie prolétarienne » ? La question doit être abordée sans préjugés. Il se peut qu'on arrive à la conclusion que le mécanisme démocratique est utilisable, avec certaines modalités, tant que l'évolution même des choses n'en aura pas produit de plus adapté ; mais il faut bien se convaincre que nous n'avons pas la moindre raison d'établir *a priori* le concept de souveraineté de la « majorité » du prolétariat. Au lendemain de la révolution, celui-ci n'est pas encore une collectivité totalement homogène et ne constitue pas une seule et unique classe. En Russie, par exemple, le pouvoir est aux mains des classes ouvrière et paysanne, mais pour peu que l'on considère tout le développement du mouvement révolutionnaire, il est facile de montrer que la classe du prolétariat industriel, beaucoup moins nombreuse que les paysans, y joue cependant un rôle bien plus important : il est donc logique que dans les conseils prolétariens, dans le mécanisme des soviets, la voix d'un ouvrier ait beaucoup plus de valeur que celle d'un paysan.

Nous n'avons pas l'intention ici d'examiner à fond les caractéristiques de la constitution de l'Etat prolétarien. Nous ne le considérons pas sous un aspect immanent, comme les réactionnaires le font de la monarchie de droit divin, les libéraux du parlementarisme fondé sur le suffrage universel, les anarchistes du non-Etat. L'Etat prolétarien, en tant qu'organisation d'une classe contre d'autres classes qui doivent être dépouillées de leurs privilèges économiques, est une force historique réelle qui s'adapte au but qu'elle pour-

suit, c'est-à-dire aux nécessités qui sont sa raison d'être. A certains moments l'impulsion pourrait lui être donnée aussi bien par les plus larges consultations de masse que par l'action d'organes exécutifs très restreints munis des pleins pouvoirs ; l'essentiel est de donner à cette organisation du pouvoir prolétarien les moyens et les armes nécessaires pour abattre le privilège économique bourgeois et les résistances politiques et militaires bourgeoises, de façon à préparer ensuite la disparition des classes elles-mêmes, et les modifications toujours plus profondes de ses propres tâches et de sa propre structure.

Une chose est sûre : tandis que la démocratie bourgeoise n'a pas d'autre but réel que de priver les grandes masses prolétariennes et petites-bourgeoises de toute influence dans la direction de l'Etat, réservée aux grandes oligarchies industrielles, bancaires et agrariennes, la dictature prolétarienne, elle, doit pouvoir entraîner dans la lutte qu'elle incarne les couches les plus larges de la masse prolétarienne et même semi-prolétarienne. Mais seuls ceux qui sont influencés par des préjugés peuvent s'imaginer que pour atteindre ce but il suffit d'instaurer un vaste mécanisme de consultation électorale : cela peut être trop, ou — le plus souvent — trop peu, car on inciterait ainsi beaucoup de prolétaires à s'en tenir à cette forme de participation en s'abstenant de prendre part à des manifestations plus actives de la lutte de classe. D'autre part, l'acuité de la lutte dans certaines phases exige une promptitude de décision et de mouvement, et une centralisation de l'organisation des efforts dans une direction commune. C'est pourquoi, comme l'expérience russe nous le montre avec toute une série d'éléments, l'Etat prolétarien fonde son appareil constitutionnel sur des caractéristiques qui sont en rupture ouverte avec les canons de la démocratie bourgeoise : les tenants de celle-ci hurlent à la violation des libertés, alors qu'il ne s'agit que de démasquer les préjugés philistins par lesquels la démagogie a toujours assuré le pouvoir des privilégiés. Dans la dictature du prolétariat, le mécanisme constitutionnel de l'organisation d'Etat n'est pas seulement consultatif, mais en même temps exécutif, et la participation aux fonctions de la vie politique, sinon de toute la masse des électeurs, du moins d'une large couche de leurs délégués, n'est pas intermittente mais continue. Il est intéressant de constater qu'on y parvient sans nuire, bien au contraire, au caractère unitaire de l'action de tout l'appareil d'Etat, grâce précisément à des critères opposés à ceux de l'hyper-libéralisme bourgeois : c'est-à-dire en supprimant

pratiquement le suffrage *direct* et la représentation *proportionnelle*, après avoir foulé aux pieds, comme nous l'avons vu, l'autre dogme sacré du suffrage *égalitaire*.

Nous ne prétendons pas établir ici que ces nouveaux critères introduits dans le mécanisme représentatif, ou fixés dans une constitution, le soient pour des raisons de principe : dans des circonstances nouvelles, ils pourraient être différents. De toute façon, nous tenons à bien faire comprendre que nous n'attribuons à ces formes d'organisation et de représentation aucune valeur intrinsèque : ce que nous voulons démontrer se traduit dans une thèse marxiste fondamentale que l'on peut énoncer ainsi : « la révolution n'est pas un problème de formes d'organisation ». La révolution est au contraire un problème de contenu, un problème de mouvement et d'action des forces révolutionnaires dans un processus incessant, que l'on ne peut théoriser en le figeant dans les diverses tentatives de « doctrine constitutionnelle » immuable.

De toute façon, dans le mécanisme des conseils ouvriers, nous ne trouvons pas ce critère propre à la démocratie bourgeoise, qui veut que chaque citoyen désigne directement son délégué à la représentation suprême, le parlement. Il existe au contraire différents degrés de conseils ouvriers et paysans, qui vont s'élargissant territorialement jusqu'au Congrès des Soviets. Chaque conseil local ou de district élit ses délégués au conseil supérieur, de même qu'il élit sa propre administration, c'est-à-dire l'organe exécutif correspondant. A la base, dans les conseils urbains ou ruraux, toute la masse est consultée ; dans l'élection des délégués aux conseils supérieurs et aux autres charges, en revanche, chaque groupe d'électeurs vote non pas selon le système proportionnel, mais selon le système majoritaire, en choisissant ses délégués d'après les listes proposées par les partis. D'ailleurs, comme il s'agit le plus souvent d'élire un seul délégué, qui fait le lien entre un degré inférieur et un degré supérieur de conseils, il est évident que le scrutin de liste et la représentation proportionnelle, ces deux dogmes du libéralisme formel, tombent d'eux-mêmes. A chaque échelon, les conseils doivent donner lieu à des organismes non seulement consultatifs mais aussi administratifs, étroitement liés à l'administration centrale : il est donc naturel qu'à mesure qu'on s'élève vers des représentations plus restreintes, on rencontre non point ces assemblées parlementaires de bavards qui discutent interminablement sans jamais agir, mais des corps restreints et homogènes aptes à diriger l'action et la

lutte politique, et à conduire toute la masse ainsi encadrée de manière unitaire sur la voie révolutionnaire.

Ces aptitudes, qu'absolument aucun projet constitutionnel ne peut automatiquement renfermer par lui-même, viennent compléter ce mécanisme grâce à la présence d'un facteur de tout premier ordre, dont le contenu dépasse de très loin la pure forme organisationnelle, et dont la conscience et la volonté collectives et agissantes permettent de fonder le travail sur les nécessités d'un long processus qui avance sans cesse : ce facteur est le parti politique. Celui-ci est l'organe dont les caractéristiques se rapprochent le plus de celles d'une collectivité unitaire homogène et solidaire dans l'action. En réalité, il ne comprend dans ses rangs qu'une minorité de la masse, mais les traits qui le distinguent de tous les autres organismes de représentation à base très large sont précisément de nature à démontrer que le parti représente mieux que tout autre organe les intérêts et le mouvement collectif. Dans le parti politique est réalisée la participation continue et ininterrompue de tous les membres à l'exécution du travail commun, ainsi qu'une préparation à la résolution des problèmes de lutte et de reconstruction dont le gros de la masse ne peut avoir conscience qu'au moment où ils se présentent. Pour toutes ces raisons, il est naturel que dans un système de représentation et de délégations qui n'est pas celui du mensonge démocratique mais se fonde sur une couche de la population que des intérêts communs fondamentaux poussent sur la voie de la révolution, les choix tombent spontanément sur les éléments proposés par le parti révolutionnaire, qui est armé pour répondre aux exigences de la lutte et pour résoudre des problèmes auxquels il a pu et il a su se préparer. Nous montrerons plus loin que, pas plus que pour aucun autre organisme, nous ne considérons ces facultés du parti comme le simple effet du critère particulier qui a présidé à sa constitution. Le parti peut être ou ne pas être adapté à sa tâche, qui est d'impulser l'action révolutionnaire d'une classe ; ce n'est pas n'importe quel parti politique en général, mais un parti bien précis, le parti communiste, qui peut répondre à cette fonction ; et le parti communiste lui-même n'est pas garanti à l'avance contre les mille dangers de la dégénérescence et de la dissolution. Les caractères positifs qui mettent le parti à la hauteur de sa tâche ne résident pas dans le mécanisme de ses statuts, ni dans ses mesures d'organisation interne en elles-mêmes : ils se réalisent à travers son propre processus de développement et sa participation aux luttes et à l'action, en tant que formation

d'une orientation commune autour d'une certaine conception du processus historique, d'un programme fondamental qui se précise comme une conscience collective et, en même temps, d'une sûre discipline d'organisation. Le développement de ces idées est contenu dans les thèses sur la tactique du parti présentées au Congrès du Parti Communiste d'Italie, et qui sont connues du lecteur (1).

Pour en revenir à la nature du mécanisme constitutionnel de la dictature prolétarienne, nous avons déjà dit qu'il était exécutif aussi bien que législatif à tous les échelons ; il nous faut ajouter quelque chose afin de préciser à quelles tâches de la vie collective répondent les fonctions et les initiatives exécutives de ce mécanisme, qui expliquent et justifient sa formation ainsi que les rapports existant au sein de son mécanisme élastique en continuelle évolution. Nous nous référons à la période initiale du pouvoir prolétarien, dont les quatre ans et demi que la dictature prolétarienne vient de vivre en Russie nous offrent une image. Nous ne voulons pas nous aventurer à rechercher quel sera le système définitif de représentation dans une société communiste non divisée en classes. A mesure en effet que nous nous en rapprochons, il se dessine une évolution que nous ne pouvons pas prévoir totalement, mais dont nous pouvons seulement entrevoir qu'elle ira dans le sens d'une fusion des divers organes, politiques, administratifs, économiques, en même temps que de l'élimination progressive de tout élément de coercition, et de l'Etat lui-même en tant qu'instrument de pouvoir d'une classe et en tant qu'arme de lutte contre les autres classes survivantes.

Dans sa période initiale, la dictature prolétarienne a une tâche extrêmement lourde et complexe que l'on peut subdiviser en trois sphères d'action : politique, militaire et économique. Le problème militaire de la défense contre les assauts intérieurs et extérieurs de la contre-révolution, tout comme celui de la reconstruction de l'économie sur des bases collectives, se fondent sur l'existence et sur l'application d'un plan systématique et rationnel d'utilisation de tous les efforts, dans une activité qui tout en utilisant les énergies de toute la masse — mieux : *pour* les utiliser avec le meilleur rendement — doit parvenir à être fortement *unitaire*. En conséquence, l'organisme qui mène en pre-

(1) Il s'agit des *Thèses de Rome* (1922), publiées dans notre recueil *Défense de la continuité du programme communiste*, pp. 27-53.

mière ligne la lutte contre l'ennemi extérieur et intérieur, c'est-à-dire l'armée (et la police) révolutionnaire, doit être fondé sur une discipline et une hiérarchie centralisées dans les mains du pouvoir prolétarien : l'armée rouge reste donc elle aussi une unité organisée recevant sa hiérarchie du dehors, en l'occurrence du gouvernement politique de l'Etat prolétarien, et on peut en dire autant de la police et des tribunaux révolutionnaires. Le problème de l'appareil économique que le prolétariat vainqueur édifie pour poser la base du nouveau système de production et de distribution a des aspects plus complexes. Nous ne pouvons que nous limiter à rappeler que la caractéristique qui distingue cette machine administrative rationnelle du *chaos* de l'économie privée bourgeoise est la centralisation. La gestion de toutes les entreprises doit se faire dans l'intérêt de la collectivité tout entière et en liaison avec les exigences de tout le plan de production et de distribution. D'autre part, l'appareil économique, et avec lui l'organisation de ceux qui y sont attachés, se modifie continuellement du fait non seulement de son développement graduel, mais aussi des crises inévitables dans une période de si vastes transformations accompagnées de luttes politiques et militaires. Ces considérations nous mènent à la conclusion suivante : dans la période initiale de la dictature prolétarienne, si les conseils des différents échelons doivent désigner leurs délégués aux organes exécutifs locaux en même temps qu'aux organes législatifs des échelons supérieurs, il faut laisser au centre la responsabilité absolue de la défense militaire et, de façon moins rigide, de la campagne économique, tandis que les organes locaux servent à encadrer politiquement les masses pour les faire participer à la réalisation des plans, et à les gagner à l'encadrement militaire et économique, en créant ainsi les conditions d'une activité des masses la plus large et la plus continue possible autour des problèmes de la vie collective, et en la canalisant vers la formation de cette organisation fortement unitaire qu'est l'Etat prolétarien.

Ces considérations, sur lesquelles nous ne nous étendrons pas davantage, n'ont certes pas pour but de dénier aux organes intermédiaires de la hiérarchie étatique toute possibilité de mouvement et d'initiative : mais nous avons voulu montrer qu'il n'est pas possible de théoriser le schéma de leur formation comme celui d'une adhésion précise aux tâches effectives, militaires ou économiques, de la révolution, en constituant les groupes d'électeurs prolétariens sur la base des entreprises productives ou des divisions de l'armée. Le mécanisme de ces groupes n'agit pas en vertu d'ap-

titudes spéciales qui seraient inhérentes à son schéma et à son ossature : les unités qui regroupent les électeurs à la base peuvent donc être formées d'après des critères empiriques ; en fait, elles se formeront d'elles-mêmes d'après des critères empiriques, parmi lesquels il peut y avoir la convergence sur le lieu de travail, ou dans le quartier, au sein de la garnison, au front, ou dans d'autres situations de la vie quotidienne, sans qu'aucune puisse être *a priori* exclue ou au contraire érigée en modèle. Mais de toute façon les organes représentatifs de l'Etat prolétarien restent fondés sur une subdivision territoriale de circonscriptions au sein desquelles se font les élections. Toutes ces considérations n'ont rien d'absolu, et cela nous ramène à notre thèse selon laquelle aucun schéma constitutionnel n'a valeur de principe, et la démocratie majoritaire, au sens formel et arithmétique du terme, n'est qu'une méthode possible pour coordonner les rapports qui se présentent au sein des organismes collectifs. De quelque point de vue qu'on se place, il est impossible de lui attribuer un caractère de nécessité ou de justice intrinsèque : ces expressions n'ont pour nous, marxistes, aucun sens, et d'ailleurs notre propos n'est pas de remplacer l'appareil démocratique que nous critiquons par un schéma d'appareil d'Etat qui serait exempt par lui-même de défauts et d'erreurs.

**

Il nous semble en avoir assez dit sur le principe de démocratie dans son application à l'Etat bourgeois, où il prétend embrasser toutes les classes, et aussi dans son application à la classe prolétarienne exclusivement, en tant que base de l'Etat après la victoire révolutionnaire. Il nous reste à dire quelque chose sur l'application du mécanisme démocratique aux organisations qui existent au sein du prolétariat avant (et aussi après) la conquête du pouvoir : les syndicats économiques et le parti politique.

Nous avons établi plus haut qu'une véritable unité d'organisation n'est possible que sur la base d'une homogénéité d'intérêts entre les membres de cette organisation. Puisque l'on adhère aux syndicats et au parti sur la base d'une décision spontanée de participer à un certain type d'actions, il est indiscutable qu'ici on peut examiner le fonctionnement du mécanisme démocratique et majoritaire sans le soumettre à une critique du type de celle qui lui dénie abso-

lument la moindre valeur lorsqu'il s'agit de l'Etat bourgeois et de sa fallacieuse unification constitutionnelle des différentes classes. Cependant, ici non plus, il ne faut pas se laisser fourvoyer par le concept arbitraire de la « sainteté » des décisions de la majorité.

Par rapport au parti, le syndicat se caractérise par une identité plus complète des intérêts matériels et immédiats de ses membres : dans les limites de la catégorie, il atteint une grande homogénéité de composition et, d'organisation à adhésion volontaire, il peut tendre à devenir une organisation à laquelle adhèrent automatiquement ou obligatoirement — comme c'est le cas dans l'Etat prolétarien à une certaine phase de son développement — tous les travailleurs d'une catégorie ou d'une industrie donnée. Il est certain que dans ce domaine le nombre reste l'élément décisif et que la consultation majoritaire a une grande valeur, mais on ne peut s'en tenir à prendre schématiquement ses résultats en considération, il faut aussi tenir compte des autres facteurs qui interviennent dans la vie de l'organisation syndicale : une hiérarchie bureaucratifiée de fonctionnaires qui l'immobilisent sous leur tutelle, et les groupes d'avant-garde que le parti politique révolutionnaire y constitue pour la conduire sur le terrain de l'action révolutionnaire. Dans cette lutte, les communistes démontrent souvent que les fonctionnaires de la bureaucratie syndicale violent l'idée démocratique et se moquent de la volonté de la majorité. Il est juste de le dénoncer parce que ces chefs syndicaux de droite affichent une mentalité démocratique et qu'il faut les mettre en contradiction avec eux-mêmes, comme on le fait avec les libéraux bourgeois chaque fois qu'ils forcent et qu'ils falsifient la consultation populaire, sans nous imaginer pour autant que si elle était librement effectuée cette consultation résoudrait les problèmes qui pèsent sur le prolétariat. Il est juste et opportun de le faire parce que dans les moments où les grandes masses se mettent en mouvement sous la pression de la situation économique, il est possible d'écarter l'influence des fonctionnaires syndicaux, qui est une influence extra-prolétarienne (bien que non officiellement) de classes et de pouvoirs étrangers à l'organisation syndicale, et d'augmenter l'influence des groupes révolutionnaires. Mais dans tout cela il n'y a pas de préjugés « constitutionnels » et, pourvu qu'ils soient compris de la masse et puissent lui démontrer qu'ils agissent dans le sens de ses intérêts les mieux compris, les communistes peuvent et doivent se comporter de façon élastique par rapport aux canons de la démocratie interne

syndicale. Par exemple, il n'y a aucune contradiction entre les deux attitudes tactiques qui consistent, d'une part, à assumer la charge de représenter la minorité dans les organes dirigeants du syndicat tant que les statuts nous le permettent et, d'autre part, à affirmer que cette représentation statutaire doit être supprimée pour donner aux organes exécutifs une plus grande efficacité, une fois que nous les avons conquis. Tout ce qui doit nous guider dans cette question, c'est l'analyse attentive du processus de développement des syndicats dans la phase actuelle : il s'agit d'accélérer leur transformation, d'organes des influences contre-révolutionnaires sur le prolétariat, en organes de lutte révolutionnaire ; et les critères d'organisation interne n'ont pas de valeur en eux-mêmes, mais seulement en tant qu'ils se rattachent à cet objectif.

Il nous reste à faire l'analyse de l'organisation parti, dont nous avons cependant déjà touché un mot à propos du mécanisme de l'Etat ouvrier. Le parti ne part pas d'une identité d'intérêts économiques aussi complète que le syndicat ; en revanche, il fonde l'unité de son organisation non pas sur la base de la catégorie, comme ce dernier, mais sur la base bien plus large de la classe tout entière. Ceci est vrai non seulement dans l'espace, puisque le parti tend à devenir international, mais aussi dans le temps, puisqu'il est l'organe spécifique dont la conscience et l'action reflètent les exigences de la victoire tout au long du processus d'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Ce sont ces considérations bien connues qui nous obligent à avoir à l'esprit, quand nous étudions les problèmes de structure et d'organisation interne du parti, tout le processus de sa formation et de sa vie en rapport avec les tâches complexes auxquelles il répond. A la fin de cet exposé déjà long, nous ne pouvons pas entrer dans les détails à propos du mécanisme qui devrait régir au sein du parti la consultation de la masse des adhérents, leur recrutement, la désignation des responsables dans toute la hiérarchie. Il est certain que pour le moment le mieux est de s'en tenir, en général, au principe majoritaire. Mais comme nous l'avons souligné avec insistance, il n'y a aucune raison d'ériger cet emploi du mécanisme démocratique en principe. A côté de tâches consultatives analogues aux tâches législatives des appareils d'Etat, le parti a des tâches exécutives qui, aux moments suprêmes de la lutte, correspondent à celles d'une armée, et qui exigent donc le maximum de discipline hiérarchique. De fait, dans le processus complexe qui nous a amenés à la constitution de partis communistes, la forma-

tion de la hiérarchie est un fait réel et dialectique qui a de lointaines origines et qui correspond à tout le passé d'expérience, de fonctionnement du mécanisme du parti. Nous ne pouvons pas affirmer que les choix de la majorité du parti soient *a priori* aussi heureux que ceux d'un juge infailible et surnaturel qui donnerait leurs chefs aux collectivités humaines, comme le dieu auquel croient ceux pour qui la participation du Saint-Esprit aux conclaves est une donnée de fait. Même dans un organisme où, comme dans le parti, la composition de la masse est le résultat d'une sélection, à travers l'adhésion spontanée volontaire et le contrôle du recrutement, la décision de la majorité n'est pas par elle-même la meilleure, et si elle vient contribuer à un meilleur rendement de la hiérarchie opérante, exécutive, du parti, c'est seulement par effet de la coïncidence des efforts dans un travail unitaire et bien orienté. Nous ne proposerons pas ici de remplacer ce mécanisme par un autre et nous n'examinerons pas en détail ce que pourrait être ce nouveau système. Mais il est certain qu'on peut admettre un mode d'organisation qui se libérerait de plus en plus des conventions du principe démocratique, et qu'il ne faudrait pas le rejeter au nom de phobies injustifiées si on pouvait un jour démontrer que d'autres éléments de décision, de choix, de résolution des problèmes sont plus conformes aux exigences réelles du développement du parti et de son activité dans le cadre du déroulement historique.

Le critère démocratique est pour nous, jusqu'ici, un élément matériel et accidentel dans la construction de notre organisation interne et la formulation de nos statuts de parti : il n'en est pas la plate-forme indispensable. C'est pourquoi, quant à nous, nous n'érigerons pas en principe la formule organisationnelle bien connue du « centralisme démocratique ». La démocratie ne peut pas être pour nous un principe ; le centralisme, lui, en est indubitablement un, puisque les caractères essentiels de l'organisation du parti doivent être l'unité de structure et de mouvement. Le terme de *centralisme* suffit à exprimer la continuité de la structure du parti dans l'espace ; et pour introduire l'idée essentielle de la continuité dans le temps, c'est-à-dire la continuité du but vers lequel on tend et de la direction dans laquelle on avance à travers des obstacles successifs qui doivent être surmontés, mieux, pour relier dans une même formule ces deux idées essentielles d'unité, nous proposons de dire que le parti communiste fonde son organisation sur le « *centralisme organique* ». Ainsi, tout en gardant de ce mécanisme accidentel qu'est le mécanisme démocratique

ce qui pourra nous servir, nous éliminerons l'usage de ce terme de « démocratie » cher aux pires démagogues mais entaché d'ironie pour les exploités, les opprimés et les trompés, en l'abandonnant, comme il est souhaitable, à l'usage exclusif des bourgeois et des champions du libéralisme dans ses divers accoutrements et ses poses parfois extrémistes.

Dictature prolétarienne et parti de classe

I

Toute lutte de classe est une lutte politique. (Marx.)

La lutte qui se limite à obtenir une répartition différente des gains économiques n'est pas encore une lutte politique, car elle n'est pas dirigée contre la structure sociale des rapports de production.

Le bouleversement des rapports de production propres à une époque sociale donnée et le renversement de la domination d'une classe déterminée sont l'aboutissement d'une lutte politique prolongée, qui connaît souvent des hauts et des bas. La clef de cette lutte, c'est la question de l'Etat, le problème : « Qui a le pouvoir ? » (Lénine).

La lutte du prolétariat moderne se manifeste et se généralise comme lutte politique avec la formation et l'activité du *parti de classe*. La caractéristique spécifique de ce parti réside dans la thèse suivante : le développement achevé du système capitaliste industriel et du pouvoir bourgeois issu des révolutions libérales et démocratiques non seulement n'exclut pas historiquement, mais prépare et aiguise toujours davantage le contraste des intérêts de classe et son développement en guerre civile, en lutte armée.

Source : « Dittatura proletaria e partito di classe », *Battaglia Comunista* n° 3, 4, 5, année 1951.

II

Le parti communiste se définit par cette prévision et par ce programme. Tant que la bourgeoisie conserve le pouvoir, il remplit les tâches suivantes :

a) il élabore et diffuse la théorie du développement social, des lois économiques caractérisant le système actuel des rapports de production, des conflits de classe qu'ils engendrent, et enfin de l'Etat et de la révolution ;

b) il assure l'unité et la persistance historique de l'organisation prolétarienne. L'unité ne consiste pas dans le regroupement matériel des couches ouvrières et semi-ouvrières qui, du fait même de la domination exercée par la classe exploiteuse, subissent l'influence de directions politiques et de méthodes d'action discordantes, mais dans l'étroite liaison internationale des avant-gardes pleinement orientées sur la ligne révolutionnaire intégrale. La persistance est la revendication continue de la ligne dialectique sans rupture qui relie entre elles les positions de critique et de lutte défendues par le mouvement dans la succession des différentes situations ;

c) il prépare de longue main la mobilisation et l'offensive de classe en utilisant de façon appropriée toute possibilité de propagande, d'agitation et d'action dans toute lutte particulière déclenchée par les intérêts immédiats. Cette action culmine dans l'organisation d'un appareil illégal et insurrectionnel pour la conquête du pouvoir.

Quand les conditions générales et le degré de solidité organisationnelle, politique et tactique du parti de classe parviennent à déclencher la lutte générale pour le pouvoir, le parti qui a conduit la classe ouvrière à la victoire dans la guerre sociale la dirige également dans la tâche fondamentale qui consiste à briser et démolir les organes de défense armée et d'administration générale dont l'Etat capitaliste se compose, ainsi que le réseau d'organes, quels qu'ils soient, qui prétendent représenter des opinions ou des intérêts corporatifs par l'intermédiaire de corps de délégués. Qu'il prétende mensongèrement représenter la majorité des citoyens à quelque classe qu'ils appartiennent, ou qu'il soit la dictature plus ou moins avouée d'un appareil gouvernemental se prétendant investi d'une mission nationale, raciale ou social-populaire, l'Etat bourgeois de

classe doit dans tous les cas être détruit ; si cela ne se produit pas, c'est la révolution qui est écrasée.

III

Dans la phase historique qui suit le démantèlement de l'appareil de domination capitaliste, la tâche du parti politique ouvrier reste également fondamentale, puisque la lutte de classe continue, dialectiquement renversée.

La théorie communiste de l'Etat et de la révolution se caractérise avant tout par le fait qu'elle exclut toute possibilité d'adapter le mécanisme législatif et exécutif de l'Etat bourgeois à la transformation socialiste de l'économie (position social-démocrate). Mais elle exclut également qu'on puisse faire coïncider dans une brève crise violente la destruction de l'Etat et la transformation des rapports économiques traditionnels qu'il avait jusqu'au dernier moment défendus (position anarchiste). Elle n'admet pas davantage que le processus de constitution de la nouvelle organisation productive puisse être abandonné à l'action spontanée et éparpillée des producteurs groupés par entreprises ou par métiers (position syndicaliste).

Toute classe sociale dont le pouvoir a été renversé, même par la terreur, survit longtemps dans les tissus de l'organisme social et, loin d'abandonner ses espoirs de revanche, elle cherche à se réorganiser politiquement et à rétablir sa domination de façon violente ou masquée. Elle a cessé d'être classe dominante pour devenir classe vaincue et dominée, mais elle n'a pas subitement disparu pour autant.

Avec l'organisation communiste, le prolétariat disparaîtra à son tour en tant que classe, en même temps que toutes les autres, mais dans le premier stade de l'époque post-capitaliste il s'organise lui-même en classe dominante (*Manifeste*). Au vieil Etat bourgeois détruit succède le nouvel Etat prolétarien, la dictature du prolétariat.

Pour dépasser le système capitaliste, la première condition était le renversement du pouvoir bourgeois et la destruction de son Etat. Pour transformer profondément et radicalement la société, la condition est la création d'un ap-

pareil d'Etat nouveau, prolétarien, capable comme tout autre Etat historique d'employer la force et la contrainte.

L'existence de cet appareil caractérise non pas la société communiste, mais sa phase de construction. Lorsque celle-ci est achevée, il ne subsiste plus ni classes ni domination de classe. Mais l'organe de domination de classe est l'Etat, et l'Etat ne peut être autre chose. C'est pourquoi l'Etat prolétarien préconisé par les communistes (sans que cette revendication ait le moins du monde la valeur d'une croyance mystique, d'un *absolu*, d'un *idéal*) sera un instrument dialectique, une arme de classe qui se dissoudra progressivement (Engels) au travers de la réalisation même de ses fonctions, au fur et à mesure que l'organisation sociale se transformera, au cours d'un long processus, de système social de contrainte sur les hommes (ce qu'elle a toujours été depuis la préhistoire), en réseau unitaire et scientifiquement construit d'administration des choses et des forces naturelles.

IV

Le rôle de l'Etat à l'égard des classes sociales et des organisations collectives après la victoire du prolétariat présente des différences nombreuses et fondamentales avec ce qu'il fut dans l'histoire des régimes issus de la révolution bourgeoise.

a) Avant la lutte et la victoire finale, l'idéologie révolutionnaire bourgeoise présentait son futur Etat post-féodal non point comme un Etat de classe, mais comme l'*Etat populaire* fondé sur l'abolition de toute inégalité devant la loi qui, à l'en croire, suffirait à assurer la liberté et l'égalité de tous les membres de la société.

La théorie prolétarienne proclame ouvertement que son Etat à venir sera un Etat de classe, c'est-à-dire, tant que les classes subsisteront, un instrument dans les mains d'une seule classe. En principe comme en fait, les autres classes seront exclues de l'Etat, mises « hors-la-loi ». Parvenue au pouvoir, la classe ouvrière « ne partagera celui-ci avec personne » (Lénine).

b) Après la victoire politique de la bourgeoisie, et dans la tradition d'une campagne idéologique tenace, on proclama

solennellement, dans les différents pays, comme base et fondement de l'Etat, des chartes constitutionnelles ou des déclarations de principe considérées comme immuables dans le temps, comme l'expression définitive des règles immanentes enfin découvertes de la vie sociale. Dès lors, tout le jeu des forces politiques devrait se dérouler dans les limites infranchissables de ces statuts.

Dans la lutte contre le régime actuel, l'Etat prolétarien futur n'est nullement présenté comme la réalisation fixe et stable d'un ensemble de règles des rapports sociaux déduites d'une recherche idéale sur la nature de l'homme et de la société. Au cours de son existence, l'Etat ouvrier évoluera incessamment jusqu'à la dissolution finale : la nature de l'organisation sociale, de l'association humaine, changera radicalement avec les modifications de la technique et des forces de production, et la nature de l'homme se modifiera tout aussi profondément, en s'éloignant toujours davantage de la bête de somme et de l'esclave qu'il était. C'est une absurdité de penser que la révolution communiste proclamera une constitution codifiée et permanente : pareille revendication ne peut figurer dans le programme communiste. Techniquement, il conviendra d'adopter des règles écrites qui n'auront toutefois rien d'intangible, mais garderont un caractère « instrumental » et transitoire, en laissant de côté les facéties sur l'éthique sociale et le droit naturel.

c) Après avoir conquis et même brisé l'appareil féodal de pouvoir, la classe capitaliste victorieuse n'hésita pas à employer la force de l'Etat pour réprimer les tentatives contre-révolutionnaires et de restauration. Pourtant, même les mesures les plus résolument terroristes ne furent pas justifiées ouvertement par les nécessités de la lutte contre les ennemis de classe du capitalisme. Elles furent présentées comme des mesures dirigées contre les *traîtres* au peuple, à la nation, à la patrie, à la société civile, tous concepts vides désignant en réalité l'Etat lui-même et même, tout simplement, le gouvernement et le parti au pouvoir.

En se servant de son Etat « pour écraser la résistance inévitable et désespérée de la bourgeoisie » (Lénine), le prolétariat vainqueur frappera les anciens maîtres et leurs derniers partisans chaque fois que, défendant logiquement leurs intérêts de classe, ils s'opposeront aux mesures destinées à extirper le privilège économique. Ces éléments sociaux seront maintenus hors de l'appareil du pouvoir révolutionnaire dans une position passive : chaque fois

qu'ils chercheront à sortir de cette passivité imposée, la force matérielle les pliera. Ils ne participeront à aucun « contrat social », n'auront aucun « devoir légal ou patriotique ». Véritables prisonniers de guerre sociale (tout comme le furent du reste pour la bourgeoisie jacobine les ci-devant aristocrates et membres du clergé), ils n'auront rien à trahir, car on ne leur aura demandé aucun ridicule serment de loyauté.

d) L'éclat historique des assemblées populaires et des conventions démocratiques ne saurait dissimuler le fait que, dès sa naissance, l'Etat bourgeois constitua des corps armés et une police pour la lutte intérieure et extérieure contre les forces d'ancien régime, et se hâta de remplacer le gibet par la guillotine. Cet appareil exécutif était chargé d'administrer la force légale aussi bien sur le plan historique général que contre les violations isolées des règles d'attribution et d'échange propres à l'économie fondée sur la propriété privée. Il est donc parfaitement naturel qu'il ait agi contre les premiers mouvements prolétariens qui, ne serait-ce qu'instinctivement, menaçaient les formes bourgeoises de production. La réalité imposante du nouveau dualisme social fut dissimulée par le jeu de l'appareil « législatif » qui prétendait assurer la participation de tous les citoyens et de toutes les opinions de parti à l'Etat et à sa direction dans de parfaites conditions d'équilibre et de paix sociale.

En tant que dictature ouverte de classe, l'Etat prolétarien ne présentera pas de séparation entre les deux stades, législatif et exécutif, du pouvoir, qui seront réunis dans les mêmes organes. La distinction entre législatif et exécutif est en effet propre au régime qui dissimule et protège la dictature d'une seule classe sous des structures extérieures émanant de plusieurs classes et de *plusieurs partis*. « La Commune ne fut pas une corporation parlementaire, mais un organe de travail » (Marx).

e) En parfaite cohérence avec une idéologie individualiste que la fiction théorique étend indistinctement à tous les citoyens, et qui est le reflet mental d'une économie réelle fondée sur le monopole de la propriété privée par une classe, l'Etat bourgeois dans sa forme classique ne voulut pas admettre entre l'individu isolé et le centre du pouvoir d'Etat légal d'autres organisations intermédiaires que les assemblées constitutionnelles élues. Il toléra les clubs et les partis politiques, nécessaires durant la phase insurrec-

tionnelle, en vertu de l'affirmation démagogique de la liberté de pensée et en tant que simples groupements confessionnels et agences électorales. Dans une seconde phase, la réalité de la répression de classe contraignit l'Etat à tolérer les associations d'intérêts économiques, les syndicats ouvriers, dont il se défiait comme d'un « Etat dans l'Etat ». Finalement, les capitalistes adoptèrent les formes de la solidarité syndicale dans leurs propres buts de classe, tandis que l'Etat bourgeois entreprenait par ailleurs d'absorber et de stériliser les syndicats ouvriers sous prétexte de *reconnaissance légale*, les privant de toute autonomie pour empêcher que le parti révolutionnaire n'en prenne la direction.

Les syndicats de travailleurs subsisteront dans l'Etat prolétarien, dans la mesure où subsisteront des employeurs ou du moins des entreprises impersonnelles dont les ouvriers resteront des salariés payés en monnaie. Leur fonction sera de protéger le niveau de vie de la classe travailleuse, leur action étant en cela parallèle à celle du parti et de l'Etat. Les syndicats des catégories non ouvrières seront interdits. En fait, sur le terrain de la distribution des revenus entre classe ouvrière et classes non prolétariennes ou semi-prolétariennes, le traitement du travailleur pourrait être menacé par d'autres considérations que les exigences supérieures de la lutte révolutionnaire générale contre le capitalisme international. Mais cette dernière possibilité, qui subsistera longtemps, justifie le rôle de second plan du syndicat par rapport au parti politique communiste, avant-garde révolutionnaire internationale, formant un tout unitaire avec les partis en lutte dans les pays encore capitalistes, et ayant en tant que telle la direction de l'Etat ouvrier.

L'Etat prolétarien ne peut être animé que par un seul parti, et cela n'aurait aucun sens dépassant la conjoncture concrète d'exiger que ce parti encadre une majorité statistique, ou soit appuyé par une telle majorité dans les « consultations populaires », vieux piège bourgeois. Parmi les possibilités historiques, il faut compter l'existence de partis politiques composés en apparence de prolétaires, mais subsistant l'influence des traditions contre-révolutionnaires ou des capitalismes extérieurs. Cette contradiction, la plus dangereuse de toutes, ne peut être résolue par la reconnaissance de « droits formels », ni par des consultations dans le cadre d'une abstraite « démocratie au sein de la classe ».

Si elle se présente, il s'agira là encore d'une crise à liquider sur le terrain du rapport de forces. Il n'existe pas de système statistique capable de garantir la bonne solution révolutionnaire ; celle-ci dépendra uniquement du degré de solidité et de clarté du mouvement révolutionnaire communiste dans le monde. Il y a un siècle en Occident et une cinquantaine d'années dans l'empire tsariste, les marxistes eurent raison d'objecter aux démocrates naïfs que les capitalistes et les propriétaires sont la minorité et que donc le seul véritable régime de la majorité est celui des travailleurs. Si le mot de démocratie signifiait pouvoir du plus grand nombre, les démocrates devraient se mettre de notre côté de classe. Mais aussi bien au sens littéral (« pouvoir du peuple ») que dans le sale usage qu'on en fait de plus en plus, le mot démocratie signifie « pouvoir appartenant non à une classe, mais à toutes ». C'est pour cette raison historique que, repoussant avec Lénine la « démocratie bourgeoise » et la « démocratie en général », nous devons également exclure politiquement et théoriquement cette contradiction dans les termes qu'est la « démocratie de classe » ou la « démocratie ouvrière ».

La dictature préconisée par le marxisme est nécessaire dans la mesure même où elle ne peut pas être unanimement acceptée, et elle ne saurait non plus avoir la naïveté d'abdiquer faute d'avoir rallié la majorité des suffrages. Elle risquera d'autant moins d'être confondue avec une dictature d'hommes et de groupes qui auraient pris le contrôle du gouvernement et se seraient substitués à la classe ouvrière, qu'elle proclamera plus ouvertement cette vérité. A la révolution il faut la dictature, parce qu'il serait ridicule de la subordonner à 100 % ou à 51 % des opinions. Là où on exhibe de pareils chiffres, c'est que la révolution a été trahie.

En conclusion, le parti communiste gouvernera seul et n'abandonnera jamais le pouvoir sans une lutte matérielle. Cette affirmation courageuse de la volonté de ne pas céder à la tromperie des chiffres et de ne pas en faire usage aidera à lutter contre la dégénérescence de la révolution.

Au stade supérieur du communisme, qui ne connaîtra plus ni production marchande, ni monnaie, ni nations, et qui verra d'ailleurs la mort de l'Etat, les syndicats perdront leur raison d'être. Comme organisation de combat, le parti sera nécessaire tant qu'existeront dans le monde des rési-

lus de capitalisme. De plus, il conservera toujours la tâche de dépositaire et propagateur de la doctrine sociale donnant une vision générale du développement des rapports entre la société humaine et la nature matérielle.

V

La conception marxiste, qui remplace les assemblées parlementaires par des organes de travail, ne nous ramène pas non plus à une « démocratie économique » qui adapterait les organes de l'Etat aux lieux de travail, aux unités productives ou commerciales, etc., éliminant de toute fonction représentative les patrons subsistants et les individualités économiques disposant encore d'une propriété. La suppression du patron et du propriétaire n'est encore que la moitié du socialisme ; l'autre moitié, et la plus expressive, consiste dans l'élimination de l'anarchie économique capitaliste (Marx). Quand la nouvelle organisation socialiste naîtra et grandira — le parti et l'Etat révolutionnaire étant, dans cette phase, au premier plan — on ne se limitera pas à frapper les patrons et leurs contremaîtres d'antan : on redistribuera de façon entièrement originale et nouvelle les tâches et les charges sociales entre les individus.

Le réseau d'entreprises et de services, tel qu'il aura été hérité du capitalisme, ne pourra donc pas être mis à la base d'un appareil de « souveraineté », c'est-à-dire de délégation de pouvoirs à l'intérieur de l'Etat et jusqu'à ses organes centraux. C'est justement la présence de l'Etat d'une classe unique et du parti fortement et qualitativement unitaire et homogène qui offrira le maximum de conditions favorables pour la réorganisation de la machine sociale, en réduisant au minimum la pression des intérêts limités des petits groupes, et en donnant le maximum de poids aux données générales et à leur étude scientifique pour le bien-être collectif. Les changements dans la machine productive seront énormes : il suffit de penser au programme de renversement des rapports entre ville et campagne sur lequel Marx et Engels ont tant insisté et qui est en totale opposition avec la tendance qui triomphe actuellement dans tous les pays connus.

Le réseau calqué sur les lieux du travail est donc une formule insuffisante qui ne fait que recopier les vieilles

positions proudhoniennes et lassalliennes que le marxisme a depuis longtemps rejetées et dépassées.

VI

La définition des types de liaison entre la base et les organes centraux de l'Etat de classe dépend surtout des apports de la dialectique historique et ne peut être déduite ni de « principes éternels », ni du « droit naturel » ou d'une Constitution sacrée et inviolable. Tout détail en cette matière serait pur utopisme. Il n'y a pas un grain d'utopie chez Marx, dit Engels. Même l'idée de la fameuse délégation de pouvoir de l'individu isolé (l'électeur) par un acte platonique dérivant de sa libre opinion doit être laissée aux brumes de la métaphysique. L'opinion est en réalité le reflet des conditions matérielles et des formes sociales, et le pouvoir, une intervention de force physique.

La caractéristique négative de la dictature ouvrière est nettement établie : bourgeois et semi-bourgeois n'auront plus de droits politiques, on les empêchera par la force de se réunir en corps d'intérêts communs ou en groupes d'agitation politique, ils ne pourront jamais ouvertement voter, élire ni déléguer qui que ce soit à quelque « poste » ou fonction que ce soit. Mais même le rapport entre le travailleur, membre reconnu et actif de la classe au pouvoir, et l'appareil d'Etat, perdra le caractère factice et trompeur d'une *délégation* de pouvoir, d'une représentation par l'intermédiaire d'un *député*, d'une liste, d'un parti. Déléguer, c'est en effet renoncer à la possibilité d'une action directe, et la prétendue « souveraineté » du droit démocratique n'est qu'une abdication, le plus souvent en faveur de filous.

Les membres travailleurs de la société se regrouperont en organismes locaux et territoriaux en fonction de leur domicile et, dans certains cas, des déplacements que leur imposera leur participation à la machine productive en pleine transformation. C'est par leur action ininterrompue et continue que la participation de tous les éléments sociaux actifs aux rouages de l'appareil d'Etat, et donc à la gestion et à l'exercice du pouvoir de classe, sera assurée. Dresser le plan de ces rouages avant que le rapport de classe dont ils naîtront se soit concrètement déterminé est chose impossible.

VII

La Commune établit comme critères de la plus haute importance (Marx, Engels, Lénine) que ses membres et fonctionnaires seraient révocables à tout moment et que leur traitement ne dépasserait pas le salaire ouvrier moyen. Toute séparation entre producteurs à la périphérie et bureaucrates au centre est ainsi abolie au moyen de rotations systématiques. Le service de l'Etat devra cesser d'être une *carrière* et même une *profession*. Il est certain qu'en pratique ces contrôles créeront des difficultés insurmontables, mais Lénine a depuis longtemps exprimé son mépris pour les projets de révolution *sans difficultés* ! Les conflits inévitables ne seront pas complètement résolus à coups de règlements : ils constitueront un problème historique et politique, ils définiront un rapport de forces réel. La révolution bolchévique ne s'est pas arrêtée devant l'Assemblée constituante, mais l'a dissoute. Les conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats étaient nés. Ces organes d'Etat de type original surgis dans l'incendie de la guerre sociale (et déjà présents dans la révolution de 1905) s'étendaient du village au pays tout entier par une succession d'unités territoriales de plus en plus vastes ; leur formation ne répondait à aucun des préjugés sur le « droit des hommes » et le « suffrage universel libre, direct et secret » !

Le parti communiste déclenche la guerre civile et la gagne, occupe les positions-clef au sens militaire et social, multiplie par mille ses moyens de propagande et d'agitation en conquérant les bâtiments et édifices publics, forme sans perdre de temps en procédures les « corps d'ouvriers armés » dont parle Lénine, la garde rouge, la police révolutionnaire. Aux assemblées des Soviets, il devient majorité sur le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! ». Cette majorité est-elle un fait juridique, froidement et banalement numérique ? Nullement. Quiconque — espion ou travailleur sincère mais trompé — vote pour que le Soviet renonce au pouvoir conquis grâce au sang versé par les combattants prolétariens ou pour qu'il en trafique avec l'ennemi, sera expulsé à coups de crosse par ses camarades de lutte. Et on ne perdra pas de temps à le compter dans une minorité légale, hypocrisie coupable dont la révolution n'a pas besoin, alors que la contre-révolution s'en nourrit.

VIII

Sur les mêmes lignes fondamentales, des données historiques différentes de celles de 1917 en Russie — chute toute récente du despotisme féodal, guerre désastreuse, rôle des chefs opportunistes — pourront déterminer d'autres configurations pratiques du réseau de base de l'Etat. Depuis qu'il a rejeté l'utopisme, le mouvement prolétarien trouve sa voie et assure son succès grâce à l'expérience exacte non seulement du mode de production et de la structure de l'Etat actuels, mais aussi des erreurs de stratégie de la révolution prolétarienne, aussi bien dans la guerre sociale « chaude » — dans laquelle les fédérés de 1871 tombèrent glorieusement — que dans la guerre sociale « froide » où nous avons perdu, entre 1917 et 1926, la grande bataille de Russie opposant l'Internationale de Lénine au capitalisme du monde entier soutenu au premier rang par la misérable complicité de tous les opportunistes.

Les communistes n'ont pas de constitutions codifiées à proposer. Ils ont un monde de mensonges et de constitutions cristallisées dans le droit et dans la force de la classe dominante à abattre. Ils savent que seul un appareil révolutionnaire et totalitaire de force et de pouvoir, sans exclusion d'aucun moyen, pourra empêcher que les infâmes résidus d'une époque de barbarie ressurgissent et qu'affamé de vengeance et de servitude, le monstre du privilège social relève la tête, lançant pour la millièrme fois le cri menteur de *Liberté!*

TABLE DES MATIERES

<i>Introduction</i>	7
<i>Introduction aux Thèses de l'Internationale</i>	25
<i>Thèses sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne adoptées par le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste</i>	29
<i>Parti et classe</i>	41
<i>Parti et action de classe</i>	51
<i>Le principe démocratique</i>	67
<i>Dictature prolétarienne et parti de classe</i>	91

**périodiques du
parti communiste international**

programme communiste
revue internationale trimestrielle
abonnement annuel : 24 F - 240 FB - 16 FS

le prolétaire
journal bi-mensuel
abonnement annuel : 20 F - 200 FB - 14 FS

il programma comunista
journal bi-mensuel
abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 18 FS

el programa comunista
revue trimestrielle
abonnement annuel : 8 F - 80 FB - 6 FS

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

EN LANGUE FRANÇAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages 4,00 F
- Mouvements revendicatifs et socialisme 1,50 F
- Revue « Programme Communiste » :
 - N^{os} 1 à 42 épuisés
 - N^{os} 45 à 47, 50, 56, 61 4,00 F
 - N^{os} doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 53-54, 55 7,00 F
 - N^o 58 (192 pages) 10,00 F
 - N^{os} 59, 60, 62, 63 5,00 F
- Journal « Le Proletaire » - Collections reliées :
 - (les numéros 1 à 30 sont épuisés)
 - Volume I : du n^o 31 au n^o 71 (décembre 1969) 30,00 F
 - Volume II : du n^o 72 au n^o 117 (années 1970-71) .. 30,00 F
 - Volume III : du n^o 118 au n^o 163 (années 1972-73) .. 30,00 F
- Série : « Les textes du Parti Communiste International » :
 - 1. Communisme et fascisme, 158 pages 6,00 F
 - 2. Parti et classe, 112 pages 6,00 F
 - 4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages en réimpression
 - 5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme », 100 pages 7,00 F
 - 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages 4,00 F
 - 7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 15,00 F

EN LANGUE ITALIENNE :

- Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919 : dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages 30,00 F
- Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920 : dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages 40,00 F
- Série : « I testi del partito comunista internazionale » :
 - 1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages 7,00 F
 - 2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les tex-

tes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 12,00 F

- 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages 12,00 F
- 4. Partito e classe, 137 pages 15,00 F
- 5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna dei futuri rinnegati, 123 pages 12,00 F
- 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 198 pages 10,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE :

- 1. Die Frage der revolutionären Partei, 56 pages .. 4,00 F
- 2. Revolution und Konterrevolution in Russland, 86 pages 6,00 F
- 3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 76 pages 6,00 F
- 4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 88 pages 8,00 F

EN LANGUE ANGLAISE :

- Série : « The Texts of the International Communist Party » :
 - 1. The Fundamentals of Revolutionary Communism .. 4,00 F
 - 2. Party and Class 8,00 F

EN LANGUE ESPAGNOLE :

- Série : « Los textos del partido comunista internacional » :
 - 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario .. 4,00 F
 - 2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase 4,00 F
 - 3. Partido y clase 8,00 F

EN LANGUE PORTUGAISE :

- Série : « Os textos do partido comunista internacional » :
 - 1. Teses características do partido : bases de adesão 3,00 F
 - 2. Lições das contra-revoluções 3,00 F
 - 3. Os fundamentos do comunismo revolucionario .. 5,00 F

Commandes : Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, Paris-75013.

Paiement par chèque de mandat à l'ordre de F. Gambini, ou virement au C.C.P. 2202-22 L. Marseille (F. Gambini).

Envois : nous prions à notre charge l'envoi au payeur non clos, au tarif « périodiques ». Pour les envois par pli simple, le spécifier expressément à la commande et ajouter, au jour du frais d'envoi.

DÉFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

Sommaire :

- Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).
- Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).
- La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le P.C. d'Italie au IV^e Congrès mondial (Moscou, 1922).
- Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du P.C. d'Italie (Lyon, 1926).
- Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).
- Thèses caractéristiques du parti (1951).
- Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).
- Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).
- Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).

Prix : 15 F (+ 1,50 F de frais d'envoi). Commandes aux Editions Programme Communiste.

LA "MALADIE INFANTILE" CONDAMNATION DES FUTURS RENEGATS

(Sur la brochure de Lénine : « La maladie infantile du communisme »)

- I. La scène du drame historique de 1920.
- II. Histoire de la Russie, ou de l'humanité ?
- III. Points cardinaux du bolchévisme : centralisation et discipline.
- IV. La trajectoire accélérée du bolchévisme.
- V. Lutte contre les deux camps antibolchéviques : le réformisme et l'anarchisme.
- VI. La clé des « compromis permis par Lénine ».
- VII. Appendice sur les « questions italiennes ».

Une brochure de 100 pages. Prix : 7 F (+ 1 F de frais d'envoi).
Commandes aux Editions Programme Communiste.

AU SOMMAIRE DE LA REVUE "PROGRAMME COMMUNISTE"

N° 43-44 - Janvier-Juin 1969 (112 pages - 7 F)

- Le « parti de la peur ».
- Le « gauchisme » n'est que l'autre face de l'opportunisme réformiste. (A propos du livre de MM. Cohn-Bendit Frères : « Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme »).
- Théorie marxiste de la monnaie (I).
- Marxisme et science bourgeoise.
- Les conditions d'admission à l'Internationale Communiste.

N° 45 - Juillet-Septembre 1969 (64 pages - 4 F)

- Luites partielles et lutte générale.
- Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste, 1921-1924 (I).
- Théorie marxiste de la monnaie (II).

N° 46 - Octobre-Décembre 1969 (84 pages - 4 F)

- Parti et organisations de classe dans la tradition de la Gauche Communiste.
- Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste, 1921-1924 (II).
- La méthode du « Capital ».

N° 47 - Janvier-Mars 1970 (80 pages - 4 F)

- Garaudy ou la révolution pacifique de Don Quichotte.
- Les derniers exploits du marxisme universitaire (A propos des ouvrages de MM. Baran et Sweezy).
- Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste, 1921-1924 (III).
- Bilan de l'automne chaud en Italie.

N° 48-49 - Avril-Septembre 1970 (108 pages - 7 F)

- A bas la démocratie salariale et hiérarchique ! Vive le communisme !
- L'opportunisme à l'épreuve des luttes.
- Bilan politique du gauchisme.
- Impérialisme et sous-développement.
- Economie marxiste : principaux résultats du Livre I du « Capital ».
- Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste, 1921-1924 (IV).
- Le stalinisme, cet anti-communisme.
- Amadeo Bordiga : une vie exemplaire au service de la révolution.

N° 50 - Octobre 1970 - Mars 1971 (72 pages - 4 F)

- Guerre impérialiste ou révolution mondiale.
- Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste, 1921-1924 (V).
- En mémoire d'Amadeo Bordiga : la Gauche Communiste sur le chemin de la révolution. I. Contre la social-démocratie réformiste et chauvine (« Du principe à la méthode », 1913 ; « Contre les équivoques et les pièges du réformisme : l'illusion électoraliste », 1919 ; « A notre poste », 1914 ; « Ou élection ou révolution », 1919). II. Vers le parti communiste et l'Internationale révolutionnaire (Intervention au XVII^e Congrès du Parti Socialiste Italien, Bologne 1919 ; Discours sur les conditions d'admission au 2^e Congrès de l'Internationale Communiste, 1920 ; Discours au Congrès de Livourne du P.S.I., 1920).

N° 51-52 - Avril-Septembre 1971 (120 pages - 7 F)

- La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit.
- Le premier éveil du prolétariat polonais et ses causes.
- En Angleterre aussi le capital veut faire porter au prolétariat tout le poids de la crise nationale et l'opportunisme l'appuie.
- Trotsky et la Gauche Italienne.
- En mémoire d'Amadeo Bordiga : la Gauche Communiste sur le chemin de la révolution. III. Parti et Internationale (« La tactique de l'Internationale Communiste », 1922).

- N° 53-54 - Octobre 1971 - Mars 1972** (84 pages - 5 F)
 — Textes de la Gauche : invariance historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme.
 — Le Parti devant la question syndicale.
 — Marxisme et « sous-développement ».
 — En mémoire d'Amadeo Bordiga : la Gauche Communiste sur le chemin de la révolution. IV. Défense du parti et de l'Internationale (Discours au 5e Congrès de l'I.C., 1924).
 — Gorter, Lénine et la Gauche.
- N° 55 - Avril-Juin 1972** (112 pages - 7 F)
 — Textes de la Gauche : Pour mettre les points sur les i.
 — Marxisme et classes moyennes.
 — M. Althusser ou les limites de l'entendement petit-bourgeois.
 — En mémoire d'Amadeo Bordiga : la Gauche Communiste sur le chemin de la révolution. V. Défense du parti et de la révolution d'Octobre (Interventions au 6e Exécutif élargi de l'I.C., février 1926).
 — A propos du cinquantenaire des scissions de Tours et de Livourne.
- N° 56 - Juillet-Septembre 1972** (84 pages - 4 F)
 — L'antifascisme démocratique : un mot d'ordre antiprolétarien qui a déjà fait ses preuves.
 — Sur Anton Pannekoek : Marxisme contre idéalisme ou le parti contre les sectes.
 — En mémoire d'Amadeo Bordiga : la Gauche Communiste sur le chemin de la révolution. VI. Reconstruction de la doctrine et du parti (« Le renversement de la praxis dans la théorie marxiste », 1951). VII. Vers un nouvel assaut prolétarien (« Le Battilocchio » ; Motion de la Gauche sur « Education et Culture » au Congrès de la Jeunesse du P.S.I., Bologne, 1912 ; Le programme des Jeunes de la fraction communiste abstentionniste, 1920).
- N° 58 - Avril 1973** (192 pages - 10 F)
 — La tragédie vietnamienne confirme les positions classiques du communisme.
 — Sur « Le Hasard et la Nécessité » : Comment Monsieur Monod terrasse la dialectique.
 — Histoire de la Gauche Communiste : la Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international (1. Deux légendes - 2. Ce que veut dire être d'accord avec les bolcheviks - 3. Les causes de notre désaccord sur la « question parlementaire » - 4. Causes de nos désaccords sur d'autres questions tactiques et nature de ces questions - 5. Les prémisses de la tactique communiste - 6. Théorie, principes, but final, programme, tactique - 7. Les questions de tactique pour nous et les bolcheviks - 8. Une ignoble légende : l'« opportunisme » léniniste - 9. Le jeu infâme des indépendants en Allemagne - 10. Le calvaire de Spartacus - 11. La confirmation historique de la fonction de la social-démocratie - 12. Le KAPD, ses théoriciens Pannekoek et Gorter, et nous - 13. Premières tentatives de contacts internationaux - 14. En manière de conclusion).
 — Appendice : documents (Lénine, « Salut aux communistes italiens, français et allemands », 1920 ; lettre circulaire du C.E. de l'I.C. sur « Le Parlement et la lutte pour les Soviets », 1920 ; articles de 1920 de « Il Soviet » : « La lettre de Lénine », « Lénine et l'abstentionnisme », « La IIIe Internationale et le parlementarisme », « Le Parti communiste allemand », « La pensée du Parti indépendant allemand », « Les tendances au sein de la IIIe Internationale », « Lénine et le parlementarisme », « La situation en Allemagne et le mouvement communiste »).
- N° 59 - Juin 1973** (80 pages - 5 F)
 — Paix universelle ou antagonismes croissants entre Etats.
 — Histoire de la Gauche Communiste : le IIe Congrès de l'Internationale Communiste : un sommet et une croisée des chemins (1. Prélude - 2. Premiers contacts avec des délégations ouvrières occidentales - 3. L'essentiel et l'accessoire du IIe Congrès - 4. Un dur banc d'essai - 5. Le long du fil rouge : principes, tâches, perspectives - 6. Le long du fil rouge : Parti et internationale - 7. Le long du fil rouge : le débat sur les principes, le programme et leurs applications tactiques : a) Thèses sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne ; b) Conditions d'admission à l'Internationale Communiste).
 — Appendice : Discours du délégué de la Fraction Communiste abstentionniste du P.S.I. sur les conditions d'admission à l'I.C.
- N° 60 - Septembre-Octobre 1973** (84 pages - 5 F)
 — Histoire de la Gauche Communiste : le IIIe Congrès de l'Internationale Communiste : un sommet et une croisée des chemins - suite - (7. Le long du fil rouge : le débat sur les principes, le programme et leurs applications tactiques : c) Les partis communistes et le parlementarisme ; d) Le mouvement syndical, les conseils d'usine et d'entreprise et l'I.C. ; e) Conditions de constitution des Soviets ; f) Les questions nationale et coloniale ; g) La question agraire ; h) Les tâches de l'Internationale communiste et les Statuts - 8. Une pierre de touche : la question italienne - 9. Epilogue).
 — Appendice : articles et documents de « Il Soviet », 1920 (« A propos du Congrès International Communiste » ; « Thèses sur la constitution des conseils ouvriers proposées par le C.C. de la Fraction Communiste abstentionniste du P.S.I. » ; « Le Contrôle syndical » ; « De Moscou à Florence » ; « La Fraction abstentionniste et le Congrès de Moscou »).
 — Sur Paul Mattick : l'idéalisme révolutionnaire du socialisme d'entreprise.
- N° 61 - Décembre 1973** (44 pages - 3 F)
 — La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (I).
 — Cours de l'impérialisme mondial.
 — Note de lecture : Les lauriers de la social-démocratie autrichienne.
- N° 62 - Mars-Avril-Mai 1974** (68 pages - 5 F)
 — Crise et révolution.
 — La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (II).
 — La « pensée de Mao », expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (I).
 — La Gauche Communiste d'Italie et la résolution de Bâle (1912) sur la riposte prolétarienne à la guerre.
- N° 63 - Juin-Juillet-Août 1974** (80 pages - 5 F)
 — Trajectoire du travailisme.
 — Leçons des contre-révolutions.
 — La « pensée de Mao », expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (II).
 — Les « réformes agraires » des jeunes bourgeoisies ex-coloniales dans le miroir de la « révolution » tunisienne.
 — Inflation, profits et salaires.
- N° 64 - Octobre 1974** (83 pages - 8 F)
 — L'heure des petits-fils de Staline.
 — The Historical Path of British Labourism.
 — Cours de l'impérialisme mondial.
 — Marx - British Commerce.
 — Marx - Le commerce britannique.
 — Sur le fil du temps : Réformisme et socialisme - Capitalisme et réformes.
 — Les lauriers de la social-démocratie autrichienne : Otto Bauer ou la révolution chez les autres.
 — The International Communist Party - Some Publications of the I.C.P.
- N° 65 - Décembre 1974 - Février 1975** (96 pages - 6 F)
 — A bas l'ancien et le nouveau contrat social.
 — Party and Class.
 — Frédéric Engels. La question paysanne en France et en Allemagne.
 — Le long du fil de l'histoire : sur les rapports entre le parti communiste et les autres organisations.
 — Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine-Rosa Luxemburg : I. La question de l'autodétermination.
 — The Conditions of Admission to the Communist International.
 — Cours de l'impérialisme mondial : les développements de la concentration capitaliste.
- N° 66 - Avril 1975** (104 pages - 8 F)
 — Encore sur crise et révolution.
 — « Proletarian Dictatorship » and « Socialist Society » in the New Chinese Constitution.
 — Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine - Rosa Luxemburg : II. Guerres Impérialistes et guerres nationales.
 — Parliamentarism at the Second Congress of the Comintern.
 — Inde : la « révolution verte » annonce la couleur.
 — Note de lecture : Gramsci, Bordiga et... « Lotta Continua ».

PARTI ET CLASSE

Ce recueil rassemble les Thèses sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne approuvées par le II^e Congrès de l'Internationale Communiste en 1920, et quatre textes de la Gauche communiste italienne sur le même sujet : les trois premiers publiés en 1921-1922, alors que tout le Parti Communiste d'Italie était rassemblé autour de ses positions, et le quatrième rédigé après la deuxième guerre mondiale, alors que la Gauche s'était désormais organisée en Parti en dehors des organisations compromises dans l'irréversible dégénérescence stalinienne, et contre elles.

Ces cinq textes ont en commun l'affirmation du rôle primordial du Parti, non seulement dans la préparation et la réalisation de la conquête révolutionnaire du pouvoir, mais aussi dans l'exercice de la dictature prolétarienne — puisque la guerre des classes, bien loin de s'atténuer après la révolution, s'aiguise et s'étend à l'échelle mondiale.

Dans la phase de difficile préparation de la reprise internationale de la lutte de classe que nous traversons, on assiste à une recrudescence de l'horreur petite-bourgeoise et anarchiste pour la centralisation, la dictature et surtout pour le parti (c'est-à-dire aussi pour le programme). Cette réaction instinctive mais erronée aux crimes du stalinisme vise non la centralisation, la dictature et le parti de la contre-révolution, mais la centralisation, la dictature, le parti et le programme tout court. Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire que le Parti Communiste mondial naisse sur une base d'une clarté et d'une homogénéité théoriques et programmatiques absolues, car celles-ci sont la condition sine qua non de son efficacité sur le plan organisationnel et de sa discipline rigoureuse et non formelle. La pierre de touche de cette homogénéité et de cette clarté, c'est la claire conscience de la nature, du rôle, de la fonction du Parti dans la révolution et dans la dictature prolétarienne, revendiquée sans aucune hésitation ni atténuation contre toute tendance à les vider de leur contenu authentique et immuable.